

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1° *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2° *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3° *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4° *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5° *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verveil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon, Maurice Juncker, Maurice-Parjanine (France); Bedri Péjari, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klausner, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. R. Schmincke (Allemagne); Independent Labour Party: James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, J. C. Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevins, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Panos Terlemezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux, Augustin Habaru (Belgique); Vassil Kolaroff, G. Bakaloff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolongo, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartoček, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny, Ibrahim (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Krajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borodine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Libero Battistelli

Né à Bologne le 21 janvier 1893. Avocat à la Cour d'Appel de sa ville natale, il fut rayé de l'Ordre et forcé à émigrer en raison de son opposition au fascisme.



Après avoir participé à la guerre mondiale, il avait combattu la réaction bourgeoise et mussolinienne dès ses premières manifestations.

Appartenant à l'extrême-gauche du Parti Républicain Italien, il a toujours soutenu la nécessité d'une union étroite avec les socialistes de toutes les nuances (communistes y compris). Studieux des problèmes internationaux, Libero Battistelli s'est fait le champion de l'idée d'une entente des peuples opprimés (italien, espagnol, portugais, hongrois, balkaniques etc.) pour opposer au front unique des dictatures, un front unique révolutionnaire.

Ecrivain très apprécié, il a été collaborateur au quotidien

de son parti «La Voce Republican» jusqu'à ce que ce journal fut supprimé par le gouvernement italien. Aux élections de 1924, il était président du Comité Républicain de la région Emilienne.

Emigré au Brésil, il continue de là-bas sa propagande antifasciste et antidictatoriale, collaborant assidûment à la presse antifasciste de Paris et de l'Amérique latine.

On ne peut vraiment pas parler de solution aux Balkans. On ne la cherchait pas et on ne se préoccupait nullement des intérêts de la paix, moins encore des principes de la justice et de la liberté. La pseudo-solution actuelle est le produit des compensations réciproques de plusieurs impérialismes, concordant seulement dans l'hostilité contre une Macédoine autonome. Heureusement, cette pseudo-solution est plus encore qu'injuste: elle est précaire.

Les réactions balkaniques actuelles ne respectent point les droits les plus élémentaires des ressortissants de la nationalité dominante; comment les droits des allogènes pourraient-ils être garantis? Il y a contradiction en termes entre la réaction (n'importe laquelle, l'italienne, par exemple, ne le cédant en rien aux réactions balkaniques) et le respect des droits. En plus, tous les gouvernements, dans les dernières guerres, ont voulu justifier leurs conquêtes par le prétendu triomphe du principe des nationalités. Ils doivent donc, pour adapter la réalité aux théories, dénationaliser par tous les moyens les minorités ethniques que la conquête plaçait sous leurs dominations.

Le moyen unique qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres, c'est une Fédération Balkanique. C'est seulement dans une Fédération que les nationalismes et leurs rivalités sont éliminés et les droits des minorités, même infimes, sauvegardés.

Les gouvernants actuels, expressions des oligarchies militaires nationalistes et ploutocratiques, liés avec les puissances étrangères, ne peuvent qu'être des obstacles à la Fédération. Le régime monarchique, même libéral ou constitutionnel (et toutes les monarchies balkaniques sont des dictatures) est incompatible avec l'idée fédérative. Le roi est, par définition, celui qui ne reconnaît aucun pouvoir supérieur au sien. Toutes les Fédérations existantes (Suisse, Etats-Unis d'Amérique, Etats-

Unis du Brésil, etc.) sont des républiques. La pseudo-Fédération allemande, longtemps monarchique, ne représente qu'un résidu historique du régime féodal. Elle tend, de fait, à disparaître dans une unité toujours plus centralisée.

Avec l'école républicaine italienne qui préconisa, par Tommaseo, Gattaneo et Mazzini, cette Fédération qui seule peut donner une solution satisfaisante aux problèmes de la péninsule, je crois que sa réalisation est une nécessité historique. La liberté de tous les citoyens »balkaniques« en dépend. Et, avec la liberté, le progrès économique et social. Elle est nécessaire à la paix, non seulement des Balkans, mais de l'Europe.

La Fédération doit être l'oeuvre des peuples balkaniques qui doivent lutter unis, dans ce but, contre tous leurs gouvernements respectifs. Il est peut-être nécessaire aussi que les puissances européennes cessent de considérer les Balkans comme un champ de bataille des impérialismes et des influences. Tant que le fascisme domine l'Italie, ses intrigues seront toujours dirigées vers le maintien des divisions existantes dans les Balkans, pour en profiter. Une République Sociale Italienne, anti-impérialiste et pacifique par principe, donnerait au contraire tout son appui à la réalisation de la République Fédérative des Peuples Balkaniques.

Rio de Janeiro, janvier 1929.

Libero Battistelli

Dr. Kurt Hiller

Né à Berlin le 17 août 1885. Etudes de droit et de philosophie. 1910: chef de la section de philosophie judiciaire du séminaire criminalistique de Berlin. Ne participa pas à la guerre mondiale. 1916—1921: publie des annuaires sur la politique intellectuelle («Das Ziel» — «Le but»). 1918: président du conseil politique des travailleurs intellectuels, Berlin. Depuis

1921: membre de la présidence de la Société Allemande pour la Paix. 1926: Créé et dirige le groupe des pacifistes révolutionnaires. Président du Comité Scientifique-Humanitaire.

Ouvrages principaux: »Le droit sur soi-même«; »La sagesse de l'ennui«; »Esprit, soit maître!«; »En marche pour le paradis«; etc.

Je ne considère pas les »solutions« actuelles des questions macédonienne, bessarabienne etc. aux Balkans comme conformes aux principes de la justice et de la liberté, ni aux intérêts de la paix.

Je ne crois pas que sous les actuels gouvernements réactionnaires balkaniques les droits des minorités, des peuples opprimés, de la population en général, soient respectés.

Le moyen de mettre une fin à l'oppression des minorités et des rivalités, c'est la victoire du socialisme — là comme partout. Et cette victoire n'est possible que lorsque tous ceux qui veulent la société socialiste s'émancipent de la superstition de la démocratie.

Je ne crois point à la réalisation d'une Fédération Balkanique sous les gouvernements actuels. Mais cette Fédération se fera, même avant le socialisme, lorsque les peuples balkaniques, représentés par leurs leaders intellectuels, le voudront.

Je ne crois pas à la réalisation de la Fédération Balkanique tant que règnent dans les Etats balkaniques les féodaux, les gros-commerçants, les prêtres, les officiers, et les petits intellectuels dépendant d'eux matériellement, sociologiquement ou idéologiquement — que leur domination s'exprime sous une forme fasciste ou démocratique. Je crois que la condition pour la réalisation de la Fédération Balkanique, c'est la révolution sociale — par laquelle, comme Ferdinand Lassalle, je n'entends pas absolument une effusion de sang.

Dr. Kurt Hiller

La Quinzaine Internationale

Diplomatie secrète

La publication qu'a faite l'*Utrechts Dagblad*, journal néerlandais, d'un accord militaire franco-belge, a provoqué beaucoup d'émoi dans le monde. On a beau dire que le triple démenti, publié immédiatement à Paris, à Bruxelles et à Londres, le débat parlementaire de la Chambre belge, les communications qui ont été faites par M. Briand et par M. Hymans aux agents diplomatiques des Pays-Bas et du Reich ont dissipé les méfiances: dans la réalité, le public est remué chaque fois qu'on lui signale, à tort ou à raison, un nouvel acte de diplomatie secrète. Tant de traités confidentiels et qui préparaient plus ou moins la guerre, ont été conclus dans les dix dernières années, qu'il a peine à se dégager de l'atmosphère malsaine, intoxiquée, qui le baigne.

On a beau exalter les accords de Locarno et le pacte Kellogg, insister devant lui sur l'empressement que marquent les grandes puissances à ratifier ce dernier: il demeure sceptique. Ce qu'il sait, s'il ne connaît pas le texte exact des conventions secrètes, c'est que ces conventions existent; c'est même qu'elles sont nombreuses et souvent se contredisent l'une l'autre, qu'elles enveloppent le Continent dans un réseau compliqué et que la mise en oeuvre de l'une d'elles, en des conditions déterminées, déclencherait une conflagration universelle.

Ne nous leurrions point. Ce n'est pas exagérer que de dire: la paix est à la merci d'un incident. Une révélation telle que celle de l'*Utrechts Dagblad*, laisserait les hommes beaucoup plus indifférents s'ils n'avaient pas trop de raisons de croire à la duplicité des gouvernements qui parlent en leur nom.

Regardons autour de nous. La France est liée par traités secrets à la Belgique, à la Tchécoslovaquie, à la Roumanie, à la Pologne, à la Yougoslavie, ou plus exactement le Quai d'Orsay a fait savoir qu'il avait des accords dits d'amitié, d'alliance ou de neutralité, ou de garantie, avec ces Etats, mais il s'est bien gardé, et pour cause, de révéler les conventions militaires adossées à ces traités et qui leur donnaient toute leur signification. La Petite-Entente repose, elle aussi, sur un système de traités secrets qui doublent les accords avoués. La Pologne et la Roumanie ont poursuivi tout récemment encore des tractations dont on devine l'objet: l'Italie fasciste s'est associée subrepticement à la Hongrie, à la Bulgarie, à la Roumanie pour le moins. Telle est la condition de l'Europe actuelle, où les situations étranges ne manquent pas, ne fût-ce que celle de la Roumanie prise entre Paris et Rome. Nulle part les gouvernements n'ont avisé leurs sujets des obligations qu'ils contractaient en leur nom. Et si l'on songe que chacun des traités secrets donne carte blanche aux états-majors en des éventualités spécifiées, on ne peut se libérer d'une inquiétude qui n'est

pas instinctive, mais raisonnée. Les chancelleries ont miné l'Europe, et à chaque instant une mine peut exploser. Des faisceaux d'impérialismes grands et petits se sont constitués qui se menacent les uns les autres. Par le jeu de la diplomatie secrète dont jadis la suppression avait été promise solennellement à l'humanité, une catastrophe est toujours suspendue sur notre tête.

Les élections anglaises

Il n'est pas douteux que les élections anglaises, prévues pour le mois de juin, ne doivent avoir une répercussion sérieuse sur la politique internationale. Certes, le Labour Party britannique est d'un modérantisme extrême dans son programme intérieur et extérieur, mais une victoire des ouvriers anglais, au cours de cette année, pourrait l'entraîner hors de ses voies, et, en tout état de cause, il ne saurait pratiquer tout-à-fait la même diplomatie que les conservateurs.

Par exemple, M. Stanley Baldwin ayant rompu les rapports officiels avec l'U.R.S.S. à la suite des perquisitions opérées à l'Arcos par M. Joynson Hicks, ministre de l'Intérieur, le Labour Party ne pourrait se dispenser de les renouer, et cette reprise des relations aurait déjà, en soi, une importance essentielle. Les chefs travaillistes ont contracté à cet égard de tels engagements publiés qu'ils ne réussiraient pas, l'heure venue, à s'y dérober.

Par exemple encore, l'Amirauté britannique, si les travaillistes ne veulent pas se renier, devra renoncer aux armements nouveaux qu'elle a élaborés et arrêter la construction de l'arsenal de Singapour.

Par exemple encore, le War Office sera tenu de retirer sans délai ses effectifs de la Rhénanie occupée.

Négociations balkaniques

Des négociations balkaniques ont eu lieu ces derniers temps: entre la Bulgarie et la Yougoslavie, d'un côté, entre la Yougoslavie et la Grèce, de l'autre.

Celles qui se sont déroulées à Pirot, entre les cabinets de Belgrade et de Sofia, ne sauraient faire grande illusion. D'abord, l'objet en est réduit, puisqu'il s'agit de régler certaines questions de frontières et d'assurer à nouveau des communications régulières entre les deux pays. Ensuite, la mentalité des deux gouvernements est telle que s'ils se prêtent à des tractations, même restreintes, ce n'est pas sans arrière-pensées. Raisonnons plutôt.

Le cabinet de Sofia est, plus que jamais, sous le joug des Comitadjis, qui ne lui pardonneraient pas de désarmer, même moralement, vis-à-vis de l'Etat serbo-croato-slovène. Si Stamboliisky et les chefs agrariens ont été assassinés en 1923,

c'est en partie tout au moins parce qu'on leur reprochait un excès de conciliation à l'endroit de cet Etat: leur initiative diplomatique avait été assimilée à une trahison par les Macédoniens alliés de Tsankoff.

En outre, ce n'est un secret pour personne que le cabinet de Sofia a aliéné quelque peu son autonomie extérieure au profit de Mussolini. Entre les deux dictatures existent des liens tels que la Bulgarie est devenue le soldat de l'Italie dans les Balkans. Contre qui? Essentiellement contre la Yougoslavie. Le *duce* ne permettrait donc pas que les négociations de Pirov vinsent modifier une situation qu'il juge conforme à ses propres visées.

Mais, de son côté, le gouvernement yougoslave n'est pas disposé à faire à la Bulgarie une concession tant soit peu substantielle. Il accepterait que celle-ci se plaçât sous sa tutelle: il se refusera à se départir de l'attitude de méfiance et d'hostilité qu'il a adoptée depuis 1918. Tout au plus envisagerait-il l'opportunité d'une légère détente, qui l'autoriserait à concentrer son attention sur la politique intérieure et à comprimer un peu plus durement la poussée autonomiste ou fédéraliste des Croates et des Slovènes. L'impérialisme panserbe personnifié par le général Jivkovitch, président du Conseil, ne s'accommoderait à aucun égard d'un compromis avec Sofia, compromis qui entraînerait de sa part une renonciation automatique à certaines de ses ambitions.

Les négociations gréco-yougoslaves se présentaient sous un autre aspect, car la Grèce et la Serbie ne se sont pas fait la guerre. Il s'agissait, pour la Yougoslavie, héritière de la Serbie, d'obtenir un port franc dans Salonique et de pouvoir utiliser pour son débouché extérieur à l'Est la ligne ferrée Guevgueli-Salonique. Les bases d'un arrangement nouveau (car un précédent avait été répudié par la Chambre d'Athènes) avaient déjà paru établies lors du voyage de M. Vénizélos dans les capitales, après son retour au pouvoir. L'entente s'est réalisée dans les derniers jours de février. Mais tout en l'enregistrant, on ne peut s'empêcher de noter que l'attitude de la Grèce, amie à la fois de l'Italie et de la Yougoslavie, est aussi équivoque que celle de la Roumanie entre Paris et Rome. A coup sûr, M. Mussolini ne laissera pas M. Vénizélos s'engager trop avant sans lui donner quelques avertissements, car il regarde avec méfiance toute tractation qui aboutit entre chancelleries balkaniques.

La Pologne et la Roumanie

Les relations de la Pologne et de la Roumanie sont devenues suspectes de longue date. Lorsque ces puissances contractent alliance, ce n'est pas contre l'Allemagne, puisque la Roumanie n'appréhende rien de ce pays; ce n'est pas non plus contre la Hongrie. Alors, c'est évidemment contre la Russie Soviétique, et il ne faut pas être grand clerc pour le discerner.

Pilsudski a été jadis à Bucarest; des généraux français se sont rendus et dans cette capitale et en Pologne. Point de doute: des conventions militaires existent entre la Roumanie et la Pologne et, de temps à autre, on les revise et on les complète. Ce n'est point parce qu'ils ont signé avec l'U.R.S.S. le pacte Kellog de l'Europe Orientale proposé par Litvinoff, que ces deux Etats renoncent à l'éventualité d'une offensive contre les Soviets. M. Mironesco, le ministre des Affaires Etrangères du cabinet Maniu, a conféré à la fin de février avec M. Zaleski à Varsovie. On leur a attribué l'aménagement de toute une série de conventions économiques et ferroviaires. En réalité, ils se sont surtout entretenus de la situation de la partie nord-orientale du Continent et de leur action concertée contre l'U.R.S.S. C'est pourquoi leurs colloques n'ont en rien servi la cause de la paix.

Le Congrès mondiale antifasciste

Le Congrès antifasciste, qui vient d'avoir lieu à Berlin sur l'initiative d'Henri Barbusse, et qui a groupé des représentants d'un grand nombre de pays, est un événement qu'il importe de souligner.

Il a eu le mérite d'avoir un caractère nettement international, d'être indrépensible le phénomène du fascisme dans son ensemble, et d'en montrer le véritable caractère. Qu'il s'agisse de l'Italie, de la Pologne ou des Balkans, le fascisme est partout une réaction significative de la bourgeoisie contre les tentatives d'affranchissement prolétarien. Il est même, peut-on dire, la ploutocratie armée, avec l'appui de toutes les forces de coercition, contre les ouvriers et les paysans. C'est donc l'organisation disciplinée de ces ouvriers et de ces paysans — ce n'est plus la bourgeoisie dressée contre sa propre légalité — qui peut venir à bout de cette forme barbare de gouvernement. En un mot, le congrès de Berlin a attesté que la lutte entre le fascisme et l'antifascisme n'est qu'une péripétie tragique de la lutte des classes.

Paul Louis

La Société des Nations et la question des Minorités

La 54^e session de la S.D.N. s'est déroulée dans une atmosphère plus morne encore que d'habitude, l'opinion internationale ne lui a presque pas montré d'intérêt. Elle n'a pas défrayé la grande presse. Une voile épaisse d'indifférence enveloppa l'événement, si toutefois l'on peut parler d'un événement.

Et cependant, la question qui se posait devant elle était des plus grave. Il s'agissait de la question des minorités nationales, question complexe, question brûlante, qui cache le plus grand danger pour la paix; question aussi qui relevait de la compétence toute particulière de la S.D.N., aux termes mêmes des Traités. La Société des Nations se tira d'affaire en chargeant une Commission de préparer un rapport. Aucune discussion générale pénétrant dans les faits ou dans les principes.

Le grand coup de poing de M. Stresemann, lors du discours de M. Zaleski, s'est terminé par un grand coup d'épée dans l'eau. Dès que les rapports entre l'Allemagne et la Pologne s'adouciront par un accord diplomatique au sujet de l'arrestation de M. Ulitz, président de la *Volkshund*, la question des minorités sera enterrée. Genève considère la question des minorités nationales exclusivement du point de vue des ... majorités, c'est-à-dire, en fonction des rapports des grands Etats. Nous ne sommes pas ici pour nier que ce point de vue n'est pas à négliger. Mais ce n'est pas le seul, ni le plus important.

Il existe un point de vue qui considère la question des minorités en soi-même. C'est le point de vue de l'humanité, du droit sacré de la personne humaine de vivre sa propre vie, de parler sa langue maternelle, de n'être pas torturée tous les jours dans le développement de sa culture, de son activité économique ou professionnelle. Toute question de nationalité ne comporte pas nécessairement une question de séparatisme, d'annexion ou de désannexion territoriale se heurtant contre la barrière infranchissable et sacro-sainte des Traités. On peut même affirmer que plus on néglige cet aspect de la question, plus on renforcera les dangereux courants irrédentistes. L'égoïsme des grands Etats est cruel lorsqu'il écarte la question des minorités par indifférence

aux souffrances des millions et des millions d'êtres humains: il est aveugle lorsqu'il ne s'aperçoit pas que par trop de crainte des répercussions politiques il ne fait que le jeu de tous les mouvements tendant au remaniement, par la guerre, de la carte politique, territoriale de l'Europe, soit que ces mouvements soient spontanés, soit, comme c'est le cas le plus souvent, qu'ils soient entretenus et manœuvrés par les gouvernements impérialistes.

Est-ce vraiment possible que M. Briand ait pu dire que le plus mauvais tour à jouer aux minorités serait de publier leurs documents, tant ils sont parfois puérils? Que toutes leurs plaintes se résument en ceci: un père qui demande justice à la Société des Nations parce que son fils a reçu deux «calottes» de son instituteur, ou un particulier qui réclame parce que, ayant demandé un billet de chemin de fer en polonais, l'employé allemand feignit de ne pas comprendre? Il n'y a pas seulement des minorités allemandes à défendre en Pologne ou des minorités polonaises à protéger en Allemagne! De l'Adriatique à la Mer Noire, il existe tout un chœur immense de minorités entremêlées qui crient leur détresse, leur misère. Qu'importe que l'hypocrisie des gouvernements parfois dénonce à grands cris les procédés dont souffrent leurs ressortissants dans l'Etat voisin et qui sont les mêmes qu'ils emploient eux-mêmes de l'autre côté de la frontière contre les ressortissants de l'Etat avoisinant! La Orjuna serbe se dresse farouchement contre le fascisme italien qui dénationalise les Slaves d'Istrie, cependant que la Main Blanche se livre aux mêmes attentats pour dénationaliser les Koutzo-Valaques, les Albanais, les Grecs, les Bulgares en Macédoine. De leur côté, les gouvernements grec, bulgare et roumain font de même à l'égard de leurs minorités; et ainsi de suite...

Aucune probité, aucune loyauté chez les gouvernements. La question des minorités marque la faillite absolue de l'impératif catégorique Kantien. Mussolini professe non seulement l'intangibilité des Traités en ce qui concerne la frontière du Brenner, mais encore il considère comme relevant exclusivement de la politique intérieure de l'Italie la question de l'administration des minorités allemandes en

Haut-Adige. Le même Mussolini, cependant, se pose en grand protecteur de la Hongrie dans ses aspirations révisionnistes et offre ouvertement son concours aux comitadjis de l'ORIM pour leurs sanglants exploits en Yougoslavie. D'ailleurs, toutes les grandes puissances ont leurs minorités à protéger et leurs minorités à brimer ou à laisser brimer, selon les exigences de leurs rivalités d'influence ou d'hégémonie. Aux unes on prodigue des encouragements et même on les approvisionne d'armes et d'argent; aux autres on prêche le devoir de loyauté envers l'Etat auquel elles sont annexées. Cette dernière tendance a été le leitmotiv de la brève session genevoise. Ecoutez le Temps qui en est le plus grave et le plus éloquent des interprètes:

«... En raison de certaines situations particulières, il n'y a pas de question plus délicate à traiter dans un milieu comme celui de Genève que celle de la protection des minorités nationales. Si on a voulu assurer à celles-ci des droits, on a voulu également leur imposer des devoirs envers l'Etat dont elles font régulièrement partie et dont la souveraineté sur l'ensemble du territoire national ne saurait être affectée par la protection des minorités.»

C'est autant avouer que la Société des Nations n'a rien à dire, rien à faire pour la protection des minorités, car on ne peut pas concevoir un droit de protection de la Société des Nations sur les minorités qui n'affecte pas dans une cer-

taine mesure la souveraineté de l'Etat dont ces minorités font «régulièrement» partie. C'est rien de moins qu'un conseil péremptoire d'abdication que le Temps donne à la fois aux minorités, pupilles, et à la Société des Nations, leur tutrice par son propre statut.

Une telle sottise n'est possible que par l'habitude consacrée de considérer la Société des Nations comme un fief de la Grande Compagnie Paris-Londres-Rome et Berlin. Tout ce qui trouble la tranquillité de la Grande Compagnie doit se taire. Que les minorités se taisent donc. La Grande Compagnie les ignore et veut les ignorer.

En vérité, ce n'est pas un service qu'on rend par là à la Société des Nations; ce n'est pas une façon d'en rehausser le prestige, d'en faire un véritable instrument de paix internationale.

Que la question des minorités soit terriblement épineuse et semée d'embuscades, c'est certain. Mais l'ignorer pour l'étouffer, c'est encore pire. Cette quiétude des puissants satisfaits au prix de silence, de capitulations, de dénis de justice peut avoir de brusques réveils.

Toutes les minorités nationales souffrantes font appel à l'Internationale des peuples. Les abandonnés par la Société des Nations abandonneront la Société des Nations. C'est la conséquence à tirer de la politique qui a triomphé à Genève.

Paolo Davila

Le problème des minorités devant la Société des Nations

Comment se présentait devant le Conseil de la Société des Nations le problème des minorités nationales? On se souvient qu'à Lugano, au mois de décembre de l'année dernière, à la suite d'un incident survenu entre le Docteur Stresemann et M. Zaleski à propos des minorités allemandes de Haute-Silésie, le représentant du Reich avait manifesté l'intention de poser à Genève dans toute son ampleur le problème des minorités. La controverse sur ce sujet devait donc constituer le plat de résistance de la 54^{ème} session du Conseil. D'aucuns, cédant à une illusion dont on ne dénoncera jamais assez la nuisance, s'imaginaient volontiers qu'un débat large s'engageant sur ce point, mettant à nu les vices fondamentaux du traité, provoquant peut-être le fonctionnement de l'article 19 du Pacte qui prévoit la révision des Traités devenus caducs, allait dans tous les cas apporter un soulagement sensible à la situation des minorités, donner droit à leurs doléances, améliorer la procédure qui leur est jusqu'ici appliquée. A ceux-là, les résultats de la session genevoise auront causé un réel déboire et une amère désillusion.

Mais il en est d'autres — et nous sommes de ceux-là — chez qui l'initiative genevoise n'a jamais provoqué que méfiance et suspicion. Le Covenant, on l'oublie trop souvent, n'est point un instrument isolé des Traités, une Charte interprétative destinée à en rendre l'application moins douloureuse, plus «humaine». Historiquement et en fait, cette conception est erronée. Le Pacte de la Société des Nations, le Covenant, a été élaboré contemporanément aux Traités de 1919. Les auteurs des Traités sont les auteurs du Pacte. Mieux, le texte même du Pacte est en quelque sorte une création des Traités, et l'un de ses premiers articles assigne comme tâche fondamentale à la S.D.N. le soin de faire appliquer scrupuleusement les Traités. Il serait tout bonnement absurde d'imaginer qu'une organisation fondée avec cet objectif puisse s'aviser quelques années après sa fondation de nier sa raison d'être et de bousculer les instruments diplomatiques qui l'ont fait naître et dont elle a la charge d'assurer la permanence. Pour nous, par conséquent, aucun des incidents de la session du Conseil ne nous a surpris: Tout s'est passé suivant l'ordre des choses impérialistes.

Les bénéficiaires des actes de 1919, la France, ses alliés et ses vassaux affirment souvent, pour justifier leur politique à l'égard des minorités, qu'en vérité le problème minoritaire n'est pas nouveau, qu'il se posait déjà avant guerre et que les minorités slaves, polonaises, tchèques d'alors subissaient sous la domination austro-allemande un régime au moins aussi effroyable que les minorités placées depuis 1919 sous la domination des nouveaux Etats. Mais ce raisonnement est accablant pour ceux qui le produisent. Il atteste que les vainqueurs de la guerre impérialiste ont chassé les bottes des Habsbourg; mais surtout il découvre l'imminence des dangers de guerre. Il n'est pas douteux, en effet, que la politique du gouvernement de Vienne avant 1914, la constitution de la double monarchie, la pratique centraliste qui était en honneur ont été parmi les causes déterminantes de l'explosion de 1914. Et lorsque, pour excuser l'état

des choses d'aujourd'hui on nous convie à le comparer à la situation d'hier, on avoue par là qu'aujourd'hui comme hier la guerre est la seule issue des contradictions du statut européen.

Aussi, bien des observateurs avertis, comme M. Francesco Nitti, ancien président du Conseil italien, dans son livre sur «La Paix», ou M. Delaisi dans son ouvrage sur «Les contradictions du monde moderne» ont signalé le péril redoutable que faisait courir à la paix la constitution de cette mosaïque d'Etats nationaux, de cette balkanisation de l'Europe voulue et imposée par les vainqueurs. Aujourd'hui, Allemands du Tyrol et de Haute-Silésie, Hongrois de Roumanie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, Croates de Yougoslavie, Macédoniens de Serbie, de Grèce, de Bulgarie, Ukrainiens et Blancs-Russiens de Pologne, Allemands de Pène et de Malmédy, Juifs de Pologne et des Etats Baltes, minorités de Flandre et d'Alsace-Lorraine, en tout plus de 20 millions d'hommes trouvent insupportable le joug qui leur a été imposé.

Ces groupements minoritaires ont à diverses reprises sollicité l'intervention de la Ligue, mais ils se sont heurtés chaque fois d'une part à cette procédure déjà analysée par nous (voir «Fédération Balkanique» du 15 janvier) qui confie après de multiples vicissitudes à l'omnipotence d'un Comité de trois membres délibérant dans le secret le soin d'examiner les pétitions minoritaires; ils se sont heurtés d'autre part à cette doctrine exposée par M. Mello Franco et approuvée par le Conseil d'après laquelle la protection des minorités n'est qu'un état transitoire destiné à préparer l'assimilation. Ces circonstances ont fait naître dans bien des cas chez les minorités ethniques une compréhension plus claire des choses et éveillé chez elles une méfiance salutaire à l'égard de la S. D. N. Ces minorités, quelquefois, en sont venues à penser qu'elles n'avaient rien à attendre de l'établissement de Genève, qu'il leur fallait recourir à des méthodes de luttes plus radicales et prendre pour modèle le fédéralisme soviétique. On peut donc définir ainsi les préoccupations dominantes qui inspirèrent les délibérations du dernier Conseil: Il s'agissait pour les vainqueurs d'étouffer pour longtemps les récriminations des «défenseurs» des minorités, de mettre en bière les projets susceptibles de modifier la procédure — éteindre en usage dans les questions minoritaires — d'interdire le fonctionnement de l'illusoire article 19, bref de renforcer à la faveur du débat sur les minorités les prérogatives qu'ils tiennent des Traités.

Pour les vaincus, pour le néo-impérialisme allemand en particulier, il s'agissait de démontrer l'ampleur d'un problème dont ils prétendent se servir comme d'un instrument de marchandage pour la réalisation de leurs ambitions politiques. La légende de M. Stresemann écoutant partout si des minorités orient au secours, tel le chevalier du Moyen-Age, est purement grotesque. Le représentant de l'industrie lourde d'Allemagne ne se soucie que bien peu du sort des minorités. Mais il sait que dans la mesure où le débat restera ouvert,

il favorisera l'agitation pour la révision des Traités et facilitera l'obtention par l'Allemagne de compensations avantageuses. Enfin, pour les uns et les autres, il s'agissait à Genève d'enrayer le mouvement de radicalisation des masses minoritaires et de désaffection à l'endroit de la S. D. N.

C'est précisément à cet objectif que répondait le rapport de M. Dandurand, représentant du Canada. Celui-ci contient une critique extrêmement instructive de la procédure en honneur et il conclut par les propositions suivantes: le Comité des Trois devait être élargi et constituer en quelque sorte un rouage permanent. M. Dandurand estime que toute plainte émanant d'une minorité doit être communiquée à l'Etat dont cette minorité est sujette. Si le différend n'était pas réglé en 30 jours, l'affaire se présenterait de droit à la S. D. N. Au surplus, le délégué canadien voudrait que fut établie d'une façon précise la règle d'irrecevabilité. Il serait entendu, notamment, que toute plainte poursuivant un but fédératif ou autonomiste serait déclarée irrecevable. Tel quel, le projet genevois est absolument inoffensif. Il ne gêne aucun des abus qui proviennent des Traités, il n'entrave en aucune manière l'oppression des nationalités. Sa dernière clause sur l'irrecevabilité permet en tout état de cause de mettre sous le boisseau les requêtes qui pourraient incommoder les vainqueurs.

L'attitude observée par les puissances au cours du débat a très fidèlement reflété les préoccupations que nous avons mentionnées plus haut. Tout le discours du Dr. Stresemann s'est inspiré de ce besoin de valoriser l'instrument de manoeuvre diplomatique que le problème minoritaire met entre les mains de l'impérialisme allemand. Sa déclaration pouvait se résumer ainsi: «Prenez garde, nous veillons aux minorités nationales. Nous sommes tout-à-fait capables, en exhumant les archives de la Société, de vous démontrer que vous violez dans la pratique les plus sacrées de vos promesses. Gardez-vous, par conséquent, de nous laisser tirer la langue trop longtemps et de ne point écouter nos aspirations, sans quoi grâce aux minorités et aussi grâce à l'article 19 du Covenant nous pourrions vous causer pas mal d'ennuis.»

De fait, la longue harangue du chef de la Wilhelmstrasse s'est terminée non point sur l'énoncé de revendications concrètes, mais sur la suggestion de propositions académiques: Plus de publicité aux travaux du Comité des Trois, célébération de la procédure, etc.

Bien entendu, avant qu'on ne s'engage la controverse, la France et ses Alliés avaient préparé leur riposte. On peut assez facilement exposer ainsi la plate-forme des vainqueurs bien qu'elle n'ait été que partiellement développée par M. M. Zaleski, Titulesco et Briand au cours de cette session: «La procédure du Comité des Trois ne fonctionne que par pure tolérance. Il est contraire à l'esprit des Traités que la S. D. N. considère comme recevable les pétitions émanant du gouvernement du pays auquel la minorité intéressée prétend se rattacher. La modification d'un Traité de minorités ne dépend ni du Conseil, ni de l'Assemblée, mais de l'Etat signataire. Les Etats signataires n'acceptent aucune augmentation de leurs obligations.» Ce sont là les principes sur lesquels, dans des conversations diplomatiques particulières sous la présidence du représentant de la France, sont tombés d'accord les délégués roumain et polonais, auxquels s'étaient joints un représentant de la Tchécoslovaquie et M. Koumanoudi, délégué des Karaguéorguévitch. Aussi, les conjurés n'ont-ils pas eu à ex-

poser ce programme d'ensemble. En leur nom, M. Zaleski s'est borné à proposer la nomination d'une commission chargée d'étudier la question de savoir si le projet Dandurand était compatible avec la lettre et l'esprit des Traités, et M. Briand, après avoir ironisé sur l'évocation de l'article 19 et réaffirmé la doctrine française sur l'intangibilité des Traités, a défini ainsi la tâche du Conseil à l'égard des minorités: «Il faut que nous donnions l'impression de faire notre devoir à l'égard des minorités.»

Le représentant de l'impérialisme britannique n'a pas manqué d'intervenir dans le débat. Deux soucis inspirèrent sa harangue: D'une part la volonté de rester fidèle à la politique de l'alliance anglo-française et de ménager par conséquent la Pologne et la Roumanie, bastions avancés dans la lutte anti-soviétique, d'autre part le désir de fortifier la position des conservateurs à la veille des élections anglaises en prenant figure de médiateur. C'est ainsi que Sir Austen Chamberlain, intransigeant sur le fond et en faisant sienne pratiquement la position de Zaleski-Titulesco, fit semblant de promettre pour l'avenir une amélioration de la procédure en vigueur et s'attira des remerciements du Dr. Stresemann. Signalons encore l'attitude de M. Scialoja, président du Conseil. L'Italie, dont la domination particulièrement scandaleuse dans le Haute-Adige faillit provoquer l'an dernier un grave conflit, est au premier chef intéressé au problème minoritaire. Il n'est pas douteux que M. Scialoja ait grandement contribué à étouffer la controverse. Apparemment du moins, soucieux de ne point mécontenter les Alliés de Budapest, le représentant de l'Italie n'est point intervenu dans la discussion: «Nous assistons à ce débat en spectateurs impartiaux» écrivait le jour de l'ouverture du Conseil l'envoyé spécial du «Popolo d'Italia» à Genève.

A l'issue des délibérations genevoises, un Comité de trois membres a été constitué, chargé d'étudier sous ses aspects le problème des minorités et de rapporter avant la prochaine session du Conseil. Des trois membres du Comité, l'un, M. Adatei, représente le gouvernement japonais qui terrorise la Corée, l'autre est le délégué de la dictature militaire de Primo de Rivera qui réprima sauvagement le mouvement catalan, le troisième, Sir Austen Chamberlain, est le représentant de l'impérialisme le plus agressif que soit au monde. D'ailleurs, dans sa séance privée, le Conseil a décidé qu'aucune modification à la procédure présente ne serait proposée sans l'assentiment des puissances intéressées.

Pour achever de donner sa pleine signification à la décision sur les minorités, le Conseil a clos sa session en sanctionnant le coup de force récemment accompli en Haute-Silésie par les autorités polonaises lors de l'arrestation du député Ulitz et de la dissolution du Sejm.

Nous n'avons fait que décrire la courbe de la discussion qui s'est engagée à Genève à propos des minorités et que préciser la position des puissances devant ce problème. Mais le sujet est loin d'être épuisé. Les récents événements dont la discussion genevoise n'est qu'un épisode, attestent qu'aujourd'hui le problème minoritaire est l'un des problèmes essentiels de la politique internationale et qu'il n'a trouvé sa solution que dans le pays où l'insurrection prolétarienne a fait triompher le fédéralisme soviétique

Gabriel Péri

La Société des Nations et les minorités nationales

Avant la guerre générale, le nombre des minorités nationales n'était pas restreint. Il y avait des pays tout entiers où ces minorités représentaient la majorité de la population. Après la guerre, la situation se trouva modifiée. Un grand nombre de ces minorités nationales obtint des droits nationaux et culturels. Dans l'ancien empire des Romanoff, après la Révolution Russe victorieuse, toutes les minorités nationales obtinrent leur indépendance nationale et des centaines de peuples opprimés par le tsarisme russe obtinrent leur indépendance nationale complète. Des minorités nationales dans d'autres pays, comme par exemple, dans l'ancienne monarchie austro-hongroise et dans l'empire allemand, obtinrent également leur indépendance nationale. Mais en même temps, des dizaines de nationalités tombaient dans une situation de dépendance. Une partie des peuples nationalement libres jusqu'à la guerre tombèrent sous le joug étranger; une autre partie, opprimée avant la guerre resta dans le même état. Le nombre des minorités nationales rien que dans l'Europe centrale et du sud-est s'élève actuellement à plus de 60. Ces minorités représentent 15% de la population en Europe, et dans quelques pays elles représen-

tent en fait la majorité de la population. Dans l'Europe centrale et du sud-est, il y a des pays où le nombre des minorités nationales est plus élevée que celui de la nationalité dominante; ainsi, en Pologne, les minorités nationales représentent 40% de la population, en Roumanie 35%, en Tchécoslovaquie 60% et en Yougoslavie 60%.

Les militaristes-impérialistes déclaraient pendant la guerre qu'ils avaient entrepris la guerre pour la libération des peuples opprimés et des minorités nationales. Cela n'était dit que pour entraîner ces derniers à leurs côtés. Mais c'est pourquoi, lors de l'élaboration des traités de paix et pour jeter de la poudre aux yeux des masses laborieuses qui étaient tombées dans l'esclavage national, ils furent obligés d'inscrire dans leurs traités des clauses pour la protection des peuples soumis au joug national étranger. Ainsi, dans tous les traités imposés aux vaincus ont été prévues des clauses spéciales pour la protection des minorités nationales, bien que dans les frontières des pays vaincus soient restées bien peu de nationalités étrangères. D'autre part, par des traités spéciaux, la Pologne, la Yougo-

slavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Grèce reconnaissent des droits nationaux et culturels aux nationalités étrangères. Enfin, quelques Etats, comme l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie et l'Albanie, firent des déclarations auprès de la Société des Nations dans le sens qu'ils consentaient à protéger les nationalités étrangères se trouvant chez eux.

Voilà les obligations qui ont été prises pour la protection des minorités nationales.

La Société des Nations, créée par les vainqueurs, avait aussi pour tâche de contrôler l'application stricte et exacte de ces clauses.

Qu'a fait cette Société des Nations?

Les minorités nationales continuèrent à être opprimées. On leur restreignit les droits nationaux et culturels; des peuples tout entiers, tels que le peuple macédonien, les Albanais de Cossovo et d'autres, n'ont pas été reconnus comme des entités nationales à part, pas plus que comme des minorités nationales. Economiquement, on a mis ces minorités dans une situation d'exception; on les a obligées à payer des impôts plusieurs fois plus élevés que ceux payés par la nation dominante; elles ne jouissent pas des droits politiques et civiques; leur situation est insupportable, plus ou moins, selon les régions.

Ces minorités, ou tout au moins une partie d'elles, croyaient que la Société des Nations allaient améliorer leur situation. Elles commencèrent d'adresser des plaintes et des pétitions à cet organisme. On en fit des piles de dossiers. Leur examen fut remis à un Comité spécial composé de trois délégués. Cependant, on ignore ce qui s'est passé dans ce Comité et quelles décisions en sortirent. Elles ne furent pas publiées et les intéressés eux-mêmes n'ont pu savoir quelle suite fut donnée à leurs démarches. Pourtant, la situation des minorités nationales continua d'être insupportable. Bien plus. La situation a empiré. Car si l'opinion publique et les minorités nationales intéressées n'ont rien su sur le travail de ce Comité spécial, les Etats oppresseurs intéressés, étant à même de connaître les démarches faites par leurs sujets auprès de la Société des Nations, ont renforcé la terreur et l'oppression des minorités nationales qui se plaignaient d'eux.

Mais les minorités nationales ne se bornèrent pas à se plaindre auprès de la Société des Nations. Elle firent connaître publiquement la situation dans laquelle elles se trouvaient, en protestant contre les régimes auxquels elles étaient soumises.

La Société des Nations fut obligée de s'occuper publiquement de cette question.

Elle l'a, d'ailleurs, fait à plusieurs reprises. Mais cette question a été soulevée à la Société des Nations d'une façon purement formelle. Tous les délégués qui soulevèrent cette question devant l'Assemblée Générale ou devant le Conseil de la Société des Nations, comme le délégué hollandais Van Blokland, le délégué suisse Motta, n'étudièrent pas le côté essentiel de ce problème, mais se contentèrent de constater que la procédure suivie jusqu'aujourd'hui pour l'examen des pétitions des minorités nationales était incomplète et défectueuse. Ces délégués proposèrent, par exemple, que ces questions fussent examinées par une commission permanente semblable à celle qui existait auprès de cette même Société des Nations pour les mandats coloniaux. Cette proposition, quoique très modeste, ne fut pas acceptée. Les Etats qui détiennent sous leur joug des minorités nationales se comptant par millions, comme par exemple la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, firent opposition à cette proposition et furent soutenus par la France, l'Italie et l'Angleterre. Au Conseil de la Société des Nations, on émit des opinions diamétralement opposées aux clauses relatives à la protection des minorités nationales et prévues dans les traités de paix. Le délégué Franco Mella, par exemple, déclarait en 1925 que le régime instauré à l'égard des minorités nationales avait un caractère transitoire poursuivant le but de l'assimilation des minorités nationales. Cette thèse de l'assimilation des minorités nationales trouva l'approbation des délégués des pays oppresseurs.

La question des minorités nationales fut encore soulevée à la session de décembre du Conseil, à l'occasion de la proposition faite par le délégué canadien Dandurand concernant le changement de la procédure pour l'examen des pétitions des minorités nationales. A cette session, le délégué polonais, M. Zaleski, parlant contre l'organisation allemande »Volksbund« pour la défense des Allemands de la Haute-Silésie, dont les dirigeants avaient été poursuivis, le ministre des Affaires Etrangères allemand, M. Stresemann, frappant du poing sur la table, déclara qu'il poserait cette question pour l'examen à la session suivante.

Ainsi, la question fut mise à l'ordre du jour de la session de mars du Conseil de la Société des Nations. Toute la session du Conseil fut consacrée à cette question. En même temps, toute la presse des Etats oppresseurs mena une campagne violente contre les minorités nationales. La thèse des Etats oppresseurs Pologne et Roumanie, qui étaient repré-

sentées au Conseil, fut assidûment soutenue par l'Angleterre, l'opresseur des Irlandais, des Egyptiens, des Indiens et autres peuples, par le Japon, l'oppresseur des Coréens, par l'Italie, l'oppresseur des Slovènes et des Allemands dans le Tyrol du sud, et spécialement par la France qui est le protecteur principal de ces Etats et en général de la Petite Entente.

Ces thèses consistèrent en ceci: les traités de paix sont irrévocables; les minorités nationales ne sont pas opprimées dans les pays où elles sont encadrées (quel cynisme!). Aucun Etat qui englobe des minorités nationales ne pense à appliquer des mesures d'assimilation forcée. Mais si l'oppression des minorités nationales est un crime, favoriser une politique tendant à dresser les minorités nationales contre l'Etat, à ébranler son unité (ici on fait allusion aux Allemands dans les autres Etats, dont Stresemann est le défenseur), est un crime beaucoup plus grand.

M. Briand, M. Titulesco et M. Zaleski ont pris ouvertement la défense de la politique d'oppression suivie jusqu'aujourd'hui, politique visant l'assimilation et la dénationalisation des minorités nationales.

Chamberlain, vu la situation actuelle intérieure de l'Angleterre, a voulu faire croire qu'il n'était pas adversaire des minorités nationales; il a déclaré qu'il était partisan d'une procédure publique pour l'examen des prétentions des minorités nationales, tout en faisant la réserve que la question ne devait pas être exploitée pour des fins politiques. Il faut, déclara-t-il, que les minorités nationales aient les mains propres lorsqu'elles s'adressent à Genève.

Quelles sont donc les véritables intentions des Etats oppresseurs des minorités nationales et, en général, des dirigeants du Conseil de la Société des Nations, adversaires des peuples opprimés et des minorités nationales?

On s'en rend compte par une phrase prononcée par Briand: »Il faut donner l'impression aux minorités nationales que nous pensons à elles«.

Oui, on doit leur donner l'impression que les oppresseurs et les impérialistes pensent à elles. Cependant, les peuples opprimés et les minorités nationales comprennent bien qu'ils n'ont rien de bon à attendre de cette Société des Nations, qui est l'expression de ces puissances même qui ont consacré cette situation.

Les débats qui ont eu lieu à Genève, et la résolution adoptée — l'examen de la question par un Comité composé des représentants du Japon, de l'Angleterre et de l'Espagne, oppresseur des Catalans, ont désillusionné ceux des peuples opprimés et des minorités nationales qui, jusqu'aujourd'hui, attendaient encore d'eux, l'amélioration de leur sort. Quoique les peuples opprimés balkaniques et les minorités nationales sachent bien qu'ils ne peuvent rien attendre de bon de cette institution, leurs représentants les plus qualifiés, les organisations national-révolutionnaires, ont adressé au Conseil de la S. D. N. une lettre dans laquelle ils protestent et expriment leur indignation contre la situation insupportable dont ces peuples et minorités sont victimes et soulignent la lourde responsabilité que la Société des Nations assume en continuant à soutenir les oppresseurs de ces peuples.

Pour les peuples opprimés balkaniques et les minorités nationales — et cela s'applique aussi à tous les peuples opprimés et minorités nationales — il n'y a qu'une seule voie pour leur libération et leur indépendance nationale; c'est la voie de la lutte révolutionnaire de masse contre leurs oppresseurs.

D. Vlahkoff

Les Organisations national-révolutionnaires des Balkans et la Société des Nations

Nous venons de recevoir une copie, que nous publions ci-dessous, de la lettre adressée par les organisations national-révolutionnaires des Balkans à la Présidence du Conseil de la Société des Nations:

Monsieur le Président du Conseil de la Société des Nations,

A l'occasion de la session actuelle du Conseil de la S. D. N., ayant à l'ordre du jour la question des minorités nationales, nous les soussignés, organisations nationales révolutionnaires balkaniques, avons le devoir de souligner une fois de plus que la situation dans laquelle se trouvent les peuples dont nous représentons les intérêts et les idéals, est bien plus mauvaise qu'avant l'instauration des régimes existant actuellement.

Les Macédoniens, Les Albanais de Cossovo, ceux de la Tchamria, sous la Grèce, les Dobroudjanais et les Thraciens sont exposés à l'extermination. Les autres peuples balkaniques se trouvent dans la même situation.

Journellement, des assassinats politiques et souvent des assassinats en masse sont organisés sur ces peuples. Ils sont privés des droits politiques et civiques, même des droits culturels et nationaux les plus élémentaires, ils sont soumis à un régime d'oppression nationale et de terreur des plus barbares. Nos peuples sont pillés et exploités d'une façon inhumaine. La politique des gouvernements qui les tyrannisent, vise leur dénationalisation complète et leur extermination.

Nous constatons que la cause principale de cette insupportable situation des peuples balkaniques opprimés et des minorités nationales qui représentent la moitié de la population des Balkans, consiste dans l'organisation des statuts mêmes de ces pays — le résultat direct des traités de paix, qui ont dépecé les corps vivants de ces peuples, en privant les uns de leur indépendance, les autres de leur autonomie nationale dont ils jouissaient auparavant.

Nous constatons encore que, malgré maintes démarches des peuples opprimés et des minorités nationales, en Yougoslavie on pratique toujours l'extermination en masse des Macédoniens, des Albanais de Cossovo, des Monténégrins et d'autres peuples; en Grèce, on tue, on pille, on déporte des Macédoniens autochtones, des Albanais de Tchamria; en Bulgarie, on tue, on terrorise en masse des Macédoniens et des Thraciens; en Roumanie, on poursuit d'une façon atroce, on persécute et on tue les Dobroudjanais et autres populations. Au moment où dans les pays balkaniques, on mène une politique de dénationalisation à outrance, les traités existant pour la soi-disant protection des minorités nationales et dont l'application est une des charges les plus essentielles de la Société des Nations, ne sont pas appliqués par cette dernière.

Au contraire, en se taisant, la Société des Nations contribue à la politique de dénationalisation et d'oppression nationale.

Bien que nous sachions que la Société des Nations soit, en fait, l'expression des puissances qui ont élaboré les traités de paix et créé la situation insupportable dont nous parlons plus haut, nous pensons qu'il est de notre devoir — au moment où la question des minorités est à l'ordre du jour de votre session — d'attirer votre attention sur l'oppression nationale et la terreur dont sont victimes les peuples opprimés et les minorités nationales et sur le danger que comporte cette situation pour la paix dans les Balkans, en soulignant la responsabilité que la Société des Nations elle-même assume en continuant de soutenir les oppresseurs de nos peuples.

Nous sommes convaincus que la situation insupportable actuelle des peuples opprimés et des minorités nationales balkaniques cessera d'exister au moment où, dans les Balkans, sera instauré un régime qui permettra à ces peuples de jouir de l'auto-détermination, de disposer de leur propre sort et, étant libres, de se fédérer, en formant ainsi une union fraternelle.

Seul un tel régime dans les Balkans pourra mettre fin à la situation actuelle, qui représente une véritable honte et un opprobre pour l'Humanité et la Civilisation.

Le 5 mars 1929.

Organisation Révolutionnaire Macédonienne Unifiée
(ORIM unifiée)

Comité Albanais de l'Emancipation Nationale
Comité de Cossovo

Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD)
Comité Révolutionnaire de la Thrace Occidentale.

Le Premier Congrès Antifasciste International et les Minorités Nationales

Le Congrès Antifasciste International, qui vient de siéger à Berlin les 9 et 10 mars, doit être considéré comme une étape de la plus haute importance non seulement dans la lutte contre le fascisme international en général, mais aussi plus spécialement dans celle des peuples opprimés pour leur émancipation nationale.

Du reste, les organisations des nationalités opprimées, aussitôt publié l'appel de Barbusse sur la nécessité de la convocation d'un Congrès Mondial contre le fascisme, ont saisi de suite l'importance que ce Congrès aurait pour leur lutte. Aussi a-t-on vu ces organisations prendre une large part aussi bien dans la préparation que dans les travaux mêmes du Congrès.

Les minorités nationales ont envoyé au Congrès 17 délégués, dont 6 représentaient celles des Balkans. Quand on sait quelles difficultés les délégués avaient à surmonter pour arriver à Berlin, on comprend l'importance qu'ils ont attachée à remplir leur mission. Mais ce serait se faire une idée inexacte de la part qu'a eu au Congrès la question des minorités nationales, si l'on n'envisageait que le nombre de leurs délégués.

En effet, ce qui caractérise le Premier Congrès Antifasciste, c'est, entre autre, l'intérêt que toutes les délégations de toutes les organisations politiques, syndicales, paysannes, culturelles, de tous les pays, ont manifesté pour la cause des nationalités opprimées. Il n'y a presque pas eu de débats dans lesquels on ait omis de souligner l'oppression nationale et la lutte menée contre elle.

Mais tout naturellement, ce furent en premier lieu les représentants directs des minorités nationales qui prirent la part la plus active dans les discussions sur la question.

Ainsi, Fan Noli, élu membre de la Présidence du Congrès comme représentant des minorités nationales des Balkans, a prononcé un discours sur l'oppression nationale qui a produit un effet profond, car il a su caractériser d'une façon saisissante le martyre subi par les nationalités balkaniques et la lutte héroïque qu'elles ne cessent de mener contre le joug. De plus, il a dévoilé le rôle joué par l'Angleterre, la France et l'Italie dans le maintien et le renforcement du fascisme dans les Balkans. Il a de même stigmatisé, comme de juste, la Ligue des Nations et opposé à ce rouage de l'impérialisme, comme seule capable de délivrer les peuples opprimés, l'Union des Républiques des paysans et ouvriers, qui est le mot d'ordre des organisations qu'il représentait. Au nom de ces organisations, il a fait appel à tous ceux qui veulent vraiment aider les peuples opprimés, pour que ce mot d'ordre soit réalisé. Ainsi serait écarté aussi le danger de guerre qui menace toute l'Europe.

Fan Noli a, du reste, porté la question aussi devant

le forum du prolétariat berlinois, notamment au meeting imposant organisé à l'occasion du Congrès, le 10 mars.

Les délégations des nationalités opprimées des Balkans ont, d'autre part, pris soin de documenter abondamment les congressistes, en leur faisant remettre, outre les derniers numéros de la Fédération Balkanique, de nombreux exposés et brochures, bourrés de faits et d'analyses serrées sur la question nationale et le fascisme balkanique. («La vraie figure de l'ORIM verkhovistek», «La vérité sur l'ORIM de Protguéroffk», «La situation des peuples opprimés dans les Balkans», «Le fascisme et les luttes pour la libération de la Dobroudja», «La Macédoine-victime de l'impérialisme», etc., etc.).

La question des nationalités opprimées a été amplement explorée aussi par Bitner, député au Sejm polonais, qui a retracé en détail les procès, les attaques à main armée, la suppression des écoles, la politique colonisatrice du fascisme en Pologne contre les populations ukrainiennes et blanc-russiennes occidentales.

Sans citer d'autres interventions sur la question nationale, il importe de souligner que le Congrès a tenu à exprimer toute sa solidarité à l'égard des peuples opprimés et sa ferme volonté d'aider aussi puissamment que possible leur lutte d'émancipation. A cette fin, il ne s'est pas contenté, dans les résolutions sur diverses autres questions, de faire ressortir leur liaison avec celle des nationalités, mais il a condensé aussi, dans une résolution spéciale, la ligne à suivre pour prêter un concours efficace aux organisations qui mènent la lutte nationale. Dans cette résolution, après une analyse des faits, le Congrès constate que les peuples opprimés n'ont rien à attendre de la Société des Nations et déclare que leur libération ne peut être obtenue que par la lutte commune de toutes les classes et nationalités opprimées contre la réaction internationale et le fascisme. Il fait appel, pour ce combat, à tous les travailleurs, paysans, intellectuels, du monde entier, qui, unis dans la lutte, sauront mettre fin à toute oppression contre les classes laborieuses et contre les minorités nationales.

Cette résolution, on le voit, est entièrement pénétrée de l'esprit du front uni, qui caractérise d'ailleurs toute l'oeuvre du Congrès. La décision prise d'ériger un bureau antifasciste international, avec siège à Berlin, s'explique également par le besoin, vivement ressenti par toutes les délégations, de faire coordonner le plus possible l'information, la documentation, l'agitation, la propagande et l'action des classes laborieuses et des peuples opprimés contre le fascisme.

Il serait, cependant, erroné d'interpréter cette décision

comme tendant à faire cesser l'action antifasciste des diverses organisations politiques, nationales, syndicales, paysannes, coopératives, du Secours rouge, du Secours Ouvrier etc. pour s'en remettre à un organisme central. Bien au contraire, ces organisations doivent continuer et encore plus renforcer leur travail antifasciste, actuel dans leurs domaines respectifs. Mais les besoins de la lutte commune contre le fascisme international exigent impérieusement une entre-aide et une coordination plus étroite entre ces diverses organisations afin de rendre la lutte anti-fasciste encore plus efficace.

Le Congrès a aussi adressé à Liapcheff, Jivkoviitch et Vénizélos des dépêches de protestation contre l'oppression

des Macédoniens, etc., et des dépêches de sympathie et de solidarité à différents militants et organisations du mouvement national. (Ces dépêches et les résolutions votées par le Congrès seront publiées dans notre prochain numéro — La Réd.)

Nous avons appelé le Congrès une étape dans la lutte. Il n'est pas, en effet, un simple aboutissant de l'action antifasciste dans le passé. La lutte continue! Aux organisations nationales à profiter des résultats du Congrès pour poursuivre le combat avec encore plus de confiance et de vigueur, jusqu'à son but suprême — la suppression de toute oppression sociale et nationale.

N. Balkansky

Le fascisme dans les Balkans

L'un après l'autre, les pays balkaniques tombent sous la dictature fasciste. Hors la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie, où cette dictature est déjà instaurée sous différentes formes, la Grèce et la Roumanie marchent aussi d'une façon systématique vers l'instauration d'une dictature fasciste.

En dehors des causes générales qui poussent les classes dominantes de tous les pays à abandonner de plus en plus le terrain de la démocratie bourgeoise et à commencer à appliquer le système et les méthodes du fascisme, il existe, dans les Balkans, des causes plus spéciales, historiques, politiques et économiques, qui poussent ces pays dans cette direction.

On sait que dans les pays balkaniques, la révolution bourgeoise-démocratique qui aurait pu lier politiquement et idéologiquement la bourgeoisie aux larges masses populaires, n'a pas pu se faire. Dès le début de son pouvoir, la bourgeoisie de ces pays se lia étroitement au capitalisme international, elle devint son agent et, par conséquent, une classe contre-révolutionnaire. Les paysans, qui représentent la grande majorité des populations balkaniques, n'ont pas reçu de terre par une révolution démocratique sous la direction de la bourgeoisie contre les féodaux, comme cela s'est produit par exemple en France et dans d'autres pays occidentaux. Au contraire, la bourgeoisie ne vit en eux qu'un objet d'exploitation illimitée pour des buts d'accumulation effrénée de capitaux dans les pays balkaniques. Le féodalisme n'a pas encore définitivement disparu, et la grande majorité de la masse paysanne en subit encore aujourd'hui le régime. C'est ce qui creuse un abîme profond entre les classes dirigeantes et les masses paysannes.

Le problème national dans les Balkans n'a pas eu non plus de solution définitive. Des masses se comptant par millions gémissent sous le joug national. La bourgeoisie essaie de surmonter les grandes difficultés qui sont surtout les conséquences de la non-solution de ce problème grâce au système de la colonisation forcée des régions conquises et la dénationalisation à outrance de leurs populations. Ce système complique et aiguise le problème national, et les peuples opprimés sont ainsi poussés vers une lutte irréconciliable contre le pouvoir bourgeois.

Les pays balkaniques, essentiellement agraires, et à industrie très faible, sont dans la situation de semi-colonies du capital international, et leur dépendance vis-à-vis de ce dernier croît tous les jours. Ces pays se livrent entre eux une guerre économique permanente et se trouvent continuellement devant des conflits insolubles, à cause des grandes puissances impérialistes qui poursuivent leurs intérêts par la conquête des Balkans. Par suite de l'appauvrissement des masses, les marchés intérieurs de ces pays sont très faibles et, dans la plupart des cas, les marchés extérieurs leur sont inaccessibles. De plus, leurs possibilités de stabilisation et de rationalisation capitaliste sont très limitées. Les ruines apportées par la grande guerre impérialiste, les réparations et les dettes de guerre qu'ils doivent payer, aiguissent encore davantage la crise économique et financière dans ces pays. Les emprunts à l'étranger auxquels la bourgeoisie a recours et qu'elle considère comme la principale issue de cette situation, accablent d'impôts plus écrasants encore les masses populaires et augmentent leur mécontentement contre la bourgeoisie.

La bourgeoisie des pays balkaniques se heurte à la concurrence des pays occidentaux industriellement très développés et elle se voit obligée de chercher une issue dans une sur-exploitation des masses ouvrières et paysannes. Elle ne peut pas, comme la bourgeoisie des grands pays impérialistes, faire quelques faibles concessions pour attirer à elle une partie des couches travailleuses. La moindre conquête des masses dans le domaine économique n'est obtenue que par une lutte âpre et longue contre elle, ce qui élargit encore l'abîme profond existant entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cela explique dans une certaine mesure l'esprit révolutionnaire des masses

travailleuses et leur volonté résolue de lutte contre la bourgeoisie. C'est ce qui explique également la faiblesse de l'aristocratie ouvrière et de la social-démocratie dans les pays balkaniques à l'encontre des grands pays impérialistes. Enfin, dans les pays balkaniques, qui ont beaucoup de traits communs avec la structure économique de la Russie tsariste, la Révolution victorieuse d'Octobre qui a libéré le prolétariat, les paysans et les peuples opprimés dans le grand empire russe, a exercé une influence très profonde sur les masses laborieuses dans les Balkans. Cette influence s'est développée en profondeur et en largeur durant les onze années d'existence de l'U. R. S. S. par sa lutte résolue contre l'impérialisme et pour la paix internationale.

Voilà pourquoi les bourgeoisies balkaniques ne sont pas à même de maintenir leur pouvoir par les méthodes de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme. L'impérialisme occidental non plus ne peut mettre définitivement la main sur les Balkans par ces méthodes. Elles deviennent d'autant plus incommodes aujourd'hui où il s'agit d'entraîner les Balkans et les peuples balkaniques dans la guerre impérialiste qui se prépare contre les Soviets et contre laquelle se déclarent résolument les masses populaires. Il ne reste donc à la bourgeoisie balkanique et à l'impérialisme international que de recourir aux méthodes et à l'instauration de la dictature fasciste.

Les phénomènes historiques, économiques et politiques des pays balkaniques signalés plus haut, donnent un caractère tout particulier au fascisme. Cette particularité du fascisme balkanique consiste avant tout dans le fait que, contrairement à ce que nous voyons en Italie et en Pologne, ce fascisme ne vient pas d'en bas, par un mouvement de masse pour la prise du pouvoir, mais au contraire d'en haut: par l'appareil d'Etat, soutenu par les forces militaires de la bourgeoisie et unifié sous le commandement du capital financier, ainsi que par toutes les forces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, des grands propriétaires fonciers, des riches paysans, de la couche supérieure de la petite-bourgeoisie, de la bureaucratie — contre le prolétariat, les masses ouvrières et paysannes et contre les nationalités opprimées en lutte pour leur libération.

Une arme tout particulièrement efficace du fascisme balkanique est sans doute celle du nationalisme bourgeois: déchaîner les passions nationalistes et chauvinistes, faire croire au mirage d'une grande Bulgarie, d'une grande Serbie (Yougoslavie), d'une grande Grèce, d'une grande Roumanie. En spéculant sur cette idéologie nationaliste, le fascisme dans les pays balkaniques s'efforce de se lier, quoique faiblement, avec les couches peu conscientes de la petite bourgeoisie, des paysans et du prolétariat afin d'élargir la base sociale de sa dictature et de rendre plus supportable sa politique contre-révolutionnaire bourgeoise (la colonisation et la dénationalisation). Pour la dictature fasciste, le mouvement révolutionnaire des organisations nationales révolutionnaires balkaniques: macédoniennes, dobroudjanaises, albanaises, etc., représente un obstacle très sérieux. C'est pourquoi le fascisme balkanique pratique une politique de terreur inouïe contre ces organisations et exerce la même politique contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Il se sert largement des organisations nationales fascistes pour instaurer et maintenir sa dictature et pour exterminer les forces révolutionnaires du prolétariat, des paysans, et du mouvement national-révolutionnaire. Ses efforts dans ce domaine sont devenus classiques en ce qui concerne l'organisation macédonienne de T. Alexandroff-Protoguéroff et de l'organisation fasciste dobroudjanaise en Bulgarie. C'est dans la même voie que marche la dictature militaire fasciste yougoslave qui emploie comme des instruments les colons serbes et leurs bandes en Macédoine et s'efforce d'en faire autant des mouvements albanais, monténégrin et des autres mouvements national-révolutionnaires.

Par son caractère, le fascisme balkanique est très étroitement lié au pouvoir de la bourgeoisie capitaliste et de l'impérialisme international. Il n'est pas un fait momentané et épisodique. Son anéantissement définitif n'est possible que par la chute de la bourgeoisie même. C'est pourquoi la lutte contre lui sera une lutte âpre, une lutte révolutionnaire. Pas un groupe de la bourgeoisie, des gros propriétaires agraires et des riches paysans n'a intérêt à cette lutte contre le fascisme; au contraire, eux tous sont directement intéressés à l'existence de cette dictature. Ils ont besoin de la dictature fasciste comme d'un rempart contre le mouvement révolutionnaire de libération des masses laborieuses et des nationalités opprimées. Cette lutte est et ne peut être qu'une lutte des masses travailleuses des villes et des campagnes ayant à leur tête la classe la plus élevée, la plus organisée et la plus éduquée dans le sens révolutionnaire, le prolétariat, en alliance avec les masses nationales opprimées. Seul le bloc révolutionnaire des masses populaires des Balkans sera à même de mener la lutte contre le fascisme et sa dictature, jusqu'à la victoire finale.

Les organisations révolutionnaires nationales dans les Balkans, pour qui le fascisme est un adversaire mortel, considèrent, avec raison, la lutte contre le fascisme et la dictature fasciste comme leur propre lutte, comme une partie intégrante de la grande lutte contre l'oppression nationale et pour la libération.

G. Dimitroff

Le fascisme

Cette férocité djinguizienne qui s'évertue à imposer au monde l'ignoble chemise noire, n'est pas un fléau qui s'est abattue sur l'Italie seulement. Le fascisme est un nouvel esprit de destruction barbare et de conquête effrénée en application du système djinguizien, qui, par de l'argent et des sbires militaristes, est employé par les classes capitalistes et bourgeois pour acquérir, au service de leurs intérêts, sous le masque hypocrite du nationalisme, la jeunesse du monde entier. C'est un forfait perpétré après la guerre mondiale par des serviles généraux non suffisamment abreuvés de sang dans l'épouvantable carnage, par des dictateurs «vainqueurs de la guerre» non repus des grasses indemnités de guerre encaissées, par des Mussolini et consorts qui attentent criminellement à la paix et la tranquillité du monde entier.

Après les horreurs de la guerre générale, les adeptes de la paix dans tous les pays se sont efforcés à faire voir à l'humanité les terribles catastrophes, les horribles destructions qui seraient provoquées par une nouvelle guerre, et les éprouvés directs de la guerre, ceux qui ont saigné à blanc, les paysans, les ouvriers, les classes pauvres en général, pour ne pas être encore une fois jetés dans une boucherie ont travaillé à fortifier leurs positions. Et voilà qu'un Mussolini invite les capitalistes et les bourgeois du monde entier à s'unir. Et, partout il est fait litière de tous droits et lois, les assemblées légales, constitutionnelles sont dispersées, les parlements sont fermés, les forces de l'Etat sont remis en les mains de dictateurs tout comme au Moyen-Age. Ces dictateurs qui les capitalistes proclament souverains absolus sont les ennemis les plus farouches de l'humanité. Contre eux, tous les hommes purs, tous ceux qui veulent la paix, toutes les couches révolutionnaires du monde entier doivent s'unir pour une lutte énergique et décisive.

Professeur Kiamil Balla

Fascisme et réaction en Hellade

Si le gouvernement s'aperçoit jamais qu'il ne jouit plus de la confiance du peuple, il se démettra immédiatement du pouvoir.

Vénizélos aux Epirotés, 1929.

Lorsque le «Constantinisme pacifique» fut vaincu et que le Vénizélisme belliqueux s'empara du pouvoir, le sort de notre pays se trouva du coup changé. Un nationalisme militant de caractère tout-à-fait spécial se fit jour: humble et soumis devant les hauts protecteurs qui prodiguaient à la Grèce les promesses les plus énormes, énergique à l'intérieur — moins contre les échos repoussants du passé, les lémures du Constantinisme, mais bien plus contre les menaces grondantes de l'avenir, des bataillons des ouvriers ayant acquis conscience de leur état.

La terreur-panique devant le «grand inconnu», le peuple grec, fit que Vénizélos surgissait toujours au premier plan comme sauveur de la dynastie qu'il méprisait et exérait, et que même il quitta sa patrie, parce que la république se faisait sérieuse. La victoire de l'idée républicaine, conséquence de la piètre défaite dans les plaines de l'Asie-Mineure, à la solde de l'impérialisme grec ne constituait point une victoire du peuple grec.

Le peuple grec s'était bien en 70% prononcé pour la République, mais ce ne fut pas lui qui prit le pouvoir: les facteurs s'en emparèrent en son nom, et des milieux des officiers «républicains» surgit l'aventure bonapartiste, la dictature de Pangalos, «sauveur de la patrie».

Le petit Bonaparte ne constitua point de parti; il plaça l'Etat à son service. L'appareil régulier fut mis à la disposition de la dictature militaire. Les décrets du potentat «illégal» remplacèrent les méthodes parlementaires du Vénizélisme. Les véritables démocrates furent déportés. Il commença une persécution du mouvement ouvrier. Mais on n'avait nullement besoin, à cet effet, d'organes spéciaux extra-légaux.

Le système tout entier se plaçait en dehors des lois civiles. Le coup d'Etat de Condylis abattit bien le régime du Bonapartisme, mais non pas l'idée suprême de sa violence: la domination des facteurs «au nom du peuple», au-dessus du peuple. Les élections apportèrent une désillusion. Le peuple grec se prononça bien pour la République, mais le gouvernement de concentration, le cabinet eucuménique, comprenait aussi des légitimistes du plus pur aloi. Et la réintégration commença.

Des officiers monarchistes, voire même des généraux furent réintégrés, jusqu'à ce qu'enfin le cabinet du «juste milieu», composé de vénizélistes et de métaxistes, se mit à procéder à la stabilisation.

La peur de la gauche caractérisa cette combinaison aussi. Les persécutions des ouvriers, les déportations, les emprisonnements recommencèrent de plus belle tout comme dans les jours les plus sombres du Bonapartisme. La misère financière et une politique extérieure en banqueroute avaient jadis renversé la dynastie, puis le Bonapartisme, et enfin le cabinet eucuménique et du «juste milieu». Père Elephteros, par le coup sans violence, recueillit l'héritage.

Emplie des illusions de la première période vénizéliste de placer le sort de la Grèce en les mains de l'étranger, la politique de briguer les protections et les amours des voisins se réaffirma. La chasse aux emprunts, aux faveurs des magnats de la Bourse, recommença. A la place des anciens idéals helléniques et nationaux vinrent Hambro et Seligmann. Vénizélos retourne à cette politique qui avait fait de lui, jadis, un partisan même de la dynastie abhorrée: la persécution du mouvement ouvrier. Les vieilles lois pour la «Défense de l'Etat» sont exhumées et servies au parlement dans une forme modifiée. Le premier coup fut porté contre le droit de coalition des fonctionnaires d'Etat. Suit une loi anti-communiste: en réalité, une loi anti-coalitionnelle, en vertu de laquelle le syndicat le plus conservatif peut être dissout.

La pratique devance la théorie. Des arrestations des meneurs de grève, des piquets de grève, des déportations, des emprisonnements se suivent sans interruption. La lutte pour la loi «légale» de la journée des 8 heures est traitée presque de haute trahison. Si Albert Thomas, armé à nouveau de la bénédiction de la Société des Nations, vient visiter la Grèce encore une fois, il aura à chercher les pionniers de la journée des 8 heures non pas parmi les signataires de la Convention de Washington, mais parmi les déportés dans les îles.

Est-ce là du fascisme déjà? Est-ce là de la démocratie encore? La dictature parlementaire est précisément un compromis entre les deux. Les idées républicaines sont chez nous permises, impérieusement proclamées, voire même tout-naturelles: mais lorsqu'un légitimiste fait une objection contre Plastiras, le «héros» de la révolution, on tient compte des considérations légitimistes. Le héros doit bien présenter sa candidature pour le Sénat, mais non pas comme candidat officiel vénizéliste. Vis-à-vis du légitimiste, on est «démocrate». Plus encore, on est bienveillant, car on a besoin d'une opposition de droite pour pouvoir frapper contre la gauche avec plus de violence encore. Mais si ce sont des paysans qui font une démonstration contre les impôts élevés, ou des réfugiés qui demandent enfin un foyer! Alors, la cloche sonne autrement. Les mélodieuses cantiques de paix se transforment en de retentissantes trompettes d'assaut, et

le pouvoir de l'Etat se met en branle contre les rebelles si même ces « rebelles » étaient jusque là les meilleurs électeurs vénizélistes. La lutte sans gloire contre des paysans affamés, contre des ouvriers et des employés, l'offensive fiscale contre l'artisanat, la remise des dettes et impôts pour les hauts messieurs de la ploutocratie — c'est là le visage du régime dominant.

Est-ce là du fascisme? C'est encore de la « démocratie » dans les cadres de la dictature des facteurs. Oh! on sait bien sauver les apparences! Le parlementarisme est en vigueur, ce n'est que l'élection proportionnelle qui a été supprimée, ce n'est que la constitution provinciale qui est... à l'étude, et le pouvoir des préfets est aussi autocratique que jamais, en conformité avec la loi non-écrite.

Le Sénat prochain, en tant que deuxième Chambre, approuvera certainement ce que la « Chambre introuvable » du Père Vénizélos a décidé: l'ancrage dans la Constitution des facteurs irresponsables, mais tout-puissants. Où sont les temps où, sous le signe du « sabre politique », on avait besoin d'un spécial « poing macédonien » pour la lutte extra-légale contre les bulgarophones! Aujourd'hui, l'Hellade toute-entière est « macédonisée » et les facteurs responsables n'y sont que les organes exécutifs des facteurs irresponsables. Vénizélos n'avait nullement besoin de fréquenter l'école de Mussolini. Il n'avait point besoin de faire des emprunts à l'idéologie fasciste, du moment qu'il emploie la pratique fasciste sur une base parlementaire. Vénizélos diffère de Mussolini par l'honnête fourberie de la dictature parlementaire que jamais il n'abandonnera de son gré.

Mélingos

En Thrace sous joug grec

Depuis que la Thrace occidentale a été occupée par les troupes grecques et annexée par la Grèce, les Turcs et les Bulgares y sont soumis à des persécutions inouïes de la part des autorités grecques. Toute cette population autochtone est systématiquement pillée, torturée, massacrée par les fonctionnaires et les agents du gouvernement grec. Pour sauver leur vie, les Turcs et les Bulgares de la Thrace occidentale sont obligés de se réfugier en Turquie ou en Bulgarie. Assimilation ou extermination: telle est la politique que les potentats grecs appliquent dans ce malheureux pays avec une férocité raffinée.

Dernièrement, la « Commission Neutre » nommée depuis des années avec pour tâche de s'occuper de la situation des Turcs en Thrace occidentale, s'est enfin décidée à se rendre à Andrinople pour examiner sur les lieux-mêmes les innombrables plaintes adressées à elle par les réfugiés turcs. La Commission se composait de MM. *Honstadt*, président; *Simon*, secrétaire-général; *Djemal Husni*, délégué turc; *Fuad*, conseiller turc; et *Mamopoulos*, délégué grec. L'enquête de la Commission mit au jour des atrocités inouïes perpétrées par les autorités civiles et militaires grecques sur la population turque de la Thrace occidentale. Les Bulgares de ce pays, ainsi que nous le mentionnions plus haut, sont soumis de la part des fonctionnaires et agents du gouvernement grec aux mêmes atrocités, pillages, massacres, que les Turcs. En publiant donc ici quelques unes des cruautés commises à l'égard des Turcs par les fonctionnaires et agents du gouvernement grec, constatées par l'enquête de ladite Commission, nous donnons en fait un tableau aussi de la situation intolérable dans laquelle se débattent les Bulgares de la Thrace occidentale.

Des milliers de réfugiés turcs entourent la bâtisse dans laquelle siègeait la Commission, dont les membres purent ainsi avoir une impression vivante des souffrances endurées par ces malheureux: un jeune homme, auquel on avait coupé le bras droit; un vieillard, auquel on avait crevé les yeux; une mère, dont les enfants avaient été massacrés devant ses propres yeux; etc., etc.

La Commission invita quelques réfugiés pris au hasard à venir faire leurs dépositions. En voici quelques unes:

Une femme nommée Aïché a été abattue à coups de hache dans le village de Yanitché (distr. d'Iskétéché).

Le 7 janvier 1927, huit Turcs du village de Kamerli (distr. d'Iskétéché), dont deux femmes, ont été pillés et assassinés.

Un paysan nommé Mehmed, du village de Dunbeyli (distr. d'Iskétéché), fut tué le 15 mars 1927 à coups de bâton.

Le 25 juillet 1927, un domestique nommé Ramasan, du village de Guenserli, fut tué à coups de bâton par le commandant grec.

Le même jour, le village de Kutchuk Kursilli fut cerné par les Grecs, l'instituteur Ismaïl et le domestique Husni

furent bastonnés, et deux hommes nommés Hassan et Moustafa furent assassinés sous les pires tortures.

Le 18 octobre 1927, un jeune Turc de 26 ans, du village de Mursilli, fut assassiné et son corps jeté dans un puits.

Le 25 décembre 1927, le veilleur de nuit Hussein, d'Iskétéché, fut assassiné.

Le 18 décembre 1927, le paysan Murmin, du village de Guenserli, fut assassiné et entièrement pillé.

Le 1er septembre 1928, une pauvre femme nommée Aïché, du village de Sulebouk, et son enfant, furent tués sous les souffrances les plus atroces.

En 1927, le paysan Mehmed, du village de Tcheurek-Keuy, ainsi que son fils Ahmed âgé de 12 ans, furent cruellement assassinés.

Le 20 septembre 1928, le paysan Mehmed, du village d'Emirguianbar, a été assassiné de la façon la plus barbare.

En octobre 1928, le nommé Mehmed, petit-fils d'Ali, propriétaire d'une tuilerie, du village de Sadirli, fut pillé et assassiné après qu'on lui eût crevé les yeux.

Le 15 octobre 1928, le paysan Habil, du village de Chahinlar, fut assassiné par le garde-forestier grec, au cours d'une noce.

Un nourrisson fut coupé en pièces au sein même de sa mère, à laquelle on versa de force dans la gorge le sang tout chaud de son enfant. On enchaina les deux fils d'une vieille femme, puis, en leur présence, on la viola, et on coupa à ses deux fils les organes génitaux. Depuis, cette pauvre femme a perdu la raison et erre dans les rues.

Etc., etc.

D'après une première liste munie de nombreuses signatures, présentée à la Commission avec un exposé détaillé, le nombre rien que des familles turques qui se sont enfuies de la Thrace occidentale en Thrace orientale, s'élève à 2382. Dans ce chiffre ne sont pas comprises les familles turques réfugiées en Asie-Mineure, ni les familles bulgares.

Quelques dépositions, prises au hasard, parmi les nombreuses faites à la Commission, montrent comment ces familles ont été obligées à s'enfuir de leurs foyers:

Mustafa, fils d'Ali, du village de Daghandja, fut pillé par des soldats grecs, qui lui enlevèrent ses deux boeufs et son chariot. Lorsqu'il se rendit à la gendarmerie pour protester, il fut si féroceusement battu que du sang jaillit de sa bouche. Alors, il abandonna semences, bétail, champs, maison et meubles et s'enfuit à Andrinople, sans aucune ressource.

Chukri, fils de Mehmed, du village de Sadirli, fut cruellement battu par des soldats grecs. On lui ravit moutons, champs, maison, meubles, argent que l'on répartit aux Grecs. Alors, il prit la fuite.

A Suleyman, fils de Hassan, du village de Bel-Begos, on ravit bétail et champs. A son voisin Omer agha et au fils de ce dernier, on trancha la gorge parce qu'ils ne voulaient pas se dessaisir de leur argent. Sous l'impression de cette horrible scène, Suleyman abandonna maison et champs et s'enfuit du village. Il se tint caché pendant 24 heures dans un cimetière, puis il s'enfuit à Andrinople.

Mustafa, fils de Rifat, du village de Hautabli, fut si terriblement battu qu'il cracha du sang. On lui ravit bétail, chariots, champs et une somme de 1200 drachmes. Alors, il s'enfuit à Andrinople.

Hadji Arif, de Semenli, fut terriblement battu. Il s'enfuit en Turquie. Son fils Ahmed fut cruellement bastonné par les gendarmes du village de Dandjai-Aris sous l'accusation d'avoir aidé son père à s'enfuir. On lui prit bétail, blé, chariots, maison, champs. Il s'enfuit à Andrinople.

Fatima Ismaïl, d'Achur, raconte que les soldats grecs ont chassé toute sa famille de la maison. Fatima et les siens ont été obligés de loger dans l'étable. Un soir, on vint chercher son mari. On l'obligea à des corvées inhumaines toute la journée du lendemain, puis on le battit si féroceusement que c'est à peine s'il put se traîner jusqu'à l'étable. Son bras était fracturé, il saignait de nombreuses blessures à la tête et sur tout son corps. Il succomba à ses blessures après trois mois de souffrances atroces. Puis, les autorités grecques prirent à Fatima tout ce qu'elle possédait, bétail, meubles, maison, champs, etc., et elle s'enfuit à Andrinople.

Etc., etc.

Après une enquête de dix jours, la Commission se rendit à Gumuldjina (Grèce), pour y faire aussi des investigations. Mais les facteurs responsables et irresponsables grecs lui suscitèrent de telles difficultés qu'elle dut immédiatement rentrer à Constantinople.

L'opinion publique européenne n'entreprendra-t-elle pas enfin une action énergique pour mettre une fin à ces crimes des oppresseurs de la malheureuse population de la Thrace occidentale, pillée, torturée et massacrée?

Ihsani

La stabilisation de la misère, de la pauvreté et de l'exploitation en Roumanie

L'emprunt étranger que le gouvernement roumain négociait depuis plus d'une année, a été enfin conclu. Il n'est pas nécessaire d'en indiquer ici le taux d'intérêt, le cours d'émission, les commissions, etc. Ils sont tels que seul un Etat en faillite pouvait les accepter. Mais nous devons mettre en relief trois aspects, parce qu'ils caractérisent non seulement l'emprunt, mais aussi la situation catastrophale et les perspectives proches de la Roumanie des tchokoïs et banquiers.

D'abord: comme garanties pour cet emprunt de 72 millions de dollars, le gouvernement roumain donne en gage toutes les entreprises de la régie des monopoles de l'Etat. C'est-à-dire, les manufactures de tabac, les salines, etc. Et comme garantie pour l'autre emprunt contracté simultanément chez le trust suédois d'allumettes, de 30 millions de dollars, l'Etat concède à ce trust l'exploitation du monopole des allumettes. Tant les gages pour le premier emprunt que la concession pour le dernier sont d'une durée de trente ans. En plus, les revenus des monopoles qui garantissent le premier emprunt sont retirés du contrôle et de l'administration de l'Etat et remis à une Caisse Autonome dirigée d'après les directives des banquiers étrangers.

Ensuite: les finances de l'Etat passent sous le contrôle des banquiers impérialistes. A la Banque Nationale s'est installé un «conseiller» désigné par le groupe financier impérialiste, en la personne de M. Charles Rist, vice-gouverneur de la Banque de France. La mission de ce «conseiller» est de surveiller la stabilisation et les opérations de la Banque Nationale en général. Le budget de l'Etat, qui a été d'ailleurs établi d'un commun accord avec les banquiers étrangers avant le lancement de l'emprunt, comme une condition préalable, est aussi appliqué sous le contrôle de la finance étrangère et ne peut être dépassé ou modifié qu'avec l'assentiment de celle-ci. Plus encore: pour la période de trente années, jusqu'à l'amortissement de l'emprunt, le parlement a «renoncé» au droit de proposer ou de biffer des chapitres même dans les projets des budgets et a «concedé» ce droit essentiel du parlement au ministère des Finances — qui travaille sous les directives des banquiers étrangers.

Et enfin: toute la législation économique est révisée en conformité avec les demandes et les intérêts du capital étranger, qui est «égalisé» avec le capital indigène sur le terrain de l'exploitation des richesses du pays et du travail des masses populaires de Roumanie. Mais, étant donné que dans des conditions «égales», le capital étranger est incomparablement plus fort que celui du pays, le sens de cette «égalisation» est claire.

En un mot: l'emprunt livre au capital étranger les monopoles de l'Etat, place toute la gestion financière de l'Etat sous le contrôle étranger et, par l'installation sans restrictions du capital impérialiste en Roumanie, transforme celle-ci en une demi-colonie de l'impérialisme d'Occident. La conséquence politique: la Roumanie est devenue dans un degré plus fort encore que jusqu'à présent un vassal militaire de l'impérialisme contre l'Union Soviétique et un gendarme de la réaction européenne. Voilà un des premiers «succès» du «nouveau» régime inauguré par l'avènement du parti national-paysan au gouvernement.

Pour les couches capitalistes, l'emprunt apportera, au moins, pour un certain délai, certains avantages. Les industriels et les gros-commerçants recevront dorénavant des crédits plus facilement et dans des conditions meilleures, les intérêts énormes de jusqu'à présent (atteignant parfois 40 à 50%) vont faire place à des taux d'intérêt plus «raisonnables» (8 à 10%). Le capital étranger, qui guettait depuis longtemps les richesses du pays, mais qui se voyait retenu par le manque de conditions stables d'exploitation et par les restrictions du régime nationaliste-exclusiviste libéral, «inondera» le pays pour en «fructifier» l'économie en association avec les capitalistes indigènes. La grande propriété agraire verra elle aussi s'affaiblir l'état des banques bratianistes qui l'étranglait. Même certaines couches de gros-paysans vont profiter dans une certaine mesure de la stabilisation. Mais les larges masses de la paysannerie et des travailleurs des villes en supporteront toutes les charges, parce que de la plus-value extorquée de leur travail devront être payées les amortissements des emprunts. Le contrat même de la concession du monopole des allumettes spécifie que le prix des allumettes sera augmenté par étapes successives. Par le nouveau budget sont augmentés les impôts directs sur

les salaires et sur les revenus généraux, mais particulièrement les impôts indirects. Dès maintenant, l'économiste Manoilesco prévient l'opinion publique de ne pas tisser de grandes illusions: la première période de la stabilisation (d'au moins une année) sera une période d'avantages pour la production seulement (c'est-à-dire pour les fabricants), et c'est après cela seulement que commenceront à se faire sentir les effets pour les consommateurs aussi. Et au parlement, le ministre du Travail M. Raducanu s'est vu forcé de prendre la «défense» des ouvriers, en montrant, d'après des statistiques autorisées que, alors que l'index des prix est de 57 fois plus élevé que celui de 1916 (il est en réalité de 75 fois plus élevé et manifeste une tendance évidente vers l'en haut), l'index des salaires des ouvriers est seulement de 28. En d'autres mots, le salaire réel de l'ouvrier est, en Roumanie, d'après le ministre du Travail lui-même, seulement la moitié de ce qu'il était avant la guerre — mais d'après les prix du marché, le salaire réel est seulement de 37%. Le chômage, qui devait baisser, d'après des promesses des apologistes de la stabilisation, augmente, et la faim et le froid chassent les chômeurs dans la rue. Le gouvernement y répond par des charges de cavalerie, comme ce fut le cas à Arad.

A la campagne, la situation est catastrophale. En Bessarabie, dans une grande partie de la Moldavie, dans l'Oltenie, dans la Dobroudja sévit la famine avec une violence telle que la Roumanie ne l'avait pas encore vue après la guerre. Des centaines de paysans, des femmes et des enfants, meurent littéralement de faim. Très souvent, les milliers d'affamés assaillent et dévastent les mairies et mettent la main sur les dépôts de céréales qu'ils répartissent entre eux à main armée. Le froid extraordinaire de février est venu aggraver encore cette situation. Dans toutes les localités, les paysans, qui ont vendu leurs derniers effets pour une croûte de pain, abandonnent leurs lopins de terre et s'enfuient dans les villes, assiégeant les bureaux d'émigration ou grossissant l'armée des mendiants. De Transylvanie, région où l'élevage du bétail constitue l'une des bases de l'agriculture, viennent des cris désespérés. Les hommes meurent du manque de pain, le bétail périt du manque de fourrage. Par conséquent, les paysans vendent leur bétail pour un rien. Dans toutes les provinces affamées, les misérables secours en nature (maïs et semences) sont donnés à titre d'emprunt: l'année prochaine, les paysans devront restituer le prix des «secours» présents. Mais puisqu'ils ont vendus ou vendent leurs instruments de travail, le bétail, très souvent leur lopin de terre même, ils ne pourront nullement payer leurs dettes. Plus encore: le gel de février a trouvé en beaucoup d'endroits le champ non couvert de neige, il a ainsi détruit ou gravement compromis la semence. Si nous ajoutons à cela le fait que les secours en nature pour la semence ont été consommés par les paysans comme aliments, nous avons esquissé le tableau de la récolte prochaine. L'année agricole qui vient sera désastreuse.

Mais pour la Roumanie, pays éminemment agricole, la récolte est le facteur qui détermine la conjoncture économique générale. Une récolte mauvaise signifie la crise dans toutes les branches de l'économie nationale. Une récolte mauvaise, après les récoltes mauvaises des années passées et après la stabilisation, signifie une menace pour cette stabilisation même. Des jours noirs attendent les masses populaires travailleuses de Roumanie. Le gouvernement national-tsaraniste est impuissant devant cette grave situation et devant les perspectives plus graves encore. Les masses ont mis leurs espérances en les nationaux-tsaranistes et attendent des faits du gouvernement Maniu. Mais celui-ci, parce qu'il est lui-même un gouvernement capitaliste travesti en costume paysan, n'a pu donner que des impôts nouveaux pour le présent, et des promesses pour l'avenir. La désillusion dans les masses est grande. Qu'est-ce qu'il reste donc à faire au gouvernement, sinon que d'y répondre par le renforcement des poursuites contre les groupes des ouvriers et paysans conscients...

Ce n'est pas là une déduction logique, mais une crue réalité concrète. La Sigourantsa et les conseils de guerre, la police et les tribunaux travaillent avec une fébrilité qui ne le cède en rien à celle du régime libéral. Des perquisitions et des confiscations de journaux ouvriers, des arrestations et des bastonnades, des grèves de faim et des sentences de dizaines d'années de prison, — voilà la chronique quotidienne du «nouveau» régime. La lutte contre

l'exploitation et l'oppression n'a pas disparu de l'ordre du jour par l'avènement des nationaux-tsaranistes au gouvernement. Chaque jour, chaque heure le prouve davantage. La lutte a pris seulement une forme supérieure, plus développée; la forme de la lutte contre la classe dominante

tout-entière, contre les libéraux et contre les nationaux-tsaranistes alliés avec la finance impérialiste. Cette lutte ne pourra cesser qu'avec le renversement du régime d'exploitation économique et d'oppression politique et nationale.

I. Mateescu

Le procès de Al. Dobrogeanu-Gherea c'est le procès des masses ouvrières de la Roumanie

«Nous n'avons aucune raison légale de condamner Gherea. Mais nous l'écraserons. Car autrement, ce seront ses idées qui nous écraseraient».

Les journaux *Cuvântul* et *Curentul*

Ces lignes, publiées par les journaux fascisto-nationaux-tsaranistes *Cuvântul* et *Curentul*, caractérisent parfaitement l'atmosphère dans laquelle s'est déroulé le procès du combattant *Al. Dobrogeanu-Gherea* ainsi que la nouvelle méthode de combat appliquée par la bourgeoisie roumaine contre la classe ouvrière en général et contre les organisations révolutionnaires du prolétariat en particulier.

Tandis que le ministre des Finances Popovici déclarait aux journalistes, à Paris, après la conclusion des négociations de l'emprunt, «qu'en Roumanie règne maintenant la liberté, que le pays entier est consolidé et qu'on n'a rien à craindre pour le développement normal du service de l'emprunt — on voyait se dérouler devant le Conseil de Guerre de Bucarest le procès des masses ouvrières de la Roumanie, représentées par leur leader, le combattant communiste *Al. Dobrogeanu-Gherea*, procès qui s'est terminé pour le moment par la condamnation de ce dernier à 8 années de prison.

Si ce procès n'a pas provoqué suffisamment la protestation de la publicité démocratique et des masses ouvrières de l'Europe, cela est surtout dû à la réclame faite pour le «démocratisme» du gouvernement de M. Maniu, réclame faite par la presse mal informée démocrate et socialdémocrate. Car autrement, on ne saurait expliquer les constatations de certaines organes qui prétendent qu'une véritable ère démocratique ait commencé depuis l'avènement des nationaux-tsaranistes au pouvoir et qui attribuent à un appareil bureaucratique libéral des mesures de terreur plus nombreuses et plus ouvertement pratiquées.

Dès la formation du nouveau cabinet, nous ne nous sommes pas fait d'illusion sur son «démocratisme», et la dernière sentence de la justice militaire n'a que trop justifié notre prédiction.

Le fait que l'amnistie politique, militaire et agraire n'a pas encore été accordée, le rejet du recours en cassation de Boris Stefanoff et Zaharescu, le déclenchement d'une âpre offensive pendant les «élections libres» précisément contre les organisations révolutionnaires du prolétariat, toutes ces violations des lois commises par le gouvernement jusqu'à la signature du contrat de l'emprunt, par ce gouvernement qui prétendait vouloir restaurer la légalité, trouve son couronnement dans le procès *Al. Dobrogeanu-Gherea*. Sa condamnation soulignait la déclaration du Ministre des Finances, en démontrant comment le gouvernement entend assurer le fonctionnement normal du service de l'emprunt.

De quelle façon se déroulait le procès et pourquoi *Al. Dobrogeanu-Gherea* fut-il condamné à 8 années de prison? Comme on le sait, il était arrêté au mois de janvier 1929, peu de temps après son retour de Russie où il s'était réfugié en 1925. Il avait été alors condamné par contumace à dix années de prison au cours du procès intenté au Parti Communiste roumain. Tout comme dans le procès du Parti Communiste en été 1925, la justice militaire n'a pu trouver d'autres délits à la charge du leader communiste *Al. Dobrogeanu-Gherea* que le fait qu'il est membre de ce Parti et qu'il a travaillé dans l'intérêt des masses ouvrières de la Roumanie. Tout comme dans les autres procès intentés aux leaders des organisations révolutionnaires prolétariennes, ce procès n'a été qu'un procès d'idées, mais un procès qui démontre les progrès que fait le fascisme, c'est-à-dire la dictature ouverte du capitalisme roumain contre les masses ouvrières, dictature qui espère assurer par ces moyens l'assainissement des finances, l'amélioration de la crise économique et la préparation secrète de la guerre contre l'Union des Soviets.

Le colonel Botescu Ion, président du Conseil de Guerre, a déclaré ouvertement dès le commencement du procès: «Que le public — cela voulait dire les délégués ouvriers — prenne bien note que je défends toute manifestation, toute

exclamation, tout murmure ou signe que je pourrais considérer comme favorable pour l'accusé ou défavorable pour le Conseil de Guerre ou les autorités supérieures». Il avait également appelé l'attention de la défense à ce qu'il ne permettrait pas que les «gouvernements du pays soient critiqués même d'un seul mot», ce valant aussi pour les autres institutions d'Etat. La défense avait proposé la citation de 62 témoins, dont la justice militaire n'a cité que 8. Les dossiers — il y en avait 18 contenant environ 20.000 pages — n'ont été mis à la disposition de la défense et de l'accusé qu'un jour avant le commencement du procès. En vain la défense avait-elle protesté contre ce procédé honteux en demandant l'ajournement du procès afin de pouvoir en étudier les actes, en vain avait-elle démontré que la justice militaire n'était pas compétente pour juger un procès politique, l'état de siège ayant été supprimée. Elle a démontré, en outre, que la disposition ministérielle d'après laquelle les procès en cours peuvent être jugés par les Conseils de Guerre est inconstitutionnelle, étant basée sur la loi de 1864 — quand les Principautés roumaines étaient encore sous la domination des Turcs, loi qui a été annulée par les Constitutions de 1866 et 1923. Tout ceci fut rejeté par le Conseil de Guerre, qui s'est déclaré compétent. Il va de soi que la hâte de la justice militaire était étroitement liée avec le souci pour la conclusion de l'emprunt.

L'accusé, devant le Conseil de Guerre, épuisé par la grève de la faim et de la soif, n'eut la liberté de dire que ce qui convenait au président. Lorsque l'accusé voulait démontrer que les trahisons présentes des nationaux-tsaranistes ont une origine plus ancienne encore, le président lui dit: «La politique ne nous intéresse pas, nous sommes des militaires. Vous avez toute la liberté de parler, mais comme je vous l'ai dit».

«Sur quoi est-ce que le procureur s'appuie-t-il en requérant ma condamnation? dit *Al. Dobrogeanu-Gherea*. Tout ce qui se trouve de précis dans les dossiers n'est qu'un projet de programme sur la question paysanne. Est-ce que cela constitue un crime? Ou est-ce qu'on peut considérer comme criminel le fait d'avoir organisé des cellules communistes? Quelle est la loi qui défend une telle chose? Je crois que si la justice militaire me condamne, ce que j'attends avec sérénité, elle le fait pour défendre les intérêts de la classe dominante et pour écraser ceux qui luttent pour la classe ouvrière». L'accusé, en répondant aux questions du président, affirme qu'il a été et qu'il ira encore — s'il en aura l'occasion — dans l'Union des Soviets, que le peuple russe n'est pas l'ennemi, mais au contraire l'ami du peuple ouvrier roumain et que, comme membre des Syndicats Unitaires, il a travaillé d'après sa conscience de communiste.

Parmi les témoins cités se trouvaient M. Manoilescu, ancien secrétaire d'Etat sous le gouvernement Averescu, C. Stere, politicien national-tsaraniste, Jean Th. Florescu, ancien ministre libéral, et le médecin de la prison de Jilava.

Le premier témoin avait déclaré qu'afficher un programme politique ne pouvait être considéré comme un délit et que le clandestinisme ne pouvait être puni, mais qu'on devait punir seulement les violations des lois. Dans la question de la Bessarabie, qui constitue un point principal d'accusation, le Parti Communiste luttant pour l'autodétermination des minorités jusqu'à leur séparation de la Roumanie, M. Manoilescu déclara que «la demande d'un plébiscite en Bessarabie est une demande non-patriotique, mais non pas illégale». Le second témoin, M. Stere, s'esquive de donner une réponse précise aux questions posées par la défense, pour ne pas montrer la différence qui existe entre ce que son parti avait demandé lorsqu'il faisait de l'opposition aux libéraux, et ce qu'il pratique étant au pouvoir. Le troisième témoin, M. Jean Th. Florescu, dit qu'à l'étranger il y a aussi des Partis Communistes affiliés à l'Internationale Communiste, mais qu'il ne connaît pas un seul cas qu'un communiste ait été traduit devant la justice, parce que considéré, par cette affiliation même, comme agent du Gouvernement Soviétique. Le médecin de la prison de Jilava reconnaît que les détenus politiques ont été maintenus pendant 40 jours dans des cellules, en plein hiver et pendant le froid le plus terrible.

Nous avons montré en quelques mots les dépositions des témoins pour montrer de combien de cynisme et de démagogie ils sont capables, car tant sous les libéraux que sous les averescans la classe ouvrière de la Roumanie a dû endurer la même terreur cruelle que sous le »légalisme« national-tsaraniste, et les leaders du mouvement révolutionnaire ont souffert et souffrent — dans les caves de la Sigourantsa et dans les cellules des prisons — les maltraitements les plus cruels.

Après 8 jours de débats, le Conseil de Guerre empêcha l'accusé Al. Dobrogeanu-Gherea de répliquer et, entrant dans la chambre des délibérations, le condamna à 8 années de prison pour le fait d'avoir lutté pour la distribution aux paysans pauvres, des grandes propriétés des boyards, pour la paix avec l'Union des Soviets, pour la légalisation du Parti Communiste, de la Jeunesse Communiste et du Secours Rouge, ainsi que pour les droits des minorités à disposer d'eux-mêmes.

Aussitôt après son arrestation, Al. Dobrogeanu-Gherea avait déclaré la grève de la faim et de la soif pour

pouvoir attendre en liberté le jour de son procès et comme protestation contre la hâte et le procédé honteux de la justice militaire qui ne lui a donné aucune possibilité de se défendre. Maintenant, il continue cette grève de la faim et de la soif contre cette sentence barbare. Il se trouve depuis plus d'un mois dans cette grève. Etant tout à fait épuisé, les brutes militaires l'ont transporté de la Jilava à l'hôpital militaire, où il garde de lit, entouré de sentinelles.

Le devoir de la classe ouvrière de l'Europe et de tous les cercles progressistes et démocrates est de soutenir la lutte de la classe ouvrière roumaine pour la libération de Gherea dont la vie est en grand péril, et d'organiser une large campagne pour arracher au gouvernement national-tsaraniste l'amnistie politique, militaire et agraire et libérer et sauver d'une mort certaine les autres martyrs de la classe ouvrière de la Roumanie — Bujor, Stefanoff, Zaharescu ainsi que des centaines d'autres emprisonnés.

N. Amaru

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Gegen die monarchistisch-militärische Diktatur in Jugoslawien

Der folgende Appell wurde vor kurzem in Jugoslawien und den anderen Balkanländern verbreitet. In Anbetracht der Bedeutung desselben, geben wir ihn in Uebersetzung in extenso wieder, um unseren Lesern noch einmal die unerträgliche Lage in Jugoslawien aufzuzeigen und auf die schweren Gefahren, welche daraus entstehen, hinzuweisen.

**An die geknechteten Völker Jugoslawiens!
An die Völker des Balkans!**

Die zehnjährige Herrschaft des großserbischen Regimes in Jugoslawien schloß mit der Errichtung der absolutistischen Regierung des Königs Alexander und der militärischen Diktatur. Die letzten Reste der Verfassung und des Parlamentarismus wurden unter die Fußstapfen des Königs und der Offiziersclique »Weiße Hand« geworfen.

Die Vidovdan-Verfassung, die alle Nationen der herrschenden serbischen Nation unterwarf, die den ganzen Staatsapparat in die Hände großserbischer Kreise, mit der Monarchie und Offiziersclique an der Spitze, übergab, die das großserbische Regime verewigen und der Stützpunkt des Imperialismus auf dem Balkan werden sollte — diese Vidovdan-Verfassung hat die erwarteten Resultate nicht gezeitigt.

Das Gesetz zum Schutze des Staates wurde zur Waffe für die blutige Unterdrückung aller Versuche, einen Kampf für die nationalen Rechte und Freiheit zu führen, es wurde zur Waffe für die Erstickung der revolutionären Klassenbewegung der Arbeiter. Mit Hilfe dieses Gesetzes und der Militärgewalt, des polizeilichen Apparates und der faschistischen großserbischen Banden unterhielt die Bourgeoisie durch zehn Jahre ein Regime der blutigsten Orgien unter den unterworfenen Nationen, namentlich in Mazedonien, in Kossowo und in Montenegro. In diesen Gebieten fielen unzählige Opfer, zu Zehntausenden erschlug man Menschen, vom Greis bis zum Kind in der Wiege. Unzählige Dörfer fielen dem Brand und der Zerstörung anheim, verwüstet und zur Emigration gezwungen wurden ganze Gebiete — um die Mazedonier, Bulgaren, Albaner und Montenegriner zu serbisieren und sie in das Joch der großserbischen Politik zu spannen. Die Nationalrevolutionäre wurden außerhalb des Gesetzes gestellt und ohne Gericht, wie wilde Tiere, erschlagen. Alle nationalen Merkmale: Sprache, Name, Traditionen und die grundsätzlichen Menschenrechte wurden vernichtet. Und trotz alledem vermochte das Regime weder das Nationalbewußtsein zu ersticken, noch den revolutionären Kampf für die nationale Unabhängigkeit einzustellen, obwohl es diese Gebiete mit zahlreichen Militär- und Gendarmeriegarnisonen besetzt hatte.

Die nationalen Minderheiten der Deutschen, Ungarn und Rumänen, die den überwiegenden Teil der Bevölkerung der Vojvodina bilden, wurden aller nationalen Rechte be-

raubt, ihre Schulen und Kultureinrichtungen geschlossen; aus allen öffentlichen Diensten wurden sie entlassen, der Gebrauch ihrer Sprache in den staatlichen Behörden und autonomen Körperschaften verboten. Aber die Erfolge des Regimes gingen nicht weiter als bis zur Korruption der Chiefs und deren Ausnutzung zur jeweiligen Bildung der Parlamentsmehrheit. Die Massen konnte das Regime für sich nicht gewinnen und auch ihre nationalen Forderungen nicht ersticken.

Anfangen vom Betrug und der Korruption der Führer, bis zu den brutalsten Gewaltmaßnahmen gegen die Massen, unternahm das Regime alles, um die größte und bestorganisierteste Bewegung zu brechen: die nationale Bewegung der kroatischen Bauernmassen. Doch diese kroatische Bewegung konnte nicht unterdrückt werden. Durch den Druck, den die Massen auf ihre Führer ausübten, vernichteten sie alle Kombinationen des Regimes mit den Führern, die das kroatische Volk zum nationalen und ökonomischen Ruin zu führen drohten. Mit dem Anwachsen der ökonomischen Krise im Staate erstärkte die kroatische Bewegung und gewann für sich die unterdrückten und ausgeraubten Massen aller »Pretschani«-Gebiete, einschließlich der Pretschani-Serben. Der kroatischen und Pretschani-Bauernschaft wurde es immer klarer, daß die nationale Unterdrückung eine immer größere ökonomische Ausbeutung bedeutet. Ihr Kampf nahm deshalb eine derartige Entschlossenheit an, daß die Ermordung der kroatischen Führer im Parlamente und das Blutvergießen in den Zagreber Straßen die Reihen der kroatischen Bauernmassen nur noch fester zusammenschloß und den Staat vor die Frage seines Bestehens stellte.

Die Wirtschafts- und Finanzpolitik der großserbischen Regierung stürzte die breiten Massen der unterdrückten Nationen in Elend und Ruin. Die Steuern in den unterdrückten Ländern waren um ein Mehrfaches höher als in den anderen. Der Staatskredit wurde nicht gewährt und jede Unterstützung für ihre wirtschaftliche und kulturelle Entwicklung verweigert. Die Agrarpolitik des Regimes stellte ein Bündnis mit den Feudalherren und Großgrundbesitzern gegen das Bauerntum aller Nationen dar. Sie ließ dem Bauerntum der nichtserbischen Länder keinen Anteil an der Agrarreform zu. Der größte Teil des Großgrundbesitzes in der Vojvodina, der unter die Agrarreform fiel, wurde der Kolonisation übergeben, während die bodenständigen Deutschen, Ungarn und Rumänen, die seit Jahrhunderten diesen Boden bearbeiteten, nach wie vor ohne Land und Brot blieben. Der Feudalbesitz in Mazedonien und Kossowo wurde zum Großteil in den Händen der früheren Agas und Bays gelassen, die sich rasch als Serben deklarierten und Regierungsanhänger wurden, oder an neue serbische Spahis übergeben; der restliche Teil wurde zur Kolonisation und Serbisierung von Mazedonien und Kossowo bestimmt.

Als Hauptziel der gesamten Wirtschafts-, Finanz- und Agrarpolitik galt das Bestreben, die »Patrioten« und die Reichen der herrschenden serbischen Nation zu stärken, indem man ihrer rücksichtslosen Ausbeutung die Massen aller unterdrückten Völker, alle Staatskassen und alle Nationalgüter auslieferte. Als sich die Quellen der nichtserbischen Nationen für diese räuberische Politik als ungenügend erwiesen, kamen auch die armen Massen der »herrschenden« serbischen Nation daran. Somit griff die Not der Massen auch auf die serbischen Länder über und heute ist sie gleich groß in den serbischen wie in den nichtserbischen Ländern. Die ungeheuren Ausgaben für das Heer, die Polizei und Bürokratie, dazu die Agrarkrisen besiegelten das Elend der Bauern und der armen Massen, versetzten sie in die Unmöglichkeit die Staatslasten weiter zu tragen und stellten so das Regime vor den finanziellen Krach. Als Rettung vor diesem Krach blieb dem Regime ein einziger Ausweg: die Anleihe bei den imperialistischen Großmächten. Das Resultat der zehnjährigen großserbischen Politik der Vidovdan-Verfassung, der Politik des Zentralismus und der Nationalitätenknechtung, des ökonomischen Raubes an allen Nationen, zeitigte den allseitigen Bankrott der zentralistischen Staatspolitik. Die national unterdrückten kroatischen und Pretschani-Massen, unter der Führung der bäuerlich-demokratischen Koalition, stellten die Frage des Bestehens des zentralistischen Staates auf die Tagesordnung und die verzweifelten und durch enorme Steuer- und Wucherschulden zugrunde gerichteten Bauernmassen der serbischen Gebiete erhoben sich im ganzen Lande zum Schutze ihres Lebens und zur Aufhebung der Steuerlasten und Wucherschulden.

Die jugoslawische Staatskrise stellte nicht nur das Bestehen des eigenen Staates in Frage, sondern auch die erfolgreiche Politik der englischen und französischen Imperialisten, die den jugoslawischen Staat zu dem Zweck schufen, daß sie ihn als Basis für ihre Politik auf dem Balkan und im Osten ausnützen könnten. Ein von internationalen Problemen durchwühltes, durch ökonomische Krisen erschüttertes Jugoslawien würde den Machthabern Englands und Frankreichs nicht die erhoffte militärische Hilfe bieten im künftigen imperialistischen Krieg, den der englisch-französische Pakt in naher Zukunft gegen Sowjet-Rußland, die türkische Republik und Amerika vorbereitet. Aus diesen Gründen nahmen die englisch-französischen Imperialisten aktiven Anteil an der Lösung der Staatskrise in Jugoslawien. Auf Anraten warfen die großserbischen Hegemonisten ihre lügnerische parlamentarische Maske weg und übergaben die Macht in die Hände der monarchistisch-militaristischen Clique, damit diese die nationale Bewegung erdrosselt und die unzufriedenen, verhungerten Massen zum Gehorsam, zur Zahlung der Steuern und Ausführung der Befehle der westeuropäischen Imperialisten zwingt. Der westeuropäische Imperialismus unternahm also die aktive Offensive auf dem Balkan.

Die Vertreter aller großserbischen Parteien gewährten volle Unterstützung dieser imperialistischen Offensive auf dem Balkan, da sie in der königlich-militaristischen Diktatur den einzigen Schutz ihrer hegemonistischen Politik in Jugoslawien erblickten. Alle diese »bewährten« alten Parlamentarier stellten sich als Minister und höhere Beamte in den Dienst der Diktatur.

Alle reichen Bankiers und Großgrundbesitzer anderer Nationen, alle reaktionären Elemente stellten ihre Hilfe der Diktaturregierung zur Verfügung, von der sie die Sicherung ihrer Interessen auf Kosten der breiten Volksmassen erhofften. Die Zusammensetzung der Regierung enthüllt das wahre Gesicht der Diktatur: die Vereinigung der großserbischen Hegemonisten mit mächtigen Reichen, Großgrundbesitzern, Bankiers anderer Nationen, die keinen Augenblick zögerten, ihre wahren Ziele und Absichten zu enthüllen.

Die Diktatur hat ihre Absichten in der nationalen Frage in der königlichen Proklamation kundgegeben: sie negierte das Bestehen irgendwelcher Nationen und nationaler Fragen, sie drohte mit roher militärischer Gewalt, alle nationalen Fragen von der Tagesordnung zu entfernen und alle Mittel gegen jeden anzuwenden, der sich getrauen sollte, die heutige staatliche und nationale Einheit in Zweifel zu setzen. Die veröffentlichten Grundlinien des Programms der Diktaturregierung unterstreichen noch schärfer die Absicht der Diktatur, einen noch festeren zentralistischen Staat wie bisher zu schaffen, die Nationalgefühle und Merkmale zu vernichten und einen »einheitlichen jugoslawischen Geist« zu schaffen, d. h. einen großserbischen Geist.

Nun begann die Diktatur rücksichtslos alles aus dem Wege zu räumen, was die Verwirklichung ihres staatlichen und nationalen Programms verhindern könnte. Im Handumdrehen wurden die Verfassung, das Parlament, alle nationa-

len und politischen Parteien abgeschafft, die Wahlgesetze abgesetzt, alle Selbstverwaltung und die Unabhängigkeit der Richter erdrosselt, ein blinder Gehorsam des Beamtentums dem Regime gegenüber angeordnet, das Pressegesetz verschärft, die Zensur eingeführt, jede Kritik an der Tätigkeit des Regimes verboten. Als Grundgesetz wurde das Gesetz zum Schutze der Ordnung im Staate verkündet, welches hauptsächlich gegen die unterdrückten Völker gerichtet ist. Ein spezielles Staatsgericht wurde gebildet, welches zum Tode oder 20 Jahre Zuchthaus jene aburteilt, die irgendwie einer Propaganda und Aktion für die Erlangung nationaler Rechte und Freiheit oder gar nur für die Aenderung des heutigen Systems beschuldigt werden.

Das Diktatur-Regime stellte in den Gebieten der unterdrückten Völker den gesamten militärischen und polizeilichen Apparat und die großserbischen faschistischen Organisationen in Tätigkeit. Der erste Schlag jedoch traf die revolutionären Arbeitergewerkschaften, löste sie auf und warf Tausende von Arbeitern ins Gefängnis.

Die nationale Unterdrückungspolitik wurde durch die Entnationalisierungspolitik der Diktatur in großem Maßstabe in Mazedonien und Kosovo vervollständigt, wo der ganze unter die Agrarreform fallende Boden von 300.000 ha der Kolonisierung und Serbisierung übergeben wird. Die Regierung gibt bekannt, daß sie bald den letzten Schritt der Entnationalisierung aller nationalen Gebiete unternehmen wird u. zw. durch die Teilung des Staates in vierzehn administrative Gebiete. Alle nationalen Einheiten werden auf diese Weise entzweit und dadurch auch die letzten Reste der nationalen und historischen Grenzen verwischt.

Das wirtschaftliche Programm der Diktatur sichert dem Kapital unbegrenzten Schutz, zum Nachteil der breiten werktätigen Massen, übergibt Staatsunternehmungen in die Hände von Privatkapitalisten, schafft die Arbeiterschutzgesetze ab, hebt die Bodenreform auf und liefert den Boden den Großgrundbesitzern aus. Und vor allem bietet es dem fremden Kapital die weitesten Privilegien.

Aber die wichtigste aktuelle Frage, die das Regime beunruhigt, und von der dessen Bestehen abhängt, ist die Frage der ausländischen Anleihe. Deshalb arbeitet das Regime fieberhaft in Paris und London, um diese Anleihe um jeden Preis zustandezubringen. Es ist schon bekannt, daß die heutige Regierung bereit ist, den Franzosen und Engländern derartige Konzessionen einzuräumen, welche die Völker Jugoslawiens in volle Sklaverei versetzen werden.

Die Belgrader Diktatur bedroht jedoch die Freiheit und Existenz aller Balkanvölker. Die jugoslawische Diktatur nährt alle diktatorischen Regime in den Balkanstaaten und ihre Tendenz der Errichtung einer großserbischen Hegemonie auf dem Balkan, schafft daselbst eine ständige Kriegsgefahr. Sie droht den Balkan in ein neues Leichenfeld zu verwandeln durch einen Krieg gegen die Sowjet-Union und die türkische Republik, der im Interesse der großen imperialistischen Mächte geführt werden wird.

In einem solch bedeutsamen historischen Moment sehen wir alle jene Parteien, die keinen direkten Anteil an der Regierung haben, einschließlich der sozialistischen Partei, in der Lage völliger Desorientierung und Passivität, durch welche sie faktisch die Diktatur unterstützen.

Während die Führer der großserbischen Regierungsparteien sich offen als Anhänger der Diktatur erklärten, wollten die serbischen, sogenannten oppositionellen Parteien und Gruppen, diese gepriesenen Vertreter der breiten armen Schichten des serbischen Volkes, inwieweit sie sich nicht offen für die Diktatur erklärten, den Kampf gegen die Diktatur nicht aufnehmen.

Die Führer der nationalen Minderheiten, der Deutschen, Ungarn und Rumänen, inwieweit sie nicht volle Treue der Diktatur schwuren, entsagten gleichfalls, irgend eine Aktion zur Verteidigung der Interessen ihrer Volksgenossen zu unternehmen. Die Führer der stärksten nationalen Bewegung, der kroatischen Bauernpartei, ließen die kroatischen Massen in Ungewißheit, verwirrten sie durch ihre passive Haltung, ihr Abwarten, und wurden dadurch Mithelfer bei der Lösung der Staatskrise von Seiten des Königs und der Militärelite. Eine solche Haltung zeigten die Führer der kroatischen Bewegung gerade in jenem Momente, als die bäuerliche Nationalbewegung das gesamte kroatische Volk umfaßt hatte, auf der Höhe ihrer Macht stand und eine ungebrochene Energie in der Abwehr der blutigen Terrormethoden der Belgrader Machthaber bewies. Statt die geschlossenen Massen des kroatischen Volkes zum Kampf anzuführen und im kühnen Schwung den Säbel der Diktatur zu brechen, verharren die Führer in Passivität und gaben Erklärungen zu Gunsten der Diktatur ab, welche nur Verwirrung unter die kroatischen Massen brachten.

Hinter den Führern der kroatischen Bewegung folgten die Führer der montenegrinischen föderalistischen Partei, die als Führer der traditionellen Kämpfer für die nationale Freiheit gelten wollen. Die Hälfte der Führer der Pretschani-Serben, der Verbündeten des kroatischen Volkes, traten offen oder heimlich in den Dienst des Diktaturregimes; ihr Chef Pribičević hüllte sich in Grabesstille ein. Der einzige offene Protest gegen die Diktatur kam von seiten der revolutionären Arbeiterschaft, der kommunistischen Partei und unserer national-revolutionären Organisationen. Aber die Erbitterung und stillen Proteste der nationalen unterdrückten Massen werden für die Entwicklung zukünftiger Kämpfe gegen die Diktatur von höchster Bedeutung werden.

Im Namen der national-revolutionären Organisationen der geknechteten Völker des Balkans erheben wir laut die Stimme des Protestes gegen die Diktatur des Königs Alexander und der militaristischen Clique, der Henker der Balkanvölker und Diener der westeuropäischen Imperialisten. Wir rufen in erster Stelle alle Völker Jugoslawiens auf, mit der Passivität zu brechen, wir rufen sie zum revolutionären Kampf gegen die Diktatur auf, den sie aufnehmen mögen, auch gegen den Willen jener Führer, die den nationalen Kampf verraten wollen. Wir rufen alle Völker des Balkans auf, eine einheitliche Balkanfront gegen die Balkantyrannen zu bilden.

Wir zeigen den geknechteten Völkern Jugoslawiens die verzweifelte Lage der breiten Volksmassen, die mit jedem neuen Tag und durch jede Aktion der Diktaturregierung verschärft wird. Jeder Schritt der Diktaturregierung zum Ziele der Eroberung des Balkans bringt die Völker Jugoslawiens neuen Balkanschlachten näher. Jede neue Milliarde einer Anleihe vergrößert das Elend und die Verzweiflung der Massen, vergrößert ihre sklavische Abhängigkeit von den westeuropäischen imperialistischen Mächten. Das Diktaturregime will und kann auch nicht die nationale und ökonomische Krise in Jugoslawien lösen. Im Gegenteil, es droht, die Völker Jugoslawiens in einen unrettbaren Abgrund zu stürzen. Es entstehen somit für uns die verhängnisvollen Fragen:

Dürfen die Volksmassen ruhig zusehen, wie die Diktatoren das Land zugrunde richten und ein neues Schlachten der Balkanvölker vorbereiten? Dürfen sie es zulassen, daß die Belgrader Diktatoren eine nationale Bewegung nach der anderen, eine revolutionäre Bewegung nach der anderen, im Blute ersticken und nicht mit allen Kräften gegen die Diktatoren sich gemeinsam erheben? Ist es nicht ein Verbrechen,

den Volksmassen Pazifismus zu predigen, angesichts eines bis zu den Zähnen bewaffneten Gegners? Ist es nicht Selbstmord auf das Wunder zu warten, daß der Wolf die Lämmer nicht fräße?

Die Antwort drängt sich von selbst auf. Die Geschichte unserer revolutionären Bewegung in Montenegro, Mazedonien, Kossowo, der nationalen Kämpfe in Kroatien und den übrigen Ländern bewies uns, daß wir nur deshalb geschlagen wurden, weil wir unsere Kräfte nicht in eine Front vereinigt hatten. Das ganze kroatische Volk erhob sich für die nationale Freiheit, aber es wurde immer wieder von der großserbischen Clique geknechtet, weil es nicht die anderen Völker zum gemeinsamen Kampf aufgerufen hatte, sondern nach dem Rate seiner Führer die revolutionären Kampfmethoden verwarf, ohne welche es keinen Sieg und keine nationale Freiheit gibt.

Unser Sieg ist möglich und muß kommen. Wenn sich alle unsere Kräfte in der einheitlichen revolutionären Front vereinigen, werden wir in der Lage sein, die Belgrader Tyrannen zu stürzen.

Darum laßt uns keine Stunde verlieren! Treten wir in den Kampf ein! Lassen wir der Diktatur keinen Atem, um sich organisieren und konsolidieren zu können!

Unterdrückte Völker Jugoslawiens! Völker des Balkans! Sozialunterdrückte Massen der Werktätigen! Vorwärts zum Freiheitskampf gegen den Absolutismus und die Militärdiktatur! Gegen die Monarchie, die Trägerin der großserbischen Hegemonie und nationaler Bedrückung! Gegen die großen westeuropäischen Imperialisten, die Beherrscher des Balkans! Gegen den englisch-französischen Antisowjet-Block!

Durch den national-revolutionären Kampf zur vollen nationalen Freiheit und Unabhängigkeit aller Völker Jugoslawiens und des ganzen Balkans!

Für die einheitliche revolutionäre Front der unterdrückten Nationen und der Arbeiterschaft Jugoslawiens und des ganzen Balkans!

Der Boden dem Bauern! Volle Rechte den werktätigen Massen!

Für die Balkanföderation, den Bund freier nationaler Republiken des Balkans!

Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation (ORIM Unifiée)

Albanisches Komitee der nationalen Befreiung Kossowo-Komitee

Dobrukschanische Revolutionäre Organisation (DOR) Revolutionäres Komitee West-Thrakiens

Der Erste Internationale Antifaschistische Kongreß und die nationalen Minderheiten

Der Internationale Antifaschistische Kongreß, der in Berlin am 9. und 10. März tagte, muß als eine Etappe von höchster Bedeutung angesehen werden nicht nur im Kampfe gegen den internationalen Faschismus im allgemeinen, sondern auch ganz besonders im Kampfe, den die unterdrückten Völker für ihre Befreiung führen.

Gleich beim Aufruf von Henri Barbusse über die Notwendigkeit der Einberufung eines Weltkongresses gegen den Faschismus, hatten die Organisationen der unterdrückten Minderheiten die hohe Bedeutung erkannt, die dieser Kongreß für ihren Kampf haben würde. Daher sah man denn auch diese Organisationen zahlreich sowohl an den Vorbereitungen als auch an den Arbeiten des Kongresses selbst teilnehmen.

Die nationalen Minderheiten schickten zu diesem Kongresse 17 Delegierte, von denen 6 die Balkanvölker vertraten. Wenn man weiß, welche Schwierigkeiten die Delegierten zu überwinden hatten, um bis nach Berlin zu kommen, so versteht man die Bedeutung, die sie in ihrer Mission erkannten. Es würde aber unrichtig sein, wenn man die Zahl der Delegierten der nationalen Minderheiten als Maßstab nehmen würde für die Größe des Anteiles, den die Frage der nationalen Minderheiten im Kongresse inne hatte.

Was den ersten Antifaschistischen Kongreß besonders kennzeichnete, war unter anderem das Interesse, das alle Delegationen, alle politischen, gewerkschaftlichen, bäuerlichen und kulturellen Organisationen aller Länder für die Sache der unterdrückten Nationalitäten bezeugten. Es gab fast gar keine Debatte, in welcher die nationale Unterdrückung und der gegen diese geführte Kampf nicht hervorgehoben wurde.

Selbstverständlich aber, haben die unmittelbaren Vertreter der nationalen Minderheiten am aktivsten an den Erörterungen der Frage teilgenommen.

Fan S. Noli, der zum Mitglied des Kongreßpräsidiums als Vertreter der nationalen Minderheiten des Balkans gewählt wurde, hielt über die nationale Unterdrückung eine Rede, die tiefen Eindruck machte. Denn er charakterisierte in ergreifender Weise das von den Balkanvölkern erlittene Martyrium und den heroischen Kampf, den sie unaufhörlich gegen das sie knechtende Joch führen. Er entlarvte auch die von England, Frankreich und Italien bei der Erhaltung und der Verschärfung des Faschismus auf dem Balkan gespielte Rolle. Er brandmarkte auch ganz richtig den Völkerbund. Diesem Räderwerk des Imperialismus setzte er entgegen — als einzigen Organismus der imstande ist, die unterdrückten Völker zu befreien — die Union der Republiken der Bauern und Arbeiter, die Parole der Organisationen, die er vertrat. Im Namen dieser Organisationen appellierte er auch an alle die wirklich den unterdrückten Völkern helfen wollen, damit diese Parole verwirklicht werde. Denn so allein könnte die Kriegsgefahr, die ganz Europa bedroht, beseitigt werden.

Fan Noli hat diese Frage übrigens auch vor das Forum des Berliner Proletariats gebracht beim imposanten Meeting, das anlässlich des Kongresses am 10. März gehalten wurde.

Die Delegationen der unterdrückten Nationalitäten des Balkans versahen ihrerseits die Kongreßteilnehmer mit Dokumenten, indem sie ihnen, außer den letzten Nummern der Balkan-Föderation, zahlreiche Darstellungen und Broschüren, die mit Tatsachen und präzisen Analysen über die nationale Frage und den Balkanfaschismus voll waren, (»Das wahre Antlitz der verhovistischen ORIM«, »Die Wahrheit über die ORIM Protogeroffs«, »Die Lage der unterdrückten Völker auf dem Balkan«, »Der Faschismus und die Kämpfe für die Befreiung der Dobrukscha«, »Mazedonien — ein Opfer des Imperialismus«, usw.) einhändigten.

Die Frage der unterdrückten Nationalitäten wurde auch von Bitner, dem Abgeordneten im polnischen Sejm

eingehend erörtert: er erwähnte die Prozesse, die bewaffneten Angriffe, die Schließung der Schulen, die gegen die West-Ukrainer und die Bewohner Polnisch-Westrußlands gerichtete Kolonisationspolitik.

Ohne andere Ausführungen über die nationale Frage wiederzugeben, heben wir hervor, daß der Kongreß darauf besonderen Wert gelegt hat, seine volle Solidarität für die unterdrückten Völker und seinen festen Willen, so kräftig wie nur möglich ihrem Befreiungskampfe zu helfen, kundzugeben. Der Kongreß hat sich nicht damit begnügt, in seinen Resolutionen über verschiedene andere Fragen deren Verbindung mit der Nationalitätenfrage hervorzuheben; vielmehr hat er in einer besonderen Resolution die Linie angegeben, die befolgt werden muß, um den Organisationen, die den nationalen Kampf führen, eine tatkräftige Hilfe gewähren zu können. In dieser Resolution stellte der Kongreß nach einer Analyse der Tatsachen, fest, daß die unterdrückten Völker vom Völkerbunde gar nichts zu erhoffen haben und erklärte, daß ihre Befreiung einzig und allein durch den gegen die internationale Reaktion und den Faschismus geführten gemeinsamen Kampf aller unterdrückten Klassen und Nationalitäten, erlangt werden kann. Der Kongreß appelliert dann, für diesen Kampf, an alle Arbeiter, Bauern, Intellektuellen, der ganzen Welt, denn sie allein, vereint im Kampfe, werden imstande sein, jeder Unterdrückung gegen die arbeitenden Klassen und die nationalen Minderheiten, ein Ende zu setzen.

Wie man sieht, ist diese Resolution vollkommen vom Geiste der Einheitsfront durchdrungen; dieser Geist hat, übrigens, das gesamte Werk des Kongresses charakterisiert. Einem stark empfundenen Bedürfnis der Delegierten entsprechend, wurde der Beschluß gefaßt, ein internationales antifaschistisches Büro in Berlin zu gründen. Dieses hat die Aufgabe, so viel wie nur möglich, die Aufklärung, das

Sammeln von Belegen, die Werbung und Verbreitung der antifaschistischen Idee, die Tätigkeit der werktätigen Massen und unterdrückten Völker gegen den Faschismus, zusammenzuschließen.

Es würde jedoch unrichtig sein, diesen Beschluß dahin zu deuten, als ob die Absicht bestände, die antifaschistische Aktion der verschiedenen politischen, nationalen, gewerkschaftlichen, bäuerlichen, kooperativen Organisationen, der Roten Hilfe, der Arbeiter-Hilfe, u. s. w., einzustellen und mit dieser Aufgabe nur einen Zentral-Organismus zu betrauen. Ganz im Gegenteil, müssen diese Organisationen mit noch heftigerer Schärfe ihre gegenwärtige antifaschistische Arbeit in ihrem eigenen Sprengel fortsetzen. Aber die Bedürfnisse des gemeinsamen Kampfes gegen den internationalen Faschismus erheischen gebieterisch einen gegenseitigen Beistand und eine engere Koordination zwischen diesen verschiedenen Organisationen, um den antifaschistischen Kampf noch wirksamer zu gestalten.

Der Kongreß sandte weiters an Liaptscheff, Jivkovitsch und Venizelos Protesttelegramme gegen die Unterdrückung der Mazedonier, sowie an verschiedene Kämpfer und Organisationen der nationalen Bewegung, Telegramme der Sympathie und Solidarität. (Diese Telegramme und die von dem Kongreß gefaßten Resolutionen werden wir in unserer nächsten Nummer veröffentlichen. — Die Redaktion.)

Wir haben den Kongreß als eine Etappe im Kampfe bezeichnet. Er ist, in der Tat, nicht nur ein Resultat des verflochtenen antifaschistischen Werkes. Der Kampf setzt sich fort! Die nationalen Organisationen müssen nun die Resultate des Kongresses ausnützen um den Kampf mit noch größerem Vertrauen und Eifer fortzusetzen, bis zur Erlangung des höchsten Zieles, bis zur Beseitigung jedweder sozialen und nationalen Unterdrückung.

N. Balkansky

Der Faschismus auf dem Balkan

Die Balkanländer fallen eines nach dem anderen unter die faschistische Diktatur. Außer Bulgarien, Jugoslawien und Albanien, wo diese Diktatur schon in verschiedenen Formen errichtet ist, gehen auch Griechenland und Rumänien systematisch zur faschistischen Diktatur über.

Außer den allgemeinen Gründen, welche die herrschenden Klassen aller Länder dazu drängen, mehr und mehr das Terrain der bürgerlichen Demokratie zu verlassen und mit der Anwendung der Methoden und dem System des Faschismus zu beginnen, gibt es auf dem Balkan noch besondere historische, politische und wirtschaftliche Gründe, welche diese Länder in eine solche Richtung drängen.

Man weiß, daß die bürgerlich-demokratische Revolution, welche politisch und ideologisch die breiten Volksmassen mit der Bourgeoisie verbinden hätte können, in den Balkanländern nicht zustande kommen konnte. Die Bourgeoisie dieser Länder verband sich seit dem Beginn ihrer Herrschaft enge mit dem internationalen Kapital. Sie wurde dessen Agentin, und so eine gegenrevolutionäre Klasse. Die Bauern, welche die große Mehrheit der Balkanbevölkerung vertreten, erhielten durch die demokratische Revolution gegen die Feudalen — unter der Führung der Bourgeoisie — keinen Boden, wie dies z. B. in Frankreich und anderen westlichen Ländern der Fall war. Im Gegenteil, sah die Bourgeoisie in ihnen nur einen Gegenstand für unbegrenzte Ausbeutung, für zügellose Ziele der Kapitalanhäufung in den Balkanländern. Der Feudalismus ist noch nicht vollständig verschwunden; doch erträgt die große Mehrheit der arbeitenden Massen noch heute dessen Herrschaft. Dies schafft einen tiefen Abgrund zwischen den führenden Klassen und den Bauernmassen.

Auch das nationale Problem hat auf dem Balkan keine endgültige Lösung gefunden. Millionen zählende Massen schmachten unter nationalem Joche. Die Bourgeoisie versucht die großen Schwierigkeiten zu überwinden, welche hauptsächlich durch die in den eroberten Gebieten aufgedrängten Kolonisationssysteme und die bis aufs äußerste getriebene Entnationalisierung der Bevölkerungen entstanden sind und ungelöste Probleme bilden. Dieses System verschärft und spitzt das nationale Problem zu. Die unterdrückten Völker werden dadurch in einen unversöhnlichen Kampf gegen die bürgerliche Macht gedrängt.

Die wesentlich agrarischen und industrieschwachen Balkanländer sind in der Lage der Halbkolonien des internationalen Kapitals. Ihre Abhängigkeit von dem letzteren wächst von Tag zu Tag. Diese Länder liefern sich unter sich unaufhörliche wirtschaftliche Kämpfe und befinden sich, dank der imperialistischen Großmächte, welche durch die Eroberung des Balkans

ihre Interessen verfolgen, fortgesetzt vor unlösbaren Konflikten. Die Märkte im Innern des Landes sind infolge der Verarmung der Massen sehr schlecht, die Außenmärkte sind ihnen in der Mehrzahl der Fälle unzugänglich. Ueberdies sind die Stabilisierungs- und die kapitalistischen Rationalisierungsmöglichkeiten sehr begrenzt. Die durch den imperialistischen Weltkrieg entstandenen Verheerungen, die Kriegsschulden und Reparationen, welche sie zahlen müssen, verschärfen noch mehr die wirtschaftliche und finanzielle Krise dieser Länder. Die Auslandsanleihen, zu welchen die Bourgeoisie Zuflucht nimmt und welche sie für den wichtigsten Ausweg aus dieser Lage betrachtet, häufen noch erdrückendere Steuern auf die Volksmassen und steigern ihre Unzufriedenheit gegenüber der Bourgeoisie.

Die Bourgeoisie der Balkanländer stößt sich an der Konkurrenz der industriell sehr entwickelten westlichen Länder. Sie sieht sich gezwungen, einen Ausweg in der Ueberausbeutung der Bauern- und Arbeitermassen zu suchen. Sie kann nicht, wie die Bourgeoisien der großen imperialistischen Länder, einige schwache Konzessionen machen, um einen Teil der arbeitenden Schichten an sich zu ziehen. Die geringste Eröberung der Massen auf wirtschaftlichem Gebiete wird nur durch einen langen und zähen Kampf gegen sie erhalten. Dies vergrößert noch den tiefen Abgrund, welcher zwischen der Bourgeoisie und dem Proletariat besteht. Das erklärt teilweise den revolutionären Geist der arbeitenden Massen und ihren entschlossenen Kampfeswillen gegen die Bourgeoisie. Das erklärt weiters die Schwäche der Arbeiteraristokratie und der Sozialdemokratie in den Balkanländern, im Gegensatz zu den großen imperialistischen Ländern. Die siegreiche Oktoberrevolution, welche das in dem großen russischen Kaiserreiche unterdrückte Proletariat, die Bauern und die unterdrückten Völker befreite, übte in den Balkanländern, welche viele gemeinsame Züge mit der wirtschaftlichen Struktur des zaristischen Rußlands haben, einen tiefen Eindruck auf die arbeitenden Massen des Balkans aus. Diese Entwicklung nahm während der elf Jahre des Bestandes der USSR an Tiefe und Weite durch deren revolutionäre Politik und den sozialistischen Aufbau, durch deren entschlossenen Kampf gegen den Imperialismus und für den internationalen Frieden, stetig zu.

Deswegen sind die Bourgeoisien des Balkans nicht imstande, ihre Macht durch die Methoden der bourgeoisien Demokratie und des Parlamentarismus zu erhalten. Der westliche Imperialismus kann auch nicht durch diese Methoden endgültig seine Hand auf den Balkan legen. Diese wirken jetzt um so störender, da es sich ja nun darum handelt, den Balkan und die Balkanvölker in den sich vorbereitenden Krieg gegen

die Sowjet-Union hineinzureißen, und die Volksmassen erklären sich resolut dagegen. Es bleibt daher der Balkanbourgeoisie und dem internationalen Imperialismus nur mehr übrig, zu den Methoden der faschistischen Diktatur und zur Errichtung der Letzteren Zuflucht nehmen.

Die genannten historischen, ökonomischen und politischen Erscheinungsformen der Balkanländer geben dem Faschismus einen ganz besonderen Charakter. Diese Besonderheit des Balkanfaschismus besteht vor allem in der Tatsache, daß, im Widerspruch zu all dem, was wir in Italien und in Polen sehen, dieser Faschismus nicht von unten, durch eine Massenbewegung entsteht, um die Macht zu ergreifen, sondern im Gegenteil von oben kommt: vom Staatsapparat, unterstützt durch die Militärgewalt der Bourgeoisie und vereint unter dem Kommando des Finanzkapitals, sowie durch alle gegenrevolutionären Kräfte der Bourgeoisie, der Großgrundbesitzer, der reichen Bauern, der oberen Schichten der Kleinbourgeoisie, der Bürokratie — gegen das Proletariat, die Arbeiter- und Bauernmassen und die nationalen Minderheiten, die um ihre Befreiung kämpfen.

Eine ganz besonders wirksame Waffe des Balkanfaschismus ist zweifellos diejenige des bourgeois Nationalismus: die nationalen und chauvinistischen Leidenschaften entfesseln sich an den Wahnbildern eines großen Bulgariens, eines großen Serbiens (Jugoslawien), eines großen Griechenlands, eines großen Rumäniens. Indem er auf diese nationalistische Ideologie spekuliert, bemüht sich der Faschismus in den Balkanländern, sich mit den wenig bewußten Schichten der Kleinbourgeoisie, der Bauern und der Arbeiter, wenn auch sehr schwach, zu verbünden, um die soziale Basis seiner Diktatur zu erweitern und seine gegenrevolutionäre bourgeoise Politik (der Kolonisation und der Entnationalisierung) erträglicher zu machen. Für die faschistische Diktatur stellt die revolutionäre Bewegung der balkanischen national-revolutionären Organisationen der Mazedonier, Dobrudschaner, Albaner usw. ein sehr ernstes Hindernis dar. Deswegen wendet der Balkanfaschismus gegen diese Organisationen und gegen die revolutionäre Bewegung des Proletariats und der Bauern eine Politik des unerhörtesten Terrors an. Er bedient sich in einem

äußerst breiten Maße der faschistischen nationalen Organisationen, um seine Diktatur zu errichten und zu erhalten und um die revolutionären Kräfte des Proletariats, der Arbeiter, der Bauern und der national-revolutionären Bewegung zu brechen. Seine Anstrengungen auf diesem Gebiete bei der mazedonischen Organisation Alexandroff-Protogeroffs und der faschistischen Dobrudscha-Organisation sind schon klassisch geworden. Auf demselben Wege schreitet die jugoslawische militaristisch-faschistische Diktatur, welche sich als ihre Instrumente der serbischen Kolonisten und ihrer Banden in Mazedonien bedient und sich bemüht, dasselbe auch mit den albanischen, montenegrinischen usw. Bewegungen zu machen.

Durch seinen Charakter selbst ist der Faschismus sehr eng mit der Macht der kapitalistischen Bourgeoisie und dem internationalen Kapitalismus verbunden. Er ist nicht eine augenblickliche, episodische Tatsache. Seine endgültige Vernichtung ist nur durch den Zusammensturz der Bourgeoisie selbst möglich. Deswegen wird der gegen ihn geführte Kampf ein hartnäckiger, ein revolutionärer sein. Keine einzige Gruppe der Bourgeoisie, der Großgrundbesitzer, der reichen Bauern hat Interesse für diesen Kampf gegen den Faschismus; im Gegenteil, sie alle sind direkt am Weiterbestand dieser Diktatur interessiert. Sie brauchen die faschistische Diktatur als einen Wall gegen die revolutionäre Befreiungsbewegung der werktätigen Massen und der unterdrückten Nationalitäten. Dieser Kampf ist und kann nur sein der Kampf der werktätigen Massen der Stadt und des Landes, geführt von der bestorganisierten und geschulten Klasse im revolutionären Sinne, vom Proletariat, verbündet mit den national unterdrückten Massen. Nur der revolutionäre Block der Volksmassen des Balkans wird instande sein, den Kampf gegen den Faschismus und seine Diktatur bis zum Endsiege zu führen.

Die national-revolutionären Organisationen des Balkans, für welche der Faschismus der Todfeind ist, betrachten mit Recht den Kampf gegen den Faschismus und die faschistische Diktatur als ihren eigenen Kampf, als einen integrierenden Bestandteil des großen Kampfes gegen die nationale Unterdrückung und für die Befreiung.

G. Dimitroff

Der Völkerbund und die nationalen Minderheiten

Vor dem Weltkriege war die Zahl der nationalen Minderheiten nicht klein. Es gab ganze Länder, in welchen diese Minderheiten die Mehrheit der Bevölkerung ausmachten. Nach dem Kriege wurde aber diese Lage geändert. Eine große Anzahl der nationalen Minderheiten erhielt nationale und kulturelle Rechte. Im ehemaligen Kaiserreiche der Romanows, nach der siegreichen russischen Revolution erhielten alle nationalen Minderheiten ihre nationale Unabhängigkeit, ja manche vom russischen Zarismus unterdrückte Völker erhielten sogar ihre vollständige Unabhängigkeit. Nationale Minderheiten anderer Länder, wie z. B. in der ehemaligen Oesterreichisch-Ungarischen Monarchie und im Deutschen Reich, erhielten ebenfalls ihre Unabhängigkeit. Zu gleicher Zeit jedoch, fielen Dutzende von Nationalitäten in die ärgste Abhängigkeit. Ein Teil der bis zum Kriege national freien Völker fiel unter fremdes Joch; ein anderer Teil, der auch vor dem Kriege unterdrückt war, blieb weiter in Unterdrückung. Die Zahl der nur in Zentral- und Südost-Europa unterdrückten nationalen Minderheiten beläuft sich gegenwärtig auf mehr als 60. Diese nationalen Minderheiten bilden 15% der Bevölkerung Europas, und in einigen Ländern bilden sie die Mehrheit. In Zentral- und Südost-Europa gibt es Länder, in denen die Zahl der nationalen Minderheiten oft fast oder absolut höher ist als die der »Staats«-nation: so bilden z. B. die nationalen Minderheiten in Polen 40% der Bevölkerung, in Rumänien 35%, in der Tschechoslowakei 60% und in Jugoslawien 60%.

Die militaristischen Imperialisten proklamierten während des Krieges, daß sie den Krieg für die Befreiung der unterdrückten Völker und der nationalen Minderheiten führten. Dies geschah aber lediglich, um diese Völker auf ihre Seite zu reißen. So wurden sie gezwungen, in die »Friedens«-Verträge besondere Klauseln zum Schutze der unter fremden Joch schmachenden Völker aufzunehmen, um den in nationale Sklaverei gestürzten Völkern Sand in die Augen zu streuen. In allen den Besiegten auferlegten Verträgen, wurden besondere Klauseln für den Schutz der nationalen Minderheiten hinzugefügt, und mit Polen, Jugoslawien, Tschechoslowakei, Rumänien und Griechenland wurden besondere Verträge abgeschlossen, in welchen den fremden Nationalitäten nationale und kulturelle Rechte zuerkannt wurden; schließlich gaben einige Staaten wie Lettland, Litauen, Albanien, Erklärungen an den Völkerbund ab, in welchen sie sich bereit erklärten, die in diesen Ländern lebenden fremden Nationalitäten zu schützen.

Solcher Art sind die zum Schutze der nationalen Minderheiten übernommenen Verpflichtungen.

Der von den »Siegern« geschaffene Völkerbund hatte auch die Aufgabe, die strikte und genaue Anwendung dieser Klauseln zu kontrollieren. Und was hat dieser Völkerbund getan?

Die nationalen Minderheiten werden weiter unterdrückt. Ihre nationalen und kulturellen Rechte werden eingeschränkt. Ganze Völker, wie die Mazedonier, die Kossowo-Albaner, und andere, wurden weder als nationale Einheiten noch als nationale Minderheiten anerkannt. Wirtschaftlich wurden diese Minderheiten in einen Ausnahmezustand versetzt; man hat sie gezwungen Steuern zu zahlen, die um ein Vielfaches höher sind als die der »Staats«-Nation; sie genießen nicht die politischen und bürgerlichen Rechte der herrschenden Nation. Die Lage der nationalen Minderheiten ist unerträglich, je nach den Gegenden in mehr oder weniger scharfem Grade.

Diese Minderheiten, oder wenigstens ein Teil von ihnen, glaubten, daß der Völkerbund ihre Lage bessern würde. Sie begannen an ihn Klagen und Gesuche zu richten. Diese Akten bildeten große Dossiers. Mit ihrer Ueberprüfung wurde ein aus drei Delegierten zusammengesetztes Komitee betraut. Man weiß aber bis jetzt nicht, was in diesem Komitee vorging, und welche Entscheidungen es traf. Es wurde nichts veröffentlicht, und selbst die Interessenten wissen nicht, welche Folgen diese zahlreichen Schritte hatten. Die Lage der nationalen Minderheiten wurde aber immer unerträglicher. Mehr noch. Sie wurde noch ärger. Wenn auch die öffentliche Meinung und die nationalen Minderheiten über die Arbeit dieses Komitees nichts erfuhren, so haben die interessierten unterdrückenden Staaten, welche die seitens ihrer Untertanen beim Völkerbunde unternommenen Schritte zu erfahren instande waren, ihren Terror und ihre Unterdrückung gegen die Klage führenden nationalen Minderheiten verdoppelt.

Die nationalen Minderheiten haben sich aber nicht nur damit begnügt, beim Völkerbunde Klage zu erheben. Sie gaben öffentlich die Lage bekannt, in welcher sie sich befanden, indem sie gegen die Regime, denen sie unterworfen waren, protestierten.

Der Völkerbund wurde darauf gezwungen, sich öffentlich mit dieser Frage zu befassen.

Er hat es übrigens zu wiederholten Malen getan. Diese Frage wurde aber immer im Völkerbund nur formell aufgewor-

fen. All die Delegierten, die diese Frage in der Generalversammlung oder im Rate des Völkerbundes zur Sprache brachten, wie z. B. der holländische Delegierte Van Blokland, der Schweizer Delegierte Motta, hatten nicht die Hauptsache in dieser Frage ersehen; sie hatten sich nur damit begnügt, festzustellen, daß die bisher in der Ueberprüfung der Gesuche der nationalen Minderheiten befolgte Prozedur unvollständig und mangelhaft war. Diese Delegierten schlugen z. B. vor, daß diese Fragen durch eine ständige Kommission überprüft werden sollten, so wie es für die Kolonialmandate gemacht wird. Aber selbst dieser so bescheidene Vorschlag wurde nicht angenommen. Die Staaten, die unter ihrem Joche sich in die Millionen belaufende nationale Minderheiten halten, wie z. B. Polen, Rumänien, Tschechoslowakei, Jugoslawien, widersetzten sich diesem Vorschlage, und sie wurden von Frankreich, England und Italien unterstützt. Im Völkerbunde wurden Meinungen ausgesprochen, welche gänzlich den zum Schutze der Minderheiten bestehenden und auch in den »Friedens«-Verträgen enthaltenen Klauseln widersprachen. Der Delegierte Franco Mello, z. B., erklärte im Jahre 1925, daß das für die nationalen Minderheiten angewandte Regime nur einen provisorischen Charakter hätte, da ja der Endzweck nur deren endgültige Assimilation war. Und dieser These der Assimilation der nationalen Minderheiten wurde seitens der Delegierten der unterdrückten Staaten Beifall geklatscht.

Die Frage der nationalen Minderheiten wurde auch in der Dezembertagung des Völkerbundes aufgeworfen, als der kanadische Delegierte Dandurand den Vorschlag machte, die Prozedur der Ueberprüfung der Gesuche der nationalen Minderheiten zu ändern. Als in dieser Tagung der polnische Delegierte Zaleski gegen die deutsche Organisation »Volksbund« zum Schutze der Deutschen in Oberschlesien sprach — deren Führer verfolgt worden waren —, schlug Herr Stresemann mit der Faust auf den Tisch und erklärte, daß er diese Frage bei der nächsten Tagung des Völkerbundes zur Sprache bringen würde.

So kam diese Frage auf die Tagesordnung der Märztagung des Völkerbundes. Die ganze Tagung wurde dieser Frage gewidmet. Zu gleicher Zeit fing in der gesamten Presse der unterdrückenden Staaten eine heftige Kampagne gegen die nationalen Minderheiten an. Die These der unterdrückenden Staaten Polen und Rumänien, welche im Rate vertreten waren, fand die beständige Unterstützung Englands, des Unterdrückers der Irländer, Ägypten, Inder und anderer Völker; Japans, des Unterdrückers der Koreaner; Italiens, des Unterdrückers der Slowenen wie der Deutschen Südtirols, und hauptsächlich Frankreichs, das der besondere Beschützer Polens, Rumäniens und der Kleinen Entente ist.

Diese These lautet: Die Friedensverträge sind unantastbar; die nationalen Minderheiten sind in den Ländern, welchen sie zugeteilt wurden, gar nicht unterdrückt (welch ein Zynismus!); niemand, kein Staat, der nationale Minderheiten einschließt, denkt auch im entferntesten daran, mit Zwang eine

Assimilation herbeizuführen. Wenn aber die Unterdrückung der nationalen Minderheiten ein Verbrechen ist, so ist die Begünstigung einer Politik, die darauf ausgeht, die nationalen Minderheiten gegen den Staat zur Erhebung zu bringen und dessen Einheit zu erschüttern (man will damit die von Stresemann verteidigten Deutschen in fremden Staaten bezeichnen) ein viel größeres Verbrechen.

Herr Briand, Herr Titulescu und Herr Zaleski ergriffen öffentlich die Verteidigung der bisher befolgten Unterdrückungspolitik, dieser Politik, die nur nach der Assimilation und der Entnationalisierung der nationalen Minderheiten strebt.

In Anbetracht der gegenwärtigen inneren Lage Englands hat Chamberlain den Glauben erwecken wollen, daß er nicht ein Gegner der nationalen Minderheiten sei; Er erklärte sich für die öffentliche Prozedur bei der Ueberprüfung der Forderungen der nationalen Minderheiten, obzwar er gleich die Reserve hinzufügte, daß die Frage für politische Zwecke nicht ausgenützt werden solle, daß die nationalen Minderheiten »reine Hände haben müssen, wenn sie sich an Genf wenden«.

Welche Absichten hegen die unterdrückenden Staaten wirklich, und welche im allgemeinen die Führer des Völkerbundes, diese Gegner der unterdrückten Völker und der nationalen Minderheiten?

Man sieht dies an einem Ausspruch des Herrn Briand, der sagte: »Es muß bei den nationalen Minderheiten der Eindruck erweckt werden, daß wir an sie denken«.

Ja, es muß in ihnen der Eindruck erweckt werden, daß die Unterdrücker und die Imperialisten an sie denken. Die unterdrückten Völker und die nationalen Minderheiten sehen es aber ganz gut ein, daß von diesem Völkerbunde, der der Ausdruck eben dieser Mächte ist, die diese Lage geschaffen haben, gar nichts zu erwarten ist.

Die Genfer Debatten und die angenommene Entscheidung — die Ueberprüfung der Frage durch ein aus Vertretern Japans, Englands und des die Katalanen unterdrückenden Spaniens bestehendes Komitee, haben auch diejenigen unterdrückten Völker und nationalen Minderheiten, die bisher vom Völkerbunde die Verbesserung ihrer Lage erhofften, vollständig enttäuscht. Obzwar die unterdrückten Balkanvölker und die nationalen Minderheiten wohl wissen, daß sie vom Völkerbunde nichts zu erwarten haben, richteten die Vertreter der national-revolutionären Organisationen einen Brief an den Völkerbund, in welchem sie gegen die unerträgliche Lage dieser Völker und Minderheiten aufs heftigste protestieren und die Verantwortung hervorheben, die der Völkerbund auf sich nimmt, indem er die Unterdrücker dieser Völker weiter unterstützt.

Für diese unterdrückten Balkanvölker und die nationalen Minderheiten, für alle unterdrückten Völker und nationalen Minderheiten, gibt es nur einen einzigen Weg zur Befreiung und zur nationalen Unabhängigkeit: den revolutionären Kampf der Massen gegen ihre Unterdrücker.

D. Vlakhoff

Die national-revolutionären Organisationen des Balkans und der Völkerbund

Wir erhalten die Kopie des Briefes, den die national-revolutionären Organisationen der Balkanländer an das Präsidium des Völkerbundes richteten, und wir geben sie nachstehend wieder:

Den 5. März 1929.

An den Herrn Präsidenten des Völkerbundes!

Anlässlich der gegenwärtigen Tagung des Völkerbundes, mit der Minderheitsfrage an der Tagesordnung, haben wir, die national-revolutionären Organisationen des Balkans, die Pflicht, hervorzuheben, daß die Lage, in welcher sich die Völker befinden, deren Interessen und Ideale wir vertreten, um vieles ärger ist als vor der Errichtung des jetzt bestehenden Regimes.

Die Mazedonier, die Albaner in Kossowo, in der Tschamria unter griechischem Joche, die Dobrudschaner, die Thrakier, sind der Ausrottung preisgegeben. Die anderen Balkanvölker darben in derselben Lage.

Täglich werden unter ihnen politische Morde, ja oft Massenmorde veranstaltet. Sie sind jedweder politischer und bürgerlicher Rechte, ja selbst der elementarsten kulturellen und nationalen Rechte beraubt. Sie sind dem barbarischsten Regime der nationalen Unterdrückung und des Terrors ausgesetzt. Unsere Völker werden auf die unmenschlichste Art geplündert und ausgebeutet. Die Politik der Regierungen die sie tyrannisieren, zielt auf ihre vollständige Entnationalisierung und Ausrottung.

Wir stellen fest, daß die Hauptursachen dieser unerträglichen Lage der unterdrückten Balkanvölker und der nationalen Minderheiten, welche die Hälfte der Balkanbevölkerung darstellen, in den Statuten selbst dieser Länder bestehen, als unmittelbares Resultat der »Friedens-Verträge« welche die lebenden Körper dieser Völker sezieren und die einen ihrer Unabhängigkeit, die anderen ihrer nationalen Autonomie die sie früher genossen, beraubten.

Wir stellen weiter fest, daß, trotz der wiederholten Schritte der unterdrückten Völker und der nationalen Minderheiten, in Jugoslawien die Mazedonier, die Albaner aus Kossowo, die Montenegriener und andere Völker massenhaft ausgerottet werden; in Griechenland wird gemordet, geplündert, die bodenständigen Mazedonier, die Albaner aus der Tschamria werden deportiert; in Bulgarien wird gemordet; die Mazedonier und Thrakier werden massenhaft terrorisiert; in Rumänien werden die Dobrudschaner und andere Völker in grausamster Weise massenhaft verfolgt und ermordet. In diesem Augenblicke, wo in den Balkanländern eine Politik der äußersten Entnationalisierung betrieben wird, werden die angeblich zum Schutze der nationalen Minderheiten bestehenden Verträge, deren Anwendung eine der Hauptaufgaben des Völkerbundes bildet, von diesem letzteren gar nicht angewendet.

Der Völkerbund hilft im Gegenteil durch sein Schweigen der Entnationalisierungs- und Unterdrückungspolitik.

Obzwar wir ganz gut wissen, daß der Völkerbund in Wirklichkeit lediglich der Ausdruck der Mächte ist, die die

»Friedens«-Verträge aufgesetzt und die oben erwähnte un-
erträgliche Lage geschaffen haben, halten wir es für unser
Pflicht, jetzt wo die Minderheitenfrage auf Ihrer Tages-
ordnung steht, Sie auf die nationale Unterdrückung und auf
den Terror, deren Opfer die unterdrückten Völker und di-
nationalen Minderheiten sind, aufmerksam zu machen, auf die
Gefahr hinzuweisen, die diese Lage für den Frieden auf dem
Balkan heraufbeschwört und die Verantwortlichkeit zu unter-
streichen, die der Völkerbund auf sich ladet, wenn er fort-
fährt, die Unterdrückung unserer Völker zu unterstützen.

Wir sind überzeugt, daß die gegenwärtige unerträg-
liche Lage der unterdrückten Völker und nationalen Minder-
heiten auf dem Balkan in dem Momente der Errichtung

eines Regimes aufhören wird, das diesen Völkern gestattet
wird, das Selbstbestimmungsrecht auszuüben, über ihr Schick-
sal selbst zu entscheiden, sich als freie Völker zu föderieren
und eine brüderliche Union zu gründen.

Ein solches Regime allein wird der jetzigen Lage, die
eine Schande und eine Schmach für die Menschheit und
für die Kultur ist, ein Ende setzen.

Innere Revolutionäre Mazedonische Organisation
ORIM Unifiée (Vereinigte)
Albanisches Komitee der Nationalen Befreiung
Kosowo-Komitee
Dobrudshanische Revolutionäre Organisation (ORD)
Revolutionäres Komitee West-Thrakiens

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Македония под фашистка власт По случай международния антифашистки конгрес

До Балканската война, тая малка страна, която заема
централно место и играе важна роля в политическия живот
на Балканите, съставляваше част от турската държава. Тя
прекара цели векове под черно робство; след младотур-
ската революция, населението се сдобило с известни полити-
чески свободи, но тя не беше напълно свободна страна.

Нейното разнородно население обаче, се ползуваше с
културно-просветни свободи, то имаше и известни нацио-
нални права. След Балканската и последвалата я между-
съюзническа война, Македония беше поделена в Букурещ
между Сърбия, Гърция и България. Общата война и по-
следвалите я договори санкционираха тоя грабеж, като вне-
соха известни поправки на македонските граници в полза на
държавите работодатели на Македония.

Новите условия, при които беше поставено да живее
тоя население, коренно се отличаваха от тия при турския
режим. А и режимите, на които то беше подложено при
новите си господари, се различаваха също тъй един от
други. Най-големата част от Македония бе завладена от
Сърбия, тя съставляваше около половината; частта под
Гърция съставляваше $\frac{1}{10}$ и тая под България — $\frac{1}{10}$ от це-
лата страна. С новите насилствени промени, извършени
против волята на населението, се промени целия негов по-
литически, економически, национален, културен и, бихме
казали, физически живот.

Преди всичко, голем брой македонци беха унищожени
през време на войните. Взети насилствено в разните армии,
през време на войните, в сражения, брат против брата, те
паднаха с хилядици. Десетки хиляди беха избити от за-
воевателите, за да се улесни техната денационализаторска
политика: избити беха масово македонци турци и албанци,
избити беха също тъй масово македонци българи. Избити
беха македонци гърци. Затворите в разните македонски
градове, като Солун, Серес, Драма, Битоля, Скопие, Тетово,
Велес, Куманово, Прилеп и другде, беха препълнени с ма-
кедонци. Стотици хиляди македонци беха принудени да
търсят спасение за живота си в бегство: македонските бъл-
гари бегаха в частта под България и в самата България,
македонските турци — в Турция, и македонските гърци —
в Македония под Гърция; те бегаха голи, боси, гладни,
изоставяйки всичко що им бе мило и скъпо на новите по-
робители. Най-сетне, десетки хиляди македонци беха заста-
вени да променят, на сила разбира се, от пона и жандара,
с кръста и сабята, своята религия, все в интереса на де-
национализаторската политика, която новите чорбаджии
преследваха.

Шестнадесет години се изминаха от тогава! Шестна-
десет години на черно робство, на физическо изстребление,
на печуван културен и национален гнет, на пълно полити-
ческо безправие, на безобразен грабеж и експлоатация, на
фашистка диктатура!

Как живее македонския народ при новите си госпо-
дари?

В Македония под Сърбия той е преследван, измъчван,
ограван; той е лишен от политическите права, с които се
ползуват останалите жители на тая страна; на македонците
не се позволява даже образуването на партии; национални,
даже културно-просветни права не се признават на това
население. Всички училища, читалища, библиотеки, черкви,
всички културно-просветни, даже спортни дружества, които
носят македонски характер, даже и еснафските сдружения,
каквито съществуваша по-рано, са закрити.

В тая част на Македония от 16 години насам се вър-
шат убийства, които много често носят масов характер.
Такива се извършиха в Щипско, Кочанско, Радовишко,
Тиквешко, Велешко, Паланешко, Струмишко. Политическите
убийства са въведени в система. Техния брой се изчислява
на 2,000 души. Само през последната година са убити над
300 души македонци. Изгорени са десетки села — само през
последните пет години са унищожени 14 села и няколко
стотици къщи са разрушени. Затворите са препълнени с
македонски селяни, еснафи, работници, интелегенти. През
тоя период от време, над 30,000 македонци са минали през
занданите на сръбската фашистка диктатура, тая на чер-
ната и бела ржка и двореца. През 1924 г. се даде некаква
политическа амнистия, но в скоро време затворите наново
се изпълниха. През последната година само беха аресту-
вани, а това значи: бити и изтезавани, над 1,500 души ма-
кедонци. Само в Брегалничката област, след убийството на
генерал Ковачевич, броя на арестуваните достигаше коло-
салната цифра 1,000. Сега в влажните и тъмни затвори в
Македония и я тия на другите места в Югославия, линчат
неколко хиляди македонци.

Друг начин да унищожават македонското население,
това са политическите процеси, които се организират от
сръбската военна фашистка власт. Само през последната
година са организирани 16 политически процеси, където са
произнесени 9 смъртни присъди и стотици хора беха ож-
дени вкупом на няколко стотини години тежък тъмничен
затвор. Безчетен е броя на македонците, които са били
принудени да избегат от този тиранически режим във
своята страна. Броя на македонските политически еми-
гранти, само през последните години, е увеличен с няколко
десетки хиляди души.

Политиката на денационализация се прилага още с
насилствените асимилационни методи, които сръбския фа-
шизъм практикува, било чрез своите училища, черкви, чрез
разните стипендии, които се дават на младежи ученици и
студенти и чрез всевъзможни дружества, които там се
образуват.

Тази политика се прокарва чрез отнимането на земите
на македонските селяни и раздаването им на колонисти,
шovinисти, бивши четници, разни военни, полицейски и
други чиновници, на министри и депутати. През последните
неколко години е раздадена на тия «колонисти» 480,000 де-
кара земя. Всеки колонист е получил по 80 декара земя,

когато средно, македонския селянин, собственик, не притежава повече от 10—15 декара земя.

Същата тая политика се прокарва и при прилагането на тѣй наречената аграрна реформа в Македония, която послужила само за забогатяването на чиновниците на фашистката власт; тя бе и продължава да бъде едно от средствата за ограбването на македонските селяни.

Економически, целото население в Македония е потиснато, експлоатирано. Неговия труд е ограбван от държавата, при закупуването на тютюна, един от главните земеделски продукти в страната. Той е ограбван от разните търговци спекуланти, които при съдействието на властта, заставят селяните да продават останалите свои продукти: опиум, ориз, зърнени храни и пр. на цени едвам покриващи разходите по производството.

Данъците са непоносими. Това са общите данъци, които плащат всички жители на Югославия, но македонците плащат тия данъци в размер 3—4 пѣти по-голям, и специалните, които македонците трябва да плащат.

Занаятчиите, лишени от кредит от държавните кредитни учреждения, прекарват един тежък економически живот. Поради това и поради общата економическа криза, която в Македония е взела много остър, застрашителен характер, фалитите са нещо обикновено.

Работниците в фабрики и работилници се намират в мизерно положение. Те са експлоатирани най-нечовечно; законите за покровителството на труда, каквито съществуват в Югославия, не се прилагат в тая страна; безработицата е обхванала половината от работната класа.

Македония под сръбския военен фашизъм е превърната в военен лагер. Военни, изпитани терористи, управляват нашата страна с огън и меч, посредством жандари и войска — техния брой надминава 40,000 души — с корумпирани финансови, горски, съдебни и други чиновници, подпомогнати от разните фашистки организации, като Народна отбрана, организацията на тѣй наречените Бивши национални деятели, убийци—разбойници, като Трѣбич и Сне, тая на Удружението на македонските предатели и убийци, Каламатиев, Циклев и Сне, разни спортни дружества, колонистите, въоръжени от жандармерията и проче, са обявили война на целото македонско население.

Обявената открита военна фашистка диктатура засили това положение още повече.

В Македония под Гърция се прилагат същите методи както и в частта под Сърбия. От там бежа изгонени, по насилствен начин, всички турци македонци и половината от българите македонци. По отношение на последните системата продължава. Всеки ден се прогонват на сила тия македонци от своите родни места, като им се отнемат всички движими и недвижими имоти. Прогонени са и куцовласите. Специалните мерки против евреите македонци, които съставляват грамадно болшинство на Солун, чийто брой и сега още е над 70,000 хиляди души, преследват същата цел — да се освободи страната от нейното местно население.

Терор, бесен терор се практикува по отношение на населението, което е останало там. Масовите убийства и тук се практикуват: избити са масово селяните в Драмско и Леринско. Всеки ден се избиват македонци от грѣцката фашистка власт, без съд и присѣда, при помощта на разни бандитски организации, като тая на »Грѣцкия юмрук«. Бандите на капитан Стефан обикалят селата в Леринско и Костурско и застрѣлват на населението да говори своя матерен език. Устройват се политически процеси, където се осъждат македонци на смърт и на разни тежки наказания. Данъците са непоносими. Економическата криза бушува. Венизелос напоследък прилага специални мерки против македонските и тракийски маси: законите за печата, против

стачките, против събранията и специалния закон за защита на държавата, са насочени против работничеството и против национално угнетените македонски маси.

Всички не грѣцки училища и черкви са закрити. Македонците са лишени от каквито и да са политически, културни и национални права.

Разгледаме ли положението в Македония под българска фашистка власт, то ще видим, че големото болшинство от населението не е угнетено национално, защото те са македонци от български произход. Но не българите македонци са угнетени национално.

В България съществува един кървав закон, наречен закон за защита на държавата. В Македония под България обаче, съществуват и други изключителни закони и тия »закони« се прилагат от фашистката ВМРО и от жандарите, войската и полицията на българската фашистка власт. Населението не се ползува от никакви политически права; право да избира свои представители в Народното събрание, в окръжните и общински съвети, то нема; свобода, макар и най-ограничена на печат, събрания, сдружения, слово — то нема. Там не съществуват никакви политически партии, никакви работнически синдикати. Висшият закон, това е неограничената воля на фашистката ВМРО и на българската Военна лига. Убийствата, белия терор, са взели невероятни размери. Убити са от тая кървава организация, при помощта на българските фашисти, през последните 8 години 2,100 македонци, противници на фашизма (при едно население от 200,000 души). Избити са цели семейства: старци, жени и деца. Економическото положение на населението там е окаяно. Данъците са непоносими. Специалните данъци, които се събират от него, окончателно го разоряват. Вън от това, неговите продукти, главно тютюна, се взимат от тютюневите компании, в които има вложени предимно английски и италиански капитали, на цени които те определят. В тоя грабеж участвуват бандитите на фашистката ВМРО.

Ето картината на положението в Македония, в тая малка страна с 65,000 кв. км. пространство и с едно население от 2,300,000 жители.

Ние посочваме тук на виновниците на това положение: това са робските мирни договори; това са западно-европейските империалисти, които наложили тия договори и крепят фашистките режими в Югославия, Гърция и България; това са кървавите режими, установени в нашата страна, това са и македонските фашисти, които са се турили в служба на угнетителите на македонския народ.

По случай международния антифашистки конгрес, ние издигаме нашия мощен глас против съществуващите фашистки режими в Македония, против виновниците на тия режими.

Ние издигаме глас за премахването на изключителните терористически режими, за гарантиране правото на човешко съществуване, за обща политическа амнистия, за възвръщане на бежанците в своите родни огнища, за национални, културни и политически права, за защита на потиснатия македонски народ, по отношение на който не се прилагат даже подписаните от неговите угнетители, под гаранцията на техните протектори, европейските империалисти, договори за защита на националните малцинства. Ние обаче, сме длъжни да заявим, че македонския народ ще може да си отдѣхне от големите страдания, които той търпи, като се установи в Македония един режим на свобода, като се образува една свободна и независима Македония, която да бъде равноправен член на Балканската Федеративна Република. Така само ще се тури край на мартирологията на тоя борчески народ и Балканите ще престанат да представляват опасност за война, те ще престанат да бъдат огнище на местни и общи войни.

Д. Влахов

Партия на българското малцинство от Ромъния

Такъво громко название носи новообразуваната българска партия в Добруджа в предвечернето на последните законодателни избори в Ромъния. Замислена от няколко години, на дълго обсъждана в канцелариите на българската легация в Букурещ, подкрепвана чрез специалните фондове, чрез нарочно създадена преса и пр., идеята за българска партия най-после доби реално очертание. Десетина млади адвокатчета и лекари, събрани в Добрич на тайна »учредителна конференция«, подписват нужния протокол и на следния ден двама делегати — адвокатите Ат. Брашованов от Кюстенджа и Теодор Тошев от Добрич, се отправят за Букурещ, да сключат от името на българската партия, изборен пакт с правителството на Маниу.

Какво е било поведението на правителството?, — ето що пише по тоя въпрос един от делегатите — Ат. Брашованов в брой 2 на своя в-к »Трибуна«: »Г-н Маниу и г. Михалаке отблъснаха изборното разбирателство, което им се предложи от мен и г. Тошев и то при най-минимални искания от страна на нашата, макар и още млада, политическа миноритарна организация, но която искрено и безрезервно изказва своите симпатии към новото правителство и самата Национал-паранистка партия. Новото правителство на г. Маниу можеше и требаше да избегне тая политическа според мен грешка.« Опитите на делегацията да влезе в разбирателство с другите миноритарни партии в Ромъния, тоже не са дали никакъв резултат.

За да спечели изборите в Добруджа, очевидно бе, че правителството на Маниу не се нуждеше от никакви политически съюзници, най-малко от празната фирма на току що излюпената партия на българското малцинство. Първо, правителството разполагаше с целия административен апарат, който винаги до сега акуратно и съвестно е осигурявал абсолютното болшинство за всички досегашни правителства. От друга страна, Маниу можеше, както всички свои предшественици, да спекулира с един твърде болен въпрос — закона за собствеността. Всички предизборни събрания в Добруджа станаха под знака на широките обещания и тържествените клетви на правителствените кандидати, че закона за собствеността ще бъде отменен и отнетите земи ще бъдат върнати на селяните. Сам министъра на земледелието — Ион Михалаке, издаде специално комюнике в разгара на изборните борби. »С твърдо намерение съм да модифицирам закона за собствеността от 1924 г., който закон сметам за несправедлив и ще ревизирам прилагането му, което считам за произволно. Ще назнача една комисия за основното проучване на тая проблема. Не ще отнема обаче, земята на колонистите, а напротив, ще взема мерки за подобряването на техната участ, както в Четирижълника, тѝ и в целото царство.« Така гласи министерското комюнике пѝлно с предизборна демагогия. Защото, как ще се ревизира закона за собствеността и каква полза за добруджанските селяни, когато заграбените им земи ще продължат да остават и за в бъдеще в ръцете на колонистите?

Изборния период обаче, бе твърде кратък, обещанията на правителствените кандидати твърде широки, за да може да бъдат измамени и тоя път — и ние сметаме за последен път, добруджанските селяни, че ще им бъде възвърната земята. Медения предизборен месец за добруджанци бе свързан с премахването на цензурата, ангарните, колонистките безчинства позатихнаха, направено бе въобще всичко, за да поличи настѝпилата »нова ера« и в заробената Добруджа.

За Добруджа настѝпва нова »демократическа« ера, такова песен запяха, както фашистката преса от София, тѝ и нейните добруджански събрата — »Курнер«, »Нов глас« и »Трибуна« — органите на новата българска партия. Всички в един глас защитиха тезата, какво българското малцинство трябва масово да подкрепи новото правителство, защото закона за земите ще бъде променен, училищата и черквите върнати и открити на ново, колонизацията спрена и пр. и пр. В тоя дух българската партия издаде специални предизборни позиви. Откъснати от масите, не сполучили да сключат и изборен пакт с правителството, т. е. да си осигурят депутатски кресла, ръководителите на новата партия, една групичка от фалирани политикани от рода на Теодор Тошева и млади интелегенти, поклонници на Мусолини, не можеха да намерят друг изход, освен да капитулират пред правителството и да му дадат безрезервно своята подкрепа. Защото, тѝ им се заповедваше и от София. Българската партия, требаше да стане базата за бъдещето разбирателство и сътрудничество на добруджанската българска буржуазия с ромѝнската власт, да бъде също тѝ и новия помирителен фактор в ромѝно-българските отношения.

Българския фашизъм бе заставен в последно време да направи круп завои в своята национална политика. Българските правителства не можеха повече да пахриват своята политика за реванш чрез поддържането на национал-революционни организации, които от време на време, чрез

своите терристорически действия, да поставят на дневен ред тоя или она от националните въпроси на българския фашизъм. След настѝпилото единство в балканската политика на Англия и Франция, постигнато след сключването на техния военен съюз, за българските фашистки правителства се наложи нов курс. Тоя нов курс препорѝчваше вече масовите легални борби. Тоя е против революционните организации. И действително, фондовете давани до сега на разбойническата организация ВДРО, преминаха вътре в Добруджа. ВДРО бе зачислена в редовете на българската обществена безопасност, а нейното место заето вече от една легална българска партия. Българския фашизъм днес нема и не може да има териториални претенции. Тоя се примирява вече с »повече културни и граждански права и свободи за българските малцинства«. Тая е първата жертва, която българския фашизъм е принуден да даде на »единната« балканска политика на Англия и Франция, за да се дойде до ромѝно-българското разбирателство и до втората по-крупна жертва — участие в бъдещата противосъветска война. Срецу какви компенсации? Сигурно е, не за сметка на територията на великия СССР, а на тая на турска Тракия; може би?

Какво е поведението на заробените добруджански маси спрямо »новата ера« и орѝдието на българския фашизъм в Добруджа — българската партия? Добруджанските селяни днес преживяват своите последни илюзии, те обаче, нивга не са виждали и не виждат в Национал-царанистката партия своя вожд, нито своя избавител от тежкото национално и социално робство. А към българския фашизъм и неговите орѝдия, добруджанските народни маси хранят една органическа умраза. Те не биха никога позволили да се разиграе и върху добруджанските маси онова кърваво юдинско хоро, което непрекъснато от 9 юни насам се разиграва с особена кръвожадност, върху гърба на българските работници и селяни.

»Новата ера« в Добруджа — нека я характеризираме с следните два факта: Доблестния 60 годишен старец от с. цар Асеново — Васил Тончев, заради своя кураж да проявѝгласи в селската крѝчма настѝпването »демокрацията«, бива убит от колонистите. От друга страна, новия терор и насилията над Работническо-селския блок в Добруджа, не са взели такива широки размери както при режима на »демократата« Маниу. Листата на блока в Добричкия окръж, имаща на чело героичния защитник на ромѝнските и добруджанските работници и селяни — Борис Стефанов, не е могла да бъде заверена, поради организираните правителствени шайки.

Добруджанската революционна организация — ДРО, която все повече разширява своето влияние всред добруджанските маси, решително застава на чело на техната освободителна борба, успева, въпреки тежките условия на своята дейност, да разпространи своя предизборен позив, да разбули лжжата и демагогията на национал-царанистите и да поиска гласа на добруджанци в полза на кандидатите на блока, против всички илюзии за »нова ера« в Добруджа, против агентите на българския фашизъм — българската партия, за изграждане на единния национал-революционен фронт на угнетените добруджански маси, против всека политика на помирение с робството, ето лозунгите в името на които ДРО мобилизира добруджанските маси и ще организира техната борба за пѝлна победа — извоюване свободата и независимостта на Добруджа.

Добруджански

Протестния щурм в Германия против белия терор и фашизѝма в България

Кореспонденция от Берлин

I Протеста на работническата и прогресивна Германия в документи

23. На 17. I. т. г. е изпратен от Лайпциг протест до българското правителство, до Генералния консул в Лайпциг и до българския Пѝлномощен министър в Берлин, в който 9,000 членове на Червената помощ в западна Саксония издават най-остър протест против господстващата в страната варварска система и изявяват своята пѝлна солидарност с 1,200-тех политически затворници, които обявиха гладна протестна стачка и искат: **Немедленна обща амнистия за всички политически затворници, премахване на изключителните закони и пр.**

24. На същата дата пак от Лайпциг е изпратен до българския Пѝлномощен министър в Берлин остър, добре

мотивиран протест от »Сдружението за борба против фашисткия терор и сѝдебните процеси«.

Протеста е подписан от Комитета на Сдружението, състоящ се от следните лица: **Р. Хартиг** — учител, **Хане Линдер** — учител, **А. Нагел** — член на Ландтага, **Д-р К. Гелбне** — лекар, **Х. Якобс** — шеф редактор, **Б. Бетелиза** — писателка, **Ф. Редер** — гравиор, **А. Франк** — художник, **К. Щробел** — Председател на Сѝюза на дърводелците в Лайпциг, **Х. Бекер** — писател, **Е. Бйотхер** — Председател на Окрѝжния к-т на Червената помощ в Лайпциг. Подписаните лица от името на Сдружението, което представляват и което наброява десетки хиляди членове, искат от Пѝлномощния министър да донесе до знанието на своето кърваво правителство техния протест и техните искания.

25. **Кйолн — 17. I. 929 г.** Работниците от градските трамваи в Кйолн (източната гара) са изпратили протест до Министерта на правосъдието и до българската легация с молба до последната да го препрати на българското правителство, в който искат: **1. Да се премахнат издадените смъртни присъди, 2. пълна амнистия за политическите затворници, 3. спиране изтезанията над беззащитните политически затворници.**

От името на трамвайните работници в Кйолн са подписали протеста следните лица: доверените лица **Шулте и Хойзер** и делегатите **Шифер, Щаал и Бертцбах.**

26. **Кйолн — 18. I. 929 г.** От името на работниците на фирмата **Линдген-Синове—Кйолн-Мюлхайм**, бетрибсата (фабричния к-т), състоящ се от 55 членове, е изпратил енергичен писмен протест до Министерта на правосъдието в София, с който иска **пълна амнистия и спиране на всички висящи процеси.** Протеста е подписан от 55 пълномощници на работниците от това голямо предприятие.

27. **Франкфурт на Майн — 24. I. 929 г.** Две хиляди трудящи се, събрани да чествуват паметта на Ленича, искат: **освобождането на всички пролетарски политически затворници и спирането на всички процеси против класосъзнателните работници и дребните селяни, възстановяването на пълната легалност на Комунистическата партия и всички други класови работнически организации в България.**

28. **Бохум — На 12. I. 929 г. се е състояло голямо протестно събрание.** Президиума на събранието е отпратил на българския Пълномощен министър в Берлин от името на събраните хиляди работници и работнички протест, в който, като се изказва симпатията на последните към 1,200-те политически затворници, обявили протестна гладна стачка, протестират най-решително против режима и искат **незабавна обща амнистия и освобождането на жертвите на терора.**

29. Подобни протести са изпратени още и от следните места и организации:

а) **От Бетрибсата (фабричния к-т) на фирмата Хеденхаймер Купферверке—Кйолн-Еренфелд** на 15. I. 929 г.,

б) **От публичното събрание на Международната работническа помощ в Хамбор** на 13. I. 929 г.,

в) **От функционерите на Червената помощ-Бремен** на 23. I. 929 г.,

г) **От местната организация на Червената помощ в Бошелн-Юбах** на 24. I. 929 г.,

д) **От местната организация на Червената помощ в Нотберг (средния Рейн)** на 24. I. 929 г.,

е) **От масовото протестно 5,000-но събрание в Кйолн** на 21. I. 929 г.,

ж) **От местната организация на Червената помощ в Зедниц** и пр. и пр.

30. На 31. I. т. г. **Окръжния к-т на Червената помощ в средния Рейн** е изпратил едно мотивирано писмо до Прокурора на Софийския окр. съд по въпроса за конфискуваните у двете сестри Люба и Вера Тупаничарови 500 марки помощни пари, които Червената помощ в средния Рейн е изпратила за подписаните ней политически затворници в Софийския централен затвор и за техните страждущи близки.

31. **Берлин — 28. I. 929 г.** Предаваме текстуално следното писмо, което на горната дата е отпратено до Министер-председателя Ляпчев, с копие до М-ра на правосъдието Кулев, Председателя на Народното събрание Ал. Цанков, до Председателите на всички парламентарни групи и до целата българска преса. Това писмо е подписано от ред видни лица, които немаат нищо общо с комунистическото движение, принадлежат към разни буржуазни политически и идейни направления и не могат да бъдат заподозрени в симпатии към болшевиизма. Това писмо показва колко широко и могъщо е влиянието на протестното движение, дори върху чуждите на пролетариата среди и колко далеч е отишло компрометирането и изолирането на сговористкото правителство в Германия.

Писмото гласи:

»Г-н Министър-председателю!

Свобододлюбивите, интелектуалните и културни среди на западна Европа, са поразени от новината: протестна гладна стачка на стотици политически затворници в България! Всички жестокости против затворниците, които предизвикват ужас и отвращение, насилията над трудящото се население, целия произволнически режим на полицията от времето на Цанковото правителство, възкръсват отново в съзнанието на политически и социално интересуваните се кръгове.

Обаче, също така излъгани са и очакванията, които се възлагаха върху вашето правителство. Сто-

тици политически затворници в занданите, 1,500 българи в емиграция, избегали из страната, никакви политически, културни и духовни свободи, никакво коалиционно право за трудящите се, това е едно недостойно положение за една страна, която претендира да е културна страна.

Бруталния затворнически режим, жестоките наказания, изтезанията на затворниците, ненаказаните легални и нелегални политически убийства, които се извършват от »неотговорните фактори«, целата насилническа система, която не разрешава на работните маси никаква свобода, която им пречи да защитават своите стопански, културни и социални интереси, всичко това се схваща от културните страни на западна Европа като позор за целия свет.

В името на стотици едномилшеници, позволяваме си да обрнем вашето внимание върху страшно то отвращение против правителствените методи на вашия кабинет и неговите органи, което господствува в всички прогресивни среди в чужбина. Ние изказваме своето убеждение, че и за България съществуват предусловията за една реформа, в смисъл на едно възстановяване на конституционните народни свободи, даже при реставриране на консервативните схващания.

Приемете и пр. и пр.

Подписали:

Рудолф Леонард—Париж, **Д-р Манфред Георг**—шеф редактор, **Карл фон Осиецки**—издател на »Weltbühne«, **Директор Херман Валден**, **Ото Нушке**—член на Пруския Ландтаг и редактор на ежедневника »Volkszeitung«—демократ, **Вилан Херцфелд**—издател.

(Следва)

Г. Ардов

Националния гнет в Ромжния

Ромжния, една от победителките балкански страни, от всеобщата война излезе силно увеличена. В нейните значително разширени граници, включени бидоха територии и населения, които я повече от удвоиха. От 137,903 кв. км. повърхност, с 7,6 милиона население, колкото наброяваше старото ромжнско кралство, тя нарастна на 297,244 кв. км. с 16,9 милиона население. Но с присъединяването на богатите и гъсто населени нови области, Ромжния изгуби предишния си характер на хомогенна национална държава. В Трансилвания, Буковина, Банат, Бесарабия и Добруджа, ромжнския национален елемент или слабо е застъпен, или съвършено отсъствува, и в »велика Ромжния«, ромжнския народ, наброяващ 8,2 милиона, остана под 50%, до като другите народности — унгарци 2,9 милиона, бесарабски молдовани 1,95 милиона, руси и украинци 1,016 милиона, немци 887 хиляди, евреи 887 хиляди, българи 530 хиляди, турци и татари 310 хиляди, рутени, гърци, арменци и други 570 хиляди, общо взети съставляват 52,5%.

Новите области, исторически и етнически чужди на Ромжния, бидоха присвоени не по мирен начин, не при съгласието на техните населения, а насилствено — по силата на открит военен грабеж, анексия. С по-висока култура и при по-високо стъпало на економическо развитие, тех, ромжнската олигархия, не можеше освен с помощта на насилството да се помъчи да погълне и асимилира. И десетте години, ромжнския режим, бе режим на национален, економически, културен и политически гнет. Чрез редица специално създадени закони и многобройни беззакония, на населението от не ромжнска народност се отнема просто възможността да съществува. Селяни, работници, занаятчии, търговци и пр. последователно се лишават от землицата и имуществата и се заставят да търсят препитание извън пределите на Ромжния. Безцеремонно се закриват училища, разтурят се културни асоциации и се забранява всекаква национално-просветна проява. Военно положение, военни съдилища, арести, процеси, полицейски нападения и периодически устройвани погроми от фашистки банди, придружавани с варварски изтълпления и масови разстрели, каквито беха случайте в Кроншат, Клаузенбург, Черновиц, Татар-Бунар и др., засилват масовото емигриране из Трансилвания, Банат, Буковина, Бесарабия. Изключение не прави и Добруджа.

Присвоена през войната в 1878 год. чрез замена с Бесарабия (южната част — през балканската война), Добруджа за ромжнските чокчи е особено ценна. Нейните богати брегове представляват удобна база за пристанища, а през нея минава също пътя за проникване до-късно на юг, към Проливите. И ромжнските сатрапи, въпреки срещаната

враждебност и енергичната опротива от страна на национално будното добруджанско население, с всички средства и способности, усилено денационализират и ромънизират тај чужда зем-зема. Тук грабежа и терора са доведени до особено заострени форми. Землицата на селяните се отнемат по разни, стъжмени начини: аграрна реформа, проверка на документи за сопственост, проверка на поданство, антария, данъци, берии, глоби и пр. и пр., в резултат на които и селяни и граѓани остават с големи ржце и тежки задлжжения. От български и труски училища и други културно-просветни институти и помен не остана. Само в јужна Добруджа през последните десет години закрити бидоха 221 основни училища, 3 гимназии, 57 читалища и 21,617 ученици са се лишили от правото да се учат на матерниот си език.

Учителите, сџдии, адвокати и изобщо по-будната част от добруджанското население се прогонва, а арести, побои и често разстрели, очакват всекиго, којто се опита да вдигне глас на протест.

Извжн терора, упражняван от редовните административно-полицейски органи, в Добруджа е създадена и специална насилническо-фашистка организација наречена »Асџ. Româneasca«, којто под ржководството и закрилата на висши административни чиновници — префекти, шефове на »Сигуранцата« и пр., ежегодно устройва побои и изби-вания над стотици и хиляди невини добруджанци — българи, турци, татари, арменци, евреи, гжрци, албанци, руси и други. Сжставена изключително от »куцовласи« — доведени от Македонија, като познати с своите варварски нрави, »Асџ. Româneasca« е истински кошмар за населението в Добруджа. Вжоржжени и облечени в неограничени права, куцовлашките банди сноват на длжж и пир по Добруджа, влизат безцеремонно в жилищата на добруджанци, устройват се там като у дома си, служат си с инвентар, покжщница и задигат всичко, каквото им се хареса. Под закрилата на властите, не един нжт, от тех, в редица села, поголовно мжжкото население е подлагано на жестоки изгезания, а жените и девиците, в пиянски оргии, бити и изнасилвани.

Не един нжт те устройваха безнаказано масова сеч и в свирепоста си, достигнаха до горене на живи хора.

Насилията и изтжлненията на »Асџ. Româneasca« се улесняват от друга, аналогична ней фашистка организација — Вжтрешната добруджанска револуционна организација — ВДРО, сжздадена в България, от българските власти, кждето неколку карьеристи, правителствени протезети, организират на българска територија чети, вжоржжават ги и ги пращат в Добруджа, като под маската на подготвяне револуционен освобождаване на Добруджа, вжршат нападения и обيري и неизбежно по некога се обљжкват с граничната охрана. Обљжкванията, при които случва се да падат и човешки жервти, »Асџ. Româneasca« умело използва за подхранване и оправдаване на вжршените от нея жестокости.

В България, ВДРО, в ржцете на българската власт, служи като удобен инструмент за потискане на освободителното добруджанско движение. Четници от ВДРО, сжвместно с преоблечени полицаи избиха добруджански дейци, като Дочо Михайлов, Г. Гицов, Т. Господжаков, Друмев, Ив. Крастев и др.

Против ВДРО, против »Асџ. Româneasca« и изобщо против режима на насилствено денационализиране и колонизиране на Добруджа, добруджанското население не еднократно е протестирало. С протести и апели за закрила, то се е обржцало кжм ОН и др. международни форуми, но неговите апели оставаха винаги не чути и предпамерно неразбрани. Обречено на затриване, унижожение, угнетеното добруджанско население потжрси сили за заштита и спасение от тиранијата и фашизјма в себе си. Вжпреки трудностите, то успе да сжздаде своя национал-револуционна организација — Добруджанска револуционна организација — ДРО, којто противоставяјќи се на терора и сочечки на добруджанци нжтја са спасение от националното робство в извовање на свободната Добруджанска република, чрез масовите револуционни борби, сплотява околу себе си масите от всички народности в Добруджа.

A.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА
ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАПРЕДНА ЕВРОПА ПРОТИВ ФАШИСТИЧКЕ УМРО И ПРОТИВ БУГАРСКЕ ВОЈНИЧКЕ ВЛАДЕ

За ослобођење Македоније! За мир на Балкану!

За интернационалну анкету у сва три дела Македоније!

Интернационални протест против покоља које почи- нисе баде фашистичке УМРО у Македонији под бугарским јармом и против ужасног удеса македонског народа кога уговори о миру поделише између Бугарске, Југославије и Грчке, на захтев за успостављење интернационалне и не- пристране анкете да та приправи решење македонског пи- тања — ова племенита иницијатива најодличнијих интелек- туалаца Француске заузимље ове величанственији замах. Најуваженије личности научног, литерарног и политичког света из свих земаља Европе потписују у све већем броју овој једнодушни протест целог културног света и тим необично јачају његово значење. У нашем задњем броју обелоданисмо тај протест, кога потписаше више од сто фран- цуских и италијанских представника од светског гласа нај- племенитијег јавног мишљења, међу осталима: Виктор Мар- герит, Леон Базалжет, Хабари, Леон Верт, Шарл Брин, Шампсио, Зиромски, Виктор Баш, Марсел Кашен, П. Војан- Кугуриа, Жан Лонге, М. Делелин, Емил Кан, Бернар Лакас, Пол Луи, Фелисјен Шале, Фердинанд Корнос, Брак, Еме Мери, Морис Јункер, Жорж Пиош, Ф. Турати, К. Тревес, Н. Балдини, Л. Кампалонги, Е. Киза, М. Пистоки, Буоци, Мадам Древо, Мадам Дишен, А. Балабанова, и т. д. Данас обелоданујемо више од 200 нових потписа најодличнијих представника напредног европског мишљења. Акција се

настава. Право се диже и буни против самовоље, тираније и злочина.

Овој сјајни, једнодушни интернационални протестни покрет против патња Македонаца и за њихово ослобођење у исти је мах озбиљна опомена тиранији у Југославији коју је сада официјелно прокламовао Александар Карађорђевић, пошто је већ тамо годинама беснила под маском лажног парламентаризма. Напредна, демократска Европа неће више остати скрштених руку као прости посматрач у очи таквих злочина који гуще у крви све балканске народе.

Интернационална анкета »Балканске Федерације« о решењу балканских питања, у којој суделоваху најуваженије личности научне, литерарне и политичке Европе била је студија македонског питања наполе, а балканског питања уопште. Садањи општи протест културног света и његов захтев да се успостави интернационална анкетна комисија у свим трим деловима Македоније већ је прва, прецизна мера за решење македонског, а по том и балканског питања. Кул- турна Европа узимље сада у своје руке задапу да учини крај трагичној судбини македонског народа и осталих потла- чених балканских нација. Ова је околност од непроцењене важности за ослобођење балканских народа.

Редакција

За мир на Балкану

Потписани сматрају за своју дужност да упозоре јавно мишљење на ужасне догађаје, који се сада одигравају на бугарском земљишту између македонских фракција.

Убиство генерала Протогеровога 7. јула 1928. г. по наредби његовог такмаца Ивана Михајлова дало је непосредни повод овим страховитим појединачним и масовним убиствима. Присташе Протогеровога и Михајлова у Софији и у бугарском делу Македоније убијају се међусобно. Број палих изнаша већ 1000.

Пред убиством Протогеровога починише наоружане комитативске банде мноштво убиства, напада и препада. Одговорност за сва ова крвава дела носи »Унутрашња Македонска Революционарна Организација« (У. М. Р. О.), одкад је ова — некад ослободилачким идеалима настројена организација пала у руке бугарских реакционарних и фашистичких анек-сиониста.

Комитације који се данас међусобно убијају суделују у свим злочинима белог терора, кому је од 1923 до 1928 пало жртвом више од 25.000 људи. Пре него букнуше ове унутрашње борбе, поубијаше комитације већ хекатомбе бугарских и македонских антифашиста из свих партија. Њихови су саучесници бугарске владе, организатори државног удара. Једна од македонских фракција које су се међусобно побијале држала је са господином Ђапчевом, генералом Влковым и краљем, друга је била у служби господе Занкова и генерала Русева. Обадве се фракције бију за ова два огранка бугарског фашизма.

Бугарски и македонски народ, кога су уговори о миру поделили између Бугарске, Југославије и Грчке, жртва је овог стања.

Интернационално јавно мишљење мора им притећи у помоћ, тим више што македонско-бугарске смутње представљају сталну погубел за нови балкански и светски рат.

Тим што потписани протестују против злочина које починише македонски фашисти изјављују да се македонско питање може да реши само у духу слободе и равноправности. Захтевају да се у сва три дела Македоније организује интернационална анкета са потпуном гаранцијом непристраниности да приправи ово — за ослобођење Балкану неопходно нужно решење.

Потписани:

Општш Савез ратних и радних жртава: Др. Кречмар; Др. Ернест Арон, адвокат и нотар; Др. Фриц Ауслендер, члан пруског парламента; госпођа Анита Аугспург, Минхен, позната падафисткиња; Др. Александар, члан парламента, Берлин; Др. Алфред Берг, судија, Берлин; Макс Барт, књижевник; Ервин Бергер, књижевник, Берлин; Др. Карл Булке, књижевник, Берлин; Сигфрид Берггрин, књижевник, Берлин; госпођа Лисе Бертрам, књижевник, Берлин; Др. Бокмиле, ректор, Бармен; госпођа Грете Бокмиле, књижевник, Бармен; Ханс Бехер, књижевник, Бармен; Јулиан Борхардт, књижевник, Берлин; Мартин Барковски, бивши председник општине, Кењигсберг; Др. мед. Карл Фридрих Бахман; Др. Артур Брандт, адвокат, Берлин; госпођа Елза Браунфелд, учитељица обрта, Есен; Савезна Управа немачког пацифистичког студентског савеза, Берлин; Едуард Бернштајн, књижевник, Берлин-Шенеберг; Гертруд Бер, интернационална Лига жена за мир и слободу (немачка секција); Др. Г. Коен, судски саветник, Берлин; Др. Ханс Кон, адвокат, Берлин; Др. мед. Ернест Кон, Берлин; Л. Кодело, књижевник, Берлин; Др. Каспари, драматург, Берлин; Георг Давидсон, књижевник, Берлин; Курт Давидсон, секретар, Берлин; Вилхелм Дивел, уредник, Берлин; Адолф Детер, уредник, Берлин; линг, генерал изван службе; Томас Мартин Елстер; Проф. Др. Дери, историчар уметности, Берлин; Бертолд фон Дајм-Алберт Ајнштајн, Берлин-Шенеберг; Проф. Др. Ебнер, Берлин-Шенеберг; Паул Елснер; Валц Енгел, Берлин-Шенеберг; Алфред Ајххолц; Лина Ајххолц; Др. Јохана Ебнер, Берлин-Шенеберг; госпођа Гертруд Ајсолд, глумица, Берлин; Валтер Фридлендер, прадски саветник, Берлин; Др. Евалд Фабиан, записничар друштва социјалистичких лекара, Берлин; Др. Франке, пастор цркве Светог Крижа, Берлин; Леонард Франк, књижевник, Берлин; Др. А. Фрајмут, председник сената изван службе, Берлин; Др. Леон Фајхвангер, Берлин; адвокат Др. Фрајтаг; Ханс Флајшнер, уредник, Бреслау; Алберт Флорат, глумац државног позоришта, Берлин; госпођа Марија Фурман, учитељица гимнастике, Есен; Др. Фрајнд, директор министарства, Дресден; Др. Лео Фридлендер, градски саветник, Берлин; Проф. Др. Фрис, Берлин; Ханс Фридлендер, Берлин; Курт Фридлендер, Берлин; Ема Фридлендер, Берлин; Др. Емил Фридлендер, Берлин; Макс Голдберг, Берлин; Проф. Ханс Голдберг, Берлин; Курт Гросман, секретар немачке Лиге за човекова права, Берлин; Ханс Гросман, Берлин; Др. Голдштајн, судски саветник, Берлин; Фриц Голдштајн, Берлин; Ханс Гутман, уредник, Берлин; Др. Ханс Герсон, адвокат, Берлин; госпођа Др. Ема Герсон, Берлин; Хуго Герстерхауер, Берлин; Мориц Голдман, адвокат, Берлин; Анри Гилбо, књижевник, сада у Берлину; Ото Грибл, уметник, Дресден; Проф. Алфонс Голдшмид, Берлин; Проф. Гроте, Берлин; Јоханес Гаулие, књижевник, Берлин; Др. мед. Курт Гласер, Берлин; Ханс Гласер, књижевник, Берлин; студ. мед. Ханс Гласер, Берлин; Сигфрид Гласер, Берлин; Паула Гласер, Берлин; Проф. Еуген Херман, књижевник, Берлин; Ерих Хут, Вајмар; Др. Холбах, Берлин; Др. М. Хол, Франкфурт н. Мајни; Ханс Хол, Берлин; Хуго Херман, књижевник, Берлин; Директор Херварт Валден, публициста, Берлин; Др. Макс Ходан, градски лекар, Берлин; Др. Лудвиг Хехт, судски саветник, Берлин; Макс Херити, Берлин; Др. Ролф Хелм, адвокат, Дресден; Др. Артур Хин-

келштајн, Берлин; Др. мед. Бл. Хајлбрун, Фирт у Б.; Др. јур. Ханс Халперт, Берлин; Ханс Хемер, Берлин; Др. инж. Т. Хајд, Дармштадт; Хајнц Херберс, Хаген у В.; Вили Хаус, Берлин; Др. Луаја Густава Хајман, Берлин; адвокат Др. Хајман, Берлин; Др. Херцфелд, адвокат и нотар, Берлин; Др. мед. Фриц Херцфелд, Берлин; Др. Јосиф Хофман, градитељ, Беч; Карл Хофман, Берлин; Др. Курт Хилер, књижевник, Берлин; Ханс Хилер, Берлин; Сигфрид Јакоб, Берлин; Курт Јакоб, Берлин; Сигфрид Јакоби, Берлин; Курт Јакоби, књижевник, Берлин; Др. Ханс Јакоби, Берлин; Ернст Јунгштанд, учитељ, Берлин; Ерик Јохансон, књижевник, Дресден; Паула Јакобсон, Берлин; Др. А. Јакоби, школски саветник, Есен; госпођа Флора Јакоби, Есен; Лизе Јакоб, учитељица гимнастике, Есен; Др. Ернст Исинг, госпођа Текла Исинг; Др. Арнолд Курциг, адвокат, Берлин; Др. Сигфрид Каверау, директор гимназије, Берлин; Др. Л. Кајтн, учитељ, Берлин; Фрајхер фон Кениг, Берлин; Адолф Кајнер, Вајмар; Хилдегард Куншајдт; Др. Лео Кемпнер, судски саветник, Берлин; Др. Кецеке, парох, Презен; Б. Кампфајер, књижевник, Берлин; Др. К. Кепле, адвокат, Бајрајт; Проф. Франтишек Крејчи, Универзитет, Праг; госпођа Хелене Штекер, књижевник, Берлин; Др. Курт Керстен, књижевник, Берлин; Др. Фридрих Кајзер, учитељ гимназије; госпођа Хедвиг Коницки, Бреслау; госпођа Аугуста Кирххоф, Бремен; Антон Катенхајзер, Фирт; Јоахим Курат; Комите за побијање белог терора на Балкану, Беч; Алберт Лепгес; Георг Ледебуер, књижевник, Берлин; Др. Макс Лихтенштајн, адвокат и нотар; Вилхелм Лауер, поштански чиновник; Паула Лукас, Вајмар; Маргот Лукас, Вајмар; Франц Ленхоф, књижевник, Берлин; Проф. Др. П. Ф. Линке; Др. Макс Леви, Хамбург; Сигфрид Леви, Берлин; Проф. Ханс Леви, Берлин; Проф. Хајнрих Леве, Берлин; Др. В. Ланге, директор издавачке књижаре; Ернст Ланге, књижевник, Берлин; Др. Карл Леви, Диселдорф; госпођа М. Лехнер; Вилхелм Ламарсурс; канд. фил. Бертолд Леви, Есен; Др. Леонархардт, књижевник, Берлин; Др. Ханс Ламух, Берлин; Проф. М. Мајер, антиквар; Ханс Миних; Др. Марлингер; Проф. Мајер-Графе, Берлин; Проф. Херман Менаер; госпођа Проф. Менаер; Проф. Др. Аугуст Ман, Гисен; госпођа Ли Мертен, књижевник, Берлин; К. Х. Мартин; Л. М. Матиас; Проф. Др. инж. Менке; Др. Мајер-Хефе; Др. Јулиан Маркуз, Минхен; Др. Фридрих Маса; Херман Магер, Минхен; Ханс Марквалд, Франкфурт н. Мајни; Ерна Маркуз, Берлин; Ханс Маркуз, Берлин; Др. мед. Фриц Маркуз, Берлин; Др. јур. Еуген Маркуз, Берлин; Виктор Ноак, књижевник; Омер Нишани, књижевник; Проф. Неринг; Проф. Паул Естерајх, Берлин; Курт Офенбург; Фриц Ертер, Фирт; Адолф Ото, књижевник, Берлин; Рудолф Прел, адвокат и нотар; Ерих Пискатор, режисер, Берлин; Др. Рудолф Пензиг; Ерих Пепл, учитељ; Вилхелм Пепер; Герхардт Пол, књижевник, Берлин; Ото Нушке, главни уредник, Берлин; Лиц. Ото Пипер, Гетинген; Др. В. Петерс, Карлсхорет; Франц Пфемпферт, књижевник, Берлин; Карл фон Осиецки, књижевник, Берлин; Државни савез сељака, централа Берлин; В. Ризе; Др. Мартин Ризе; Др. Марта Ризе; Макс Рајнхајмер; госпођа Херта Рик; Ото Роденбах; Др. Артур Ернст Рутра; Др. мед. Феликс Роонхајм; Нило Рост, књижевник.

Следи

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Razvoj militarističke diktature ka punoj fašizaciji

Beograd, marta 1929.

Odmah posle evropskog rata veliko-srpski fašizam je počeo praktikovati u širokim razmerama fašističke metode vladavine u okupiranoj Makedoniji i Kosovu. Sve do sredine evropskog rata obe ove oblasti nalazile su se u vanustavnom položaju pod vojnom upravom. Posle evropskog rata fašistički metodi u ovim oblastima su još više pooštreni i prošireni na ostale osvojene oblasti, a poglavito na Crnu Goru, Dalmaciju, Vojvodinu i Bosnu i Hercegovinu. Hrvatska i Slovenačka također nisu bile pošteđene. »Balkanska Federacija« iznela je u više mahova strahovite žrtve, koje su pale pod udarcima fašističkih metoda veliko-srpske vladavine u teku poslednjih 15 godina i ukazivala na tendencije režima ka uklanjanju i poslednjih parlamentarnih formi vladavine, ka otvorenoj diktaturi i teroru u najširim razmerama, čiji bi jedan od glavnih ciljeva bio — definitivno uništenje svih nacionalnih pokreta.

Dva meseca dvorsko-militarističke diktature u Jugoslaviji potvrđuju u najpunijoj meri našu ocenu u gornjem smislu. Hapšenja, prebijanja i ubijanja svih levih opozicionih elemenata, *militariziranje administracije u svima nesrpskim krajevima, a naročito u Makedoniji i Kosovu*, karakterišu ovaj prvi period administrativnog učvršćivanja diktature.

Upravo samo za dva meseca svoga postojanja diktatorski režim je primenio sve metode fašističke administracije talijanske. Fašizacija državne uprave — kako centralne tako i nižih upravnih vlasti — već je delo privedeno kraju. Diktatorsku vlast drži u svojim rukama ministar predsednik, šef militarističke organizacije, koja u Jugoslaviji predstavlja za režim oružanu silu zaštitnicu režima, koju u Italiji predstavlja fašističke organizacije. *Sve ostale vlasti državne, mesne, oblasne, stavljene su pod komandu militarističke organizacije, zajedno sa sudskom vlašću.*

I dok pojedini demokratski političari naivno ili lažno postavljaju i pretresaju pitanje o privremenom trajanju diktature, dotle diktatura prelazi na izgradnju državnog fašističkog sistema, također po ugledu na italijanski. Zakonodavnu funkciju, mesto parlamenta, dobio je u ruke *Zakonodavni odbor, postavljen od diktatora ministra predsednika i kao stručni organ ovoga.* Za privrednu i socijalnu politiku priprema se *Privredni Savet, također kao savetodavni organ ministra predsednika.* Njegovo stupanje u život odlaže se samo dotle, dok se potpuno ne osigura uticaj onih elementa na koje se režim naslanja i čije interese štiti: krupnog kapitala, bankara i veleposednika. Kao fašizam u Italiji, tako i militaristička diktatura u Jugoslaviji ugušuje svaku nefašističku, neregimsku štampu. Pored zakona o štampi, pored zakona o zaštiti poretka koji zabranjuje svaku kritiku ili aluziju, ili nepovoljno mišljenje o učinjnim ili nameravanim aktima režima, diktatura priprema fašističku ustanovu *»Centralne presse« pri predsedništvu vlade, koja će jedino biti merodavna za davanje vesti štampi. Projekat o fašizaciji radničkih sindikata ustanovljava, isto kao u Italiji, državne sindikate u kojima svaki radnik mora biti obavezno član.* Pojačavanje odredaba zakona o zaštiti poretka u državi koje je skoro doneto naročito je upućeno protiv potčinjenih nacija i nacionalnih manjina. Po tim novim odredbama podvrgavaju se državnom sudu i kazni robije ne samo revolucionarne organizacije i teznje da se nasilnim putem promeni današnji poredak u državi, već i samo isticanje zahteva za nacionalnim pravima i slobodama, autonomiji ili nac. nezavisnosti; usmeno ili pismeno ubedjivanje u njihovu opravdanost; iznošenje misli uopšte o državi koje bi drugi mogli shvatiti kao agitovanje za neki drugi državni oblik u Jugoslaviji, pa i samo neprimanje onih funkcija koje režim pojedincima bude dodelio.

Fašiziranje militarističke diktature u Jugoslaviji znači za potčinjene nacije u njoj pokušaj za definitivno ugušenje nacionalnih pokreta i borbe ovih za osnova nacionalna prava i slobode, a za Makedoniju i Kosovo znači mačem i ognjem sprovođenje srbiziranja njihovog stanovništva. Militarističkoj diktaturi koja namerava da završi petnaestogodišnji inkvizitorski veliko-srpski režim brišući s lica zemlje Makedonce, Bugare, Albance, Turke i pretvarajući ostale nacije u filijale

veliko-srpske nacije, mora se odgovoriti podizanjem na noge svih nacionalno i socijalno porobljenih i stupanjem u odlučnu borbu protiv beogradskih tirana — bez oklevanja i bez uzamaka. Proglas nacionalno revolucionarnih organizacija Balkana, objavljen u »Balk. Federaciji« pokazao je, da te organizacije pravilno shvataju svoju istorijsku dužnost. On je podigao duh u masama potčinjenih nacija i pokazao put kojim će ove uskoro, u zbijenim redovima, poći u odlučnu borbu protiv opšteg ugnjetaca.

N. Matijević

Financijski jadi diktature

Put novoga ministra trgovine Dr. Želimira Mažuranića u Pariz imao je drugu svrhu nego li samo formalno potpisivanje trgovačkog ugovora sa Francuskom, što inače u normalnim prilikama obično čine diplomatski činovnici. Ovaj predstavnik hrvatskih kapitalista u diktatorskoj vladi »Bijele Ruke« imao je puno važniju misiju, da utre put toliko željno očekivanom zajmu u inostranstvu. Internacionalnim finansijskim krugovima dobro je poznat teški, gotovo očajni gospodarski položaj Jugoslavije. U velikom dijelu države vlada kronična glad, cijene poljoprivrednih produkata u ogromnom su nerazmjeru prema cijenama industrijskih artikla. Užasnim državnim daćama i nametima država forsira izvoz, i ako množini izvoza odgovaraju cijene izvoza u omjeru 6:1. Generalna direkcija carina objavljuje konačni rezultat za 1928 i to kao izvoz 6 milijarda 444.699.695, a kao uvoz za isto razdoblje 7 milijarda 835.323.096. Prema tomu trgovačka bilanca za 1928 svršava sa pasivom od 1 milijarde 390.626.341.

Uslijed ekonomske pasivnosti naravno da je čitav gospodarski život u ogromnoj krizi i stalnom zastoju. Samo taj moment, bez obzira na političke elemente, može, da vrlo lako skrši vrat nosiocima diktatorskog režima. To znadu vrlo dobro generalski vlastodršci i njihovi savjetnici, pa se za to trude da pod svaku cijenu dodju do inozemnog zajma. Ali je stranom kapitalu poznata isto tako i velika politička labilnost i slaba ekonomska osnova novog režima, pa zato zahtjeva užasnu cijenu. Strani kapital zahtjeva u prvom redu, da država SHS konsoliduje sve ratne i predratne dugove Srbije i ostalih sada jugoslavenskih zemalja, pa da plati u zlatu sve do sada zaostale kamate. Francuski posjednici srpskih kupona obratili su se mirovnom sudu u Haagu, stvar stoji po državu SHS sasvim labavo. Francuska vlada stoji iza francuskih posjednika srpskih kupona i kao prvi uvjet daljnjih razgovora o zajmu zahtjeva, da država SHS prihvati njihove zahtjeve i započne plaćanjem neisplaćenih kupona. Usprkos svih oficijelnih fraza o srdačnom i usrdnom prijemu jugoslavenskog ministra trgovine u Parizu, Mažuraniću nije pošlo za rukom, da u svojim dugim razgovorima uvjeri Poincarèa, Brianda i Cherona o stanovištu svoje vlade, da te zaostale kupone plate u papirnatim francima ili dinarima. Ali osim velike vjerojatnosti, da će jugoslavenska vlada izgubiti svoj proces u Haagu, ona iz političkih razloga mora tražiti izlaz iz ove nezapamćene i strahovite gospodarske krize. U tu svrhu treba joj jedan veliki inostrani zajam, a da do nje ga dodje, treba da uredi sve do sada neuredjene dugove. Koliko će iznositi samo zaostale kamate, teško je ovaj čas izračunati, jer je isplaćivanje nekih kupona obustavljeno već 1914, a većeg dijela 1918. Samo ovaj kratki pregled državnih dugova najlakše će nam dokazati, kako je problem vrlo težak i kako položaj diktatora nije nimalo ružičast.

Dugovi bivše kraljevine Srbije

2% lutrijski zajam 1881	13,170,000
duvanski losovi 1888	8,330,000
4% zajam 1895	314,870,000
5% „ 1902	40,938,000
4.5% „ 1906	67,105,000
5% „ 1913	213,785,500

Dugovi Bosne i Hercegovine

4% zajam 1895	20,320,000
4.5% „ 1898	19,616,000
4.5% „ 1902	71,878,000
5% željeznički zajam 1914	30,000,000
5% investicioni zajam 1914	30,000,000

Dugovi Dalmație	
Ukupni iznos	41,094.000
Dugovi Hrvatske i Slavonije	
4% hrvatsko-slavoniski zemaljski zajam	6,688.800
4-5% otšteta	14,775.650
Dugovi Slovenije	
4% zemljski zajam 1888	2,206.000
4-5% melioracioni zajam 1911	10,600.000
45% zajam 1917	3,963.000
praški dug	3,963.000
Dugovi Crne Gore	
5% londonski zajam	Pfd. 216.340
6% pariski zajam	fr. franci 9,600.900
Državni dugovi SHS	
7% investicioni zajam 1921	Din. 496,059.000
4% agrarne obligacije 1921	Din. 124,355.000
8% Blairov zajam 1922	Dollar 15,250.000
7% " " 1927	Dollar 30,000.000
Relief-dug Engleskoj	Pfd 2,935.170
Ratni-dug Engleskoj	Pfd 32,550.000

Ratni-dug Americi	Dollar 62,250.000
Dug »Steg« u zlatu fr. franaka	6,741.605
5% zajam za nabavke fr. franaka	242,291.990
7-5% bonovi istočnih željeznica fr. fra.	104,980.100
3-5% renta ratne štete	Dinar 4,292,076.000
Dug »Caisse Commune« fr. frcs. u zlatu	408,972.000
Dug »Narodnoj Banci«:	
Za izmjenu krunskih novčanica	Din. 1.062,644.875
Aprovizacija pasivnih predjela	" 40,771.700
Zajam Ministarstva pošta	" 13,750.000
Dug Gospodarskog Društva u Zagrebu	" 14,000.000
Dug beogradskog tramvaja belg. frcs.	3,920.880
Ovdje nijesu uračunati »leteće dugovi« države, koji iznašaju oko 4 milijarde Dinara, pa dug Uprave Monopola 1 milijarda. Emisija ratne štete još nije zaključena, a napomenuti dugovi nijesu konsolidovani. Sigurno će diktatura, da spasi sebe primiti sve obveze i prihvatiti sve zahtjeve međunarodnog kapitala, ali sve će to imati samo časoviti uspjeh.	
Radni narod biti će jači faktor od nosioca novog režima, on će ga osuditi i oboriti, jer to zahtjeva njegova svijest i razvoj događaja.	
Zagreb, 12. III. 1929.	Krešimir Ivačić

FEDERAȚIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Stabilizarea mizeriei, sărăciei și a exploatării

Împrumutul străin, pe care guvernul român îl trata de mai bine de un an de zile, a fost înfățișat contractat. Nu socotim necesar să arătăm condițiile propriu-zise ale împrumutului: dobânda, cursul de emisiune, comisionalele, etc. Ele sunt așa cum sunt de obicei la statele în faliment. Trei lucruri însă trebuie să subliniame, pentru că ele caracterizează nu numai împrumutul, ci și situație și perspectivele apropiate ale României ciocoiești și capitaliste.

În primul rând: pentru garantarea acestui împrumut de 70 milioane dolari guvernul român pune amanet toate întreprinderile regiei monopolurilor statului. Adică fabricile de tutun, minele de sare, etc. Pentru garantarea împrumutului suplimentar de 30 milioane dolari, contractat la trustul suedez de chibrituri, statul concesionează acestui trust exploatarea monopolului chibriturilor. Atât amanetarea celor dintâi cât și concesionarea celui din urmă durează treizeci de ani. Veniturile monopolurilor, care garantează primul împrumut, sunt luate de sub controlul și administrația statului și predate unei Case Autonome, condusă sub directivele bancherilor străini.

În al doilea rând: finanțele statului trec sub controlul bancherilor imperialiști. La Banca Națională a fost instalat un »consilier« desemnat de grupul financiar imperialist în persoana domnului Charles Rist, vice-governator al Băncii Franței. Misiunea acestui »consilier« este să supravegheze stabilizarea și operațiunile în genere ale Băncii Naționale. Budgetul statului, care a fost alcătuit de comun acord cu bancherii străini înainte de lansarea împrumutului și ca o condiție prealabilă a acestuia, este aplicat deasemenea sub controlul finanței imperialiste și nu poate fi depășit sau modificat de cât cu asentimentul acesteia. Mai mult, pentru perioada de treizeci de ani, până la amortizarea împrumutului, parlamentul a »renunțat« la dreptul de a propune sau șterge capitole din proiectele de budget și a »concesionat« acest drept esențial pe sama ministerului de finanțe — care lucrează sub directivele bancherilor străini.

Și în al treilea rând: toată legislația economică este revizuită în conformitate cu cerințele și interesele capitalului străin, care capătă »egalizarea« cu capitalul indigen la exploatarea bogățiilor țării și a muncii popoarelor din România. Cum însă în condiții »egale« capitalul străin este incomparabil mai puternic decât cel indigen, sensul acestei »egalizări« reiese delat sine.

Cu un cuvânt: împrumutul predă capitalului străin monopolurile statului, pune întreaga gestiune financiară a statului sub controlul străin și, prin instalarea fără îngrădiri a capitalului imperialist în România, o prefacă pe aceasta într-o semi-colonie a imperialismului apusean. Consecința

politică: prefacerea României, între un grad și mai mare reat a fost cazul până acuma, într'un vasal militar al imperialismului contra Uniunii 3 ovițelor și într'un jandarm al reacțiunii europene. Iată unul din primele »succese« ale »noului« regim inaugurat prin aducerea guvernului național-țărănist la cărmă statului.

Pentru păturile capitaliste împrumutul va aduce, cel puțin pentru un oarecare interval de timp, oarecari îmbunătățiri. Industriașii și marii comercianți vor căpăta mai ușor credite și în condițiuni mai avantajoase, dobânzile enorme de până acuma (câteodată a jungând la 40—50%) vor face loc unor dobânzi mai »normale« (8—10%). Capitalul străin, care pândeste de mult să se repeadă asupra bogățiilor țării, dar care se codea din pricina lipsei de condiții stabile de exploatare și a îngrădirilor regimului monopolist-exclusivist liberal, va veni de-acuma să »fructifice« țara în asociație cu capitaliștii indigeni. Mareaproprietate agrară deasemenea va vedea slăbindu-se puțin cleștele, cu care o gătuia finața brătienistă. Chiar și unele pături ale chiburimii vor profita în oarecare măsură de stabilizare. Dar masele largi ale țărănimii și ale muncitorimii vor fi acele care vor putea ponoasele, pentru că din munca lor vor trebui strânse ratele de amortizare ale împrumuturilor. Astfel prin contractul de concesionare a monopolului chibriturilor se specifică sporirea prețului chibriturilor în etape succesive. Prin noul budget se sporesc birurile directe la salarii și la veniturile generale, dar mai ales cele indirecte. Depeacum economistul Manoilescu previne opinia publică să nu-și facă iluzii: prima perioadă (cel puțin un an) a stabilizării va fi o perioadă de avantagii pentru producție (adică pentru fabricanți), și numai după aceea vor începe să se facă simțite și efectele pentru consumatori. Iar în parlament ministrul muncii, d. Răducanu, s'a văzut nevoit să »apere« muncitorimea arătând, după statistici autorizate, că pe când indexul prețurilor este de 57 de ori prețurile din 1916 (în realitate el este de 75 de ori și manifestă o vădită tendință de creștere), indexul salariilor este de numai 28. Cu alte cuvinte salariul real al muncitorilor din România este, după însăși datele domnului ministru, numai jumătate din ce a fost înainte de război — după situația adevărată de pe piață însă salariul real este de numai 37%. Deocamdată șomajul sporește, în loc de a scădea, și foamea și frigul goneste uni pe șomeri pe străzi. Guvernul răspunde însă cu șarje de cavalerie, cum a fost cazul la Arad.

La țară situația este catastrofală. Basarabia, o mare parte din Moldova, din Transilvania, toată Oltenia, unele părți din Dobrogea sunt bântuite de o foamete, cum România

nu a mai văzut-o după război. Sute și mii de țărani, de femei și de copii mor literalemente de foame. În multe părți masele de infomeți au asaltat și devastat primăriile punând mâna pe depozitele de cereale. Frigul din Februarie a venit să înăsprească încă această situație. În toate părțile țării, care și-au vândut și cele din urmă obiecte casnice pentru o coajă de pâine, își înstrăinează petecile de pământ și fug în lumea largă, asediind birourile de emigrare sau invadând orașele, unde îngroașă rândurile cerșetorilor. Din Ardeal, regiune unde creșterea vitelor formează una din bazele agriculturii, vin vești desperate. Din lipsă de pâine mor oamenii, din lipsă de nutreț mor vitele. Țăranii vând deaceia vitele pe prețuri de nimic. În toate provinciile ajutoarele mizerabile în natură (porumb și sămânță) sunt date cu titlu de împrumut: anul viitor țării vor trebui să întoarcă prețul «ajutoarelor» de acum. Cum însă ei și-au înstrăinat sau își înstrăinează instrumentele de muncă, vitele, ba chiar și petecile de pământ, eiși «asigură» printr'asta deoacuma condiții imposibile pentru înapoierea împruncitorilor prinite ca «ajutor». Mai mult încă: gerul din Februarie a găsit în foarte multe părți câmpul neacoperit de zăpadă, ceea ce distruge complet însământările de rapiță din toamnă și a compromis grav pe cele de grâu. Dacă mai adăgăm că în multe părți ajutoarele pentru sămânță au fost consumate de țărani pentru hrană, atunci avem schițat tabloul recoltei viitoare. Anul agricol ce vine va fi un dezastru.

Pentru România însă fără eminentamente agricolă, recolta este factorul determinant pentru toată economia națională.

O recoltă proastă înseamnă criză generală în toate ramurile vieții economice. O recoltă proastă, după recoltile proaste din anii trecuți și după stabilizare, înseamnă periclitarea acestei fragile stabilizări însăși. Zile negre așteaptă masele populare muncitoare. Guvernul național-țărănist este nepuținios în fața acestei situații grele și a perspectivelor și mai grele încă. Masele și-au pus nădejdea în național-țărăniști și așteaptă fapte dela guvernul Maniu. Acesta însă nu a putut da, pentru că este el însuși un guvern capitalist travestit în straie țărănești, decât până acuma impozite, și pentru viitor făgăduiește... vorbe. Deziluzia în sanul maselelor înaintea cu pași repezi. Ce-i rămâne guvernului de făcut alta, decât să răspundă prin înapoierea prigoinei contra grupurilor conștiente muncitorești și țărănești!...

Aceasta nu este o deducție logică, ci o realitate cruntă. Siguranța și consiliile de război, poliția și tribunalele lucrează cu o febrilitate, ce nu lasă în urmă cu nimic regimul liberal. Percheziții și confiscări de ziare muncitorești, arestări și bătăi, greve de foame și sentințe de zeci de ani de închisoare, — iată cronica zilnică a epocii celeia «nouă». Lupta contra exploatării și asuprirei nu a fost scoasă dela ordinea zilei prin venirea național-țărăniștilor la guvern. Fiecare zi, fiecare ceas o dovedește. Lupta aluat numai o formă superioară: forma luptei contra clasei stăpânitoare în întregime, contra liberalilor și a național-țărăniștilor aliați cu finanța imperialistă. Această luptă nu va putea înceta decât odată cu doborârea regimului de exploatare economică ai de asuprire politică și națională însuși.

I. Mateescu

Procesul lui Al. Dobrogeanu-Gherea este procesul maselelor muncitoare din România

»N'avem nici un temei legal de a-l condamna pe Gherea. Dar îl vom zdrobi fiindcă altfel ideile lui ne vor zdrobi«.

Ziarele Cuvântul și Curentul

Aceste rânduri, publicate de ziarele fascisto-naționaliste Cuvântul și Curentul caracterizează pe deplin atmosfera în care s'a desfășurat procesul luptătorului Al. Dobrogeanu-Gherea cît și noua poziție de luptă pe care o ia burghezia română în contra clasei muncitoare în general și a organizațiilor revoluționare ale proletariatului în special.

Pe când ministrul de finanțe Popovici declară ziarștilor, la Paris, după încheierea împrumutului, «că în România domnește acum libertatea, că întreaga țară e consolidată și că nu sunt evenimente de așteptat cari ar putea stingheri întru citva desfășurarea normală a serviciului împrumutului» — se desfășura în fața Curții marțiale din București procesul luptei maselelor muncitoare din România, reprezentate prin conducătorul lor, prin fruntașul comunist Al. Dobrogeanu-Gherea, proces care s'a terminat deocamdată cu condamnarea lui la 8 ani de închisoare grea.

Dacă acest proces nu a atras îndeajuns cu sine atenția și protestul opiniei publice democratice și a maselelor muncitoare din Europa, apoi aceasta se datorește în bună parte și reclamei «democratismului» de care se cam bucură guvernul d. Maniu, reclamă făcută chiar de presa democratică și socialdemocrată. Căci altfel nu se poate explica cum unele organe pot întrezări semnele unei noi și adevărate ere democratice dela venirea la putere a guvernului național-țărănist și aruncarea actelor de nelegiuire, ce se comit și mai des și mai deschis ca mai înainte, pe spinarea unui aparat birocratic liberal... care sabotează măsurile de legalitate național-țărăniste...

Noi am prevăzut chiar dela venirea la putere a noului guvern «democratismul» său — iar ultima faptă a justiției militare afirmă cu virf și indesat cele prevăzute.

Neacordarea amnistiei politice, militare și agrare, respingerea recursului lui Boris Stefanoff și al lui Zaharescu, deslănțuirea unei prigoane aspre, în timpul «alegerilor libere», tocmai în contra organizațiilor revoluționare ale proletariatului — toate aceste călcări de legi mari și mici, — comise pînă la încheierea împrumutului — de către guvernul care se bătea în piept că vrea restaurarea «legalității», găsește încoronarea în procesul lui Al. Dobrogeanu-Gherea. Condamnarea sa urmă ca o subliniere a celor spuse de ministrul de finanțe, arătînd cum înțelege guvernul să asigure funcționarea regulată a serviciului împrumutului.

Cum s'a desfășurat acest proces și de ce a fost condamnat Al. Dobrogeanu-Gherea la 8 ani de închisoare grea?

După cum se știe, el a fost arestat în luna ianuarie a. e puțin timp după întoarcerea sa din Rusia, unde se refugiase în anul 1925. El a fost condamnat atunci în lipsă la 10 ani de închisoare grea, la procesul intentat partidului comunist român. Ca și în procesul Partidului comunist (Fracmazonă) din vara anului 1925, justiția militară nu a dovedit alte delictе în sarcina fruntașului comunist Al. Dobrogeanu-Gherea decît faptul că el face parte din acest partid și că a activat în interesul maselelor muncitoare din România. Ca și celelalte procese îndreptate în contra conducătorilor organizațiilor revoluționare muncitorești, acest proces nu a fost decît un proces de convingeri, proces care arată însă în mod fățis progresele cele face fascismul, adică dictatura deschisă a capitalismului din România împotriva maselelor muncitoare, dictatură care speră să asigure prin aceste mijloace așanarea finanțelor, înlăturarea crizei economice cât și pregătirea în liniște a războiului în contra Uniunii Sovietelor.

Colonelul Botescu Ion, președintele Consiliului de război, spuse deschis în cuvîntarea sa la deschiderea dezbaterilor procesului: «atrag atenția publicului din sală (adică a delegaților muncitorilor), că interzic cu desăvîrșire orice manifestare, orice exclamație, orice murmur, orice semn ce s'ar putea considera de mine favorabil acuzatului sau contra consiliului și a autorităților superioare». El atrase deasemenea și atenția apărării, că nu permite cu nici un cuvînt să se atace «guvernele țării» sau alte autorități de stat. Apărarea propuse chemarea a 62 de martori, justiția militară nu cită însă decît 8 din ei. Dosarele — 18 la număr, conținînd vreo 20.000 de pagini — nu au fost puse la dispoziția apărării și a acuzatului decît cu o zi înainte de proces. În zadar a protestat apărarea contra acestei măsuri mîrșave, cerînd amînarea procesului pentru a se putea studia actele, în zadar a demonstrat apărarea că justiția militară nu e competentă să judece un proces politic, apoi că nu mai exista stare de asediu, iar că dispoziția după care procesele în curs se pot judeca de consiliile de război e neconstituțională, pentrucă ea se bazează pe legea dela 1864, (cînd Principatele române se găseau sub domnia turcilor!) lege care a fost anulată prin constituțiile dela 1866 și 1923 — toate acestea au fost totuși aruncate de Consiliul de război, declarîndu-se competente. Se înțelege dela sine că graba justiției militare era în strînsă legătură cu încheierea împrumutului.

Acuzatul, în fața Consiliului de război, istovit de greva foamei și a setei, nu avu libertatea să vorbească decît ceea ce-i convenea președintelui curții militare. Cînd acuzatul vroi să arate că trădările național-țărăniste de azi își au o origină mai veche, nemaipomenind nici una din făgăduelile făcute maselelor, președintele îi spuse: Nu ne inte-

reseazë politike, noi sintem militari. Ai toatë libertatea së vorbesti, dar aça cum iti spun eu.

»Pe ce bazë cere comisarul regal condamnarea mea?» spuse Al. Dobrogeanu-Gherea? Tot ceeace se gëseste precis in dosare, e un proect de program in chestia țărënescë. Constitue aceasta o crimë? Sau se poate considera ca o crimë fapta cã am organizat nucleee comuniste? Care-i legea care opreste aça ceva? Eu cred, cã dacã justitiia militarë mã va condamna, ceeace aștept cu seninãtate, o va face pentru a apãra interesele clasei stãpinitoare, de zdrobire a masselor muncitoare. Acuzatul, rãspunzind la intrebãrile președintelui, afirmã ca a fost și se va mai duce de va avea putința, in Uniunea Sovietelor, cã poporul rus nu e dusman ci prieten al poporului muncitor romin, cã a fost membru in sindicatele Unitare unde a activat dupã cum i-a dictat conștiința de comunist.

Printre martorii citați se gësea d. M. Manoilescu, fost averescan, C. Stere, fruntaș naționalțărënist, Jean Th. Florescu, fost ministru liberal și medicul inchișoarei Jilava.

Primul martor declarã cã afișarea unui program politic nu poate fi socotitã a delict, iar clandestinismul nu poate fi pedepsit ci numai cãlcarea legilor. Situația pãturilor de jos e grea in Romãnia. In chestia Basarabiei, care constituie un punct principal de acuzare, partidul comunist luptind pentru dreptul de determinare pinã la deslìpire, d. Manoilescu declarã cã »cererea unui plebiscit in Basarabia e nepatrioticã, dar nu ilegalã«. Al doilea martor, d. Stere, ocolește orice intrebare nedind vreun rãspuns lãmurit, spre a nu arãta diferența dintre cele arãtate mai eri, in opoziție, și cele practicate azi, cind partidul cãruia apartine e la putere. Al treilea martor, d. Florescu, spune cã in strãinãtate se gësece partide comuniste, cari sunt afiliate la Internaționala comunistã, dar nu cunoaște nici un caz in care vreun comunist sã fi fost dat in judecatã, socotit din cauza afilierii cã ar fi agent al guvernului sovietic. Medicul inchișoarei Jilava recunoaște cã deținuții politici au fost ținuți timp

de 40 de zile la carcerã in timp de iarnã, pe gerul cel mai apru.

Am redat in cîteva cuvinte spusele martorilor spre a arãta de cit cinism și demagogie sint ei in stare, cãci atit sub liberali cit și sub averescani clasa muncitoare din Romãnia a avut de indurat aceeași cruntã teroare ca și sub »legalismul« național-țărënesc, iar fruntașii mișcãrii revoluționare au avut de indurat și indurã — in beciurile Siguranței și prin temnițele inchișorilor — torturile cele mai crude. Dupã 8 zile de debateri Consiliul de rãzboiu impiedicã pe acuzatul Al. Dobrogeanu-Gherea sã-și spunã ultimul cuvint, și intrind in deliberare il condamnã la 8 ani de inchișoare grea, pentru cã el a luptat pentru împãrtșirea marilor moșii boeroști la țărãni sãraci, pentru pace cu Uniunea Sovietelor, pentru legalizarea partidului comunist, a tineretului comunist și a ajutorului roșu muncitoresc, precum și pentru libertatea minoritãților pinã la deslìpirea lor de Romãnia.

Indatã dupã arestarea sa, D. Dobrogeanu-Gherea a declarat greva foamei și a setei, spre a aștepta mai intiu judecarea procesului pe picior liber, apoi și ca protest in contra grabei și a ticãloșiei desfășurãrii procesului, nedindu-i nici o posibilitate de apãrare. Acum el continuã aceastã grevã a foamei și a setei ca protest suprem in contra acestei sentințe barbare. El se gëseste de mai bine de o lunã in greva foamei și a setei. Istovit cu totul, sbirii militari Fau transportat dela Jilava la spitalul militar, unde e pãzit de santinele.

Datoria muncitorimei europene și a tuturor cercurilor progresiste și democratice e de a sustine lupta clasei muncitoare din Romãnia pentru salvarea lui Gherea, a cãruia viață e in mare pericol, și de a organiza o largã campanie pentru a smulge guvernului național-țărënist amnistia politicã, militarã și agrarã, eliberind și salvind astfel dela o moarte sigurã pe martirii clasei muncitoare romine Bujor, Stefanoff, Zaharescu precum și alie sute de incarcerat.

N. Amaru

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUER

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Marëveshja Anglo-Francezë dhe Diktatura fashiste në Jugosllavi

Me neneshkrimin e marëveshjes anglo-franceze nis një faqe e re në historimë e Evropës imperialiste pas luftës se përgjithësme. Një nga qëllimet kryesore të kësaj marëveshjeje është formimi i frontit të përbashkët të Evropës-kapitaliste kundër republikave të Bashkuara të Sovjetëve. Baza, place d'arme-i, si i thonë, i »kryqëzatës« kundër të parit shtet proletar të botës do të jetë Ballkani bashkë me Polloninë.

Mirëpo për të futur shtetet e Ballkanit në këtë valle, imperialistëve anglo-francezë u duhet të sigurojnë »paqen sociale« të brëndëshme në këto shtete, të meremetisin sido kudo bazat e tyre ekonomike që po lëkunden prej krizës kronike dhe pastaj të zbutin me një farë mënyre antagonizmat e ashpra që i përcajjnë në mes të tyre.

Në bllokun kundër Sovjetëve Jugosllavia do të lozë pa dyshim një rol të dorës së parë, me që nëpër Jugosllavi do të transportohen erzaku dhe xhephaneja që do të dërgohet nga Franca dhe Anglia në Rumani dhe Polloni. Kështu munt të kuptohet insistimi, me të cilin qeveria frënge përpigjet t'i sigurojë Belgradit një »zonë të lirë« në skelën e Selanikut dhe udhën e hekurt të Gjevgjeliës. Përveç kësaj Jugosllavia do t'u hyjë në punë qeverive anglo-franceze duke dërguar punëtorët dhe fshatarët e saj të vriten me punëtorët dhe fshatarët e Rusivë sovjetike për hesap të bankierëve dhe fabrikantëve të Londrës dhe të Parizit.

Mirëpo Jugosllavia ka lindur me një mëkat të pashëruarshme, dhe nga pikëpamja e »paqes sociale« është shteti më i handakosur në tërë Ballkanin. Mbretëria Serbo-Kroato-Sllovene është shëmbëlla tipike e atyre shteteve artificiale që krijuan fuqitë aleate (Franca me Anglinë) mi gërmadhat e perandorisë Austro-ungare, për të siguruar hegjemoninë e tyre në Evropë. Në emër të bashkimit të

Sllavërve të Jugës dhe të autodeterminacionit të popujve, muarë e bashkuan, nënë hegjemoninë e borgjezisë serbe, popuj si Kroatët e Sllovenët, që janë shumë më të përparuar se Serbet nga çdo pikë pamje; bashkuan krahina që nuk kishin po thua asnjë lidhje ekonomike serioze me Serbinë e vjetër. Pa dyshim borgjezia serbe nuk munt të rezikonte hegjemoninë e saj duke u dhënë provincjeve të »liruaras« autonomi të plotë. Në kondita të tilla borgjezia kroate, duke pasur pothua tërë industrinë jugosllave në dorë, munt t'u zinte vëndin borgjezëve »kopukë« të Belgradit. Prandaj në mbretërinë »konstitucionale« (gjer dije) S.K.S. borgjezia serbe është klasa e privilegjuar. Serbet paguajnë taksa më pakë se popullsitë e tjera, ata lozin një rol udhëheqës në aparatën e shtetit dhe në ushtërinë, gëzojnë edhe një sërë privilegje ekonomike të tjera.

Borgjezia serbe e tregoj se është klasa e privilegjuar në mëmëdhënë e Sllavërve të Jugës sidomos kur sakrifikoj sheshit interesat e »vëllezërve« Kroatë për të ndrequr punët e saj me Italinë (marëveshjet e Nettunos). Edhe kur borgjezia kroate deshi sikur të kundërshtonte, klaka ushtëriake e Belgradit i dha të kuptojë me koburen e Raçiqit se ajo nuk i hopenis llapazanllëket e tepra.

Borgjezia kroate, duke pasur pranë një proletariat të organizuar dhe luftëtar, nuk guxonte t'a shpinte luftën kundër hegjemonisë serbe gjer në fund. Ushtëria dhe gjithë aparatit i shtetit, siç e pamë, janë në duart e borgjezisë serbe, prandaj lufta për çlirim të tërë popullit kroat do të merte me doemos formën e luftës civile. Në një luftë të tillë borgjezia kroate do të demaskohej me një herë përpara masave katundare që i venë pas dhe atëherë rolin udhëheqës në lëvizjen do t'a merte proletariati, i cili do t'i qëronte hesapet jo vetëm me imperialistët e Belgradit po edhe me borgjezinë »nacionale«. Po me që vrasja e Radiciit

mù në mes të Skupçinës shkakëtoj një zëmënim të thellë midis masave katundare kroate, borgjezisë kroate ju desh të lozë komedinë e »Aventinit« për të mbajtur këtë vrull pakënaqësie që munt të pëlçistë në kryengritje. Kjo manevër tradhëtiye dhá pemët e saj, katundarët kroatë ranë në grackën e demagogjisë së Maçekëve e Pribiçevicëve me shokë. Këtyre u ndihu edhe kjo, që partia komuniste jugosllave, e ndjekur prej agjentëve të »Bella Rukës«, nuk që në gjendje të demaskonte gjer në funt tradhëtinë e borgjezise kroate dhe të çkëputte katundarët nga influenca e saj.

Kur Maçeku thyente sulmin revolucionar të masave katundare me protestimet e tij të thata, borgjezia serbe dhe imperialistët anglo-francezë nuk flinin. Kral Aleksandri, më një anë vinte në Paris për të elaboruar planin e diktaturës që u shpall më 6 të Jenarit, dhe më anë tjetër pranonte në audiencë të veçantë leader-et e bllokut katundar-demokrat të Zagrebit. Maçeku dhe Pribiçeviqi, me gjithë që i kishin deklaruar luftën Skupçinës dhe konstitutës së Vidovdanit, prapë vinin t'i çfaqnin »lartmadherisë së tij« me përunjësi besnikërinë e tyre, dhe të përgënjeshtrojnë kësisoj »qëpifjet« e atyre edepzëzëve që akuzonin si armiq të kurotës. Këto negociata e bisedime me mbretin bëheshin sa për të hedhur hi syve të masave, të cilat donin t'i kandisnin të prisnin nga mbreti, i cili gjoja qëndronte përmi partitë politike, plotësimin e dëshirave të tyre. Kurse prapa perdes gatuhej marëveshja e shëmtuar, po jo me agjentët zyrtarë të borgjezisë kroate, po me bankjerët e Zagrebit drejt për drejt. Rolin e ndërmjetësve në këtë marëveshje të Bella Rukës me pllutokratinë e Zagrebit e lojtnë përfaqësonjësit diplomatikë të Parizit e të Londrës, të cilët zyrtarisht meazallá se përzihen në punët e brendëshme të shtetit pranë të cilit janë akredituar.

Në qeverinë që u farmua me dekretin e 6 Jenarit duket sheshit kapitulacioni, i përgatitur me kohë, i borgjezisë së popullsisë të shtypura përpara borgjezisë pansërbe. Krah për krah me fashistët e Bella Rukës, me gjeneralët

Zhivkoviç dhe Haxhiç, figurojnë përfaqësonjësit e bankjerëve dhe industrialëve kroate (Šveljuga, Drinkoviç), të klerikalëve sllovenë (Koroshec) dhe të partisë radikale pansërbe me Marinkoviçin në krye. Tamam këta janë edhe agjentët e imperialistëve anglo-francezë dhe tani, që të gjithë bashkë, po bëhen hazër të mbushin xhepet në dallaverën e huas që do të kombinohet për së shpejti për të përkëmbur diktaturën fashiste të kryesuar prej, kral Aleksandrit.

Pas sa thamë më sipër kuptohet vetiu se shpallja e diktaturës së lidhjes ushtëriake serbe me Aleksandrin në krye, u prit me kënaqësi të madhe si në Zagreb ashtu dhe në Paris e në Londër.

Shtypi frëng e aprovoj sheshit coup-d'état-në e Bella Rukës pasi derdhi ca lotë krokodili mi parlamentarizmën borgjeze, e cila u tregua edhe këtë herë e pazonja të sigurojë ekuilibrin e fuqive të kllasëve në shtetin kapitalist të sotmë. Organi i ministrisë së jashtme, gazeta »Le Temps«, nisi t'i diktojë diktatorit të Belgradit programin e politikës së jashtme që duhet të ndjekë. Pas planit të imperialistëve francezë Jugosllavia duhet të bëhet strumbullari i bllokut të shteteve ballkanike, të drejtuar kundër Rusisë Sovjetike, dhe kundër Italisë sot për sot. Tani që kriza jugosllave u zgjith për një farë kohe, gjithë puna është të futin në kllapë Greqinë dhe Bullgarinë. Bisedimet për një marëveshje greko-jugosllave kanë nisur pas xhiros që bëri Venizellua në kryeqytetet e Evropës dhe, si duket, do të mborojnë me nënë shkrimin e traktatit »miqësie« të zakonshëm. Vetëm duhet të mos harojmë se Venizellua, i cili u përvëlua një herë në aventurën e Izmirit për hesap të imperializmës angleze, nuk do të kandiset aqë kollaj të qesë përsëri gështenjat nga zjari kur t'i japë urdhër patroni i Parizit. Dhelpra plakë e Gjiritit, që të mos mbetet fare e izoluar nënë presionin e bllokut franko-jugosllav, lidhi një pakt »miqësie« me Musolinin.

(Vijon.)

Rodhja

Lidhja anglo-franceze dhe Italia

Zhvillimi ekonomik i Gjermanisë në fillim të shekullit XX vë në dyshim fatin e Britanjes së madhe. Me bankat dhe industrinë e randë kapitalizmi gjerman kapercen kufit e vet dhe perhapet në kater anët e botës: kallë avangarden e saj (Austri) në Ballkan, futë në dorë po thuej krejt ekonomi turke, ndërton ferrovin e Bagdatit, hedh syt në Egjipt dhe në Hind. Plaçkat gjermane, që shiten me çmime fare t' ulta, marrin shkretinat e Afrikës et të Asis. Anglia, mbretnesha e dheut dhe e detit, është në rrezik të humbi hegjemonin në tregun nderkombtar, të humbi monopolin kollonial. Teknika e vjetrueme e saj s' është e zoja të bëhet me atë të Gjermanisë. Perëndimi i lumnis angleze është i sigurtë në qoftë se s' gjindet ndonji mënyrë që t' i ndalojë vrullin sulmit gjerman. Tue e pa së me udhen ekonomike s' e thyen dot, Anglia vendosi t' a shuej me topa. Lufta i duket si më e sakta armë, e cila dot t' a skapullojë nga katastrofa. Terheq shokë sa mundet dhe gatohet pa ja da. Mbë tjetren anë edhe kapitalizmi gjerman, i bindun se s' mund të vendoset kerkund pa-thye pengimet që do t'i ndeshi rrugës, nuk mbetet pas. Kshtu shamata: »m' e mbajti boten sic është« (Anglia) ose »m' e cop-tue rishitas« (Gjermania) shkakton luftën e pergjithshme. Humbet Gjermania, por edhe qellimi i Anglis nuk realizohet. Si rezultat kemi shpernguljen e qendrës së ekonomisë mondiale nga Europa në Amerikë. Pa prit e pa kujtue, hegjemoni bëhen Shtetet e Bashkueme dhe Anglia mbetet në rradhë të dytë.

Para luftës kapitali amerikan, i qetë, rrin larg punve t' Europës, merret vetëm me zhvillimin e mbrendshëm të pasunive të pafund; në kohë të luftës shiton prodhimin per t' ushqye Europen e mbytn në gjak e në zjarm dhe i siguron Antantës fitimin; pas luftës lanë borxhet, mbledh 1/2 e florinit të botës, skapullon Europen nga katastrofa ekonomike, perzën kapitalin anglez nga Kanada dhe Amerika Latine. Ishon rrjë në Orientin e Largëm, mendon të futet dhe në Afrikë. Industrializimi i vendit vetet në kullm dhe sa më shum që rriten fuqit e prodhimit aq më teper ngushtohet tregu i mbrendshëm, aq më teper ndjen nevojë per zgjanim. Kapitali amerikan shpejt del nga mosha e foshnjeris, rritet, burrnohet dhe me besim të plotë në fuqi të vet matet me Europen e shkallmueme, vën kambë t' i lshojnë rrugë, kerkon shesh të lirë për konkurrencë, per luftë. Imperializmi më i ri dhe më i shëndoshtë i soçëm nuk njeft privilegjet e Anglis neper kolloni, nuk duron që vetëm Anglia t' i hajë mliardat e grabituna nga popujt e shtypun. Kerkon hise, dhe hise të majme! Republika, e dollarit ka vendosë të veprojë një

herë e mirë dhe s' do të rrijë rahat pa i shkputë një nga një kollonitë angleze. Atë që s' e realizon dot me mjete paqsore, më në fund do t' a kryej në saje të topavet të mdhaj që po fabrikon.

Sikurse shifet, pas dhetë vjetve krijehet rishtas situata e perparshme, me ket ndryshim vetëm që vëndin e Berlinit e zen Washingtoni, edhe më i fortë, edhe më i rrezikshëm. Me një Shtet që ka 120 million frymë, independencën ekonomike dhe pozitën gjeografike si Amerika nuk bëhet kollaj. Kush ngatrohët sot me të, bije mbrënda. Në qoftë se kapitali gjerman e perpushi, e turbulloi pak Anglin, dollari amerikan po i vë kazmen mu në themel. E hutueme nga kerçimet e jashtme e të mbrendshme, Anglia ket rradhë s' gjet tjetër shteg veç se më u perkulë para Francës, Shtetit më të fuqishëm në Europë.

*

Para se të flasim mi lidhjen do të ndalemi pak mi antagonizmin anglo-francez si dhe mi relacionet e deritashme të tyne. Sikurse dihet, nga lufta botnore në Europë mbeten vetëm dy grabitës të mdhaj (Anglia dhe Franca), interesat e të cilve ndeshen në detin Mesdhë. Ky liqë i nadh ka randsi jo vetëm pse është i rrethuem me viset kolloniale, por edhe si shteg komunikacioni me Asin, Afrika, si burim kryesuer i tregtis frënge, posë fitimeve të majme ep edhe mija ushtarësh të zez, të nevojshëm per luftat e ardhshme. Në Mesdhë s' ka ndonji Shtet të dytë që të ket xanë pozita kaq të mira sa Franca (brigjet e Afrikës verore, Siria dhe Ballkani). Vjen vetiu se kjo s' lën të bëhet kurrfarë ndryshimi ne një vend, ku lohet fati i saj si mbretni kolloniale dhe detare. Friga e lakmivit imperialiste t' Anglis dhe t' Italis e kan shtye imperializmin frëng të kujdeset me kohë per komunikacionet e Francës me Tunuz dhe Algjeri. Duket se flloata frënge, mjaft e përgatitun, është në gjendje t' a kryej ket detyrë.

Përsa i perket Anglis, ksaj Mesdhëu i duhet më teper si shteg për në Hind. Pasunitë e Egjiptit në krahësim me ata të Hindis s' janë kurgja. Madhnija angleze është rritë më parë në saje të grabinave të bëme në Hind, e cila vazhdon edhe sot të jet burimi kryesuer i fatbardhsis së saj. Qi të mos i rrrshqasi ky xhevahir nga dora, Anglia xën pusina në kater anët e botës dhe një nga kto pusit është Mesdhëu. Centralizimi i fuqive detare të Francës në Mesdhë e futë në kujdes Anglin dhe me njëherë, posa mbaroi lufta, d. m. th. posa u-shkatrrue flloata gjermane, Londoni e heq fllotën nga deti i Nordit dhe e shperdan në bazat navale Gibralltar, Mallte dhe Suez. Në ket mënyre Mesdhëu bëhet qendra e fuqivet detare të Anglis.

(Vijon.)

Miles

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΙΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Ο ΒΑΛΚΑΝΙΚΟΣ ΦΑΣΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΟΙ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΟΙ ΛΑΟΙ

Αυτή την στιγμή, που εγείρεται απειλητικά ο φασισμός, όπου διερωτάται η Γερμανία αν πρέπει να συμπερισθεί την τύχη των νοτιο-ευρωπαϊκών κρατών (υπενθυμίζω τον λόγο του πρώην πρωθυπουργού Βίρε), που η Χάιμπερ (έθνηκη άμυνα) προκαλεί τον κίνδυνο ενός πραξικοπήματος πάνω απ' ό την αυστριακή πρωτεύουσα, όπου ο Πάπας έγκωμιά τις μουσουλινικές βιαιοτητες, όπου οι εργατικές μάζες αρχίζουν να αντιλαμβάνονται τους κινδύνους, τους όποιους συναντούν παντού, στρέφονται τα βλέμματα προς τα Βαλκάνια. Δεν υπάρχει εκεί ένα μπλόκ από φασιστικά κράτη ή από τέτοια, τα όποια βρίσκονται στο δρόμο πλήρης φασιστικοποίησης; Δεν αποστερούνται εκεί σαράντα εκατομμύρια άνθρωποι και τα πιο στοιχειώδη τους δικαιώματα;

Πώς θα μπορούσε κανείς τότε, στην πραγματικότητα, να χαρακτηρίσει τον φασισμό, αν όχι με την δικτατορία μιας ως επί το πλείστον προσωπικής εκτελεστικής βίας, με την κατάργηση άκομα και της αστικής νομιμότητας, με την επιστροφή σε πρό πολλού ήδη περασμένους καιρούς, με την θέση εκτός νόμου των κομμάτων εκείνων, τα όποια δεν υποτάσσονται στην καταπίεση και την καταπολεμούν, με την έκδοση εξαιρετικών νόμων και τέλος με τον ρόλλο, τον όποιο παίζει ο μιλιταρισμός στην εξόντωση των πολιτικών ομάδων που θεωρούνται ως επαναστατικές;

Λοιπόν, όλα αυτά τα συμπτώματα τα ξαναβρίσκει κανείς, στην εσωτερική διαμόρφωση των βαλκανικών κρατών. Τα νομοσχέδια, τα όποια έχουν ως σκοπό την εξασφάλιση της άμυνας του κράτους, σκοπεύουν στην πραγματικότητα την διάλυση και την εξόντωση των ταξικών οργανώσεων των εργατών και των αγροτών των μόνων οργανώσεων, οι όποιες αποτελούν έναν κίνδυνο για την αθηντικότητα της δικτατορίας. Ποιά διαφορά υπάρχει μεταξύ της Γιουγκοσλαβίας του Ζίτκοβιτς και του 'Αλεξάνδρου του Α' και της Ιταλίας του Μουσολίνι; Ποιά διαφορά μεταξύ της Βουλγαρίας του Τσάκωφ και σήμερα του Λιάπσεφ και της Ισπανίας του Πρίμο ντε Ριβέρα; Οι δεσποτικές πράξεις είναι παντού οι ίδιες. Υστερα από της 5 του Γενάρη οξύνθηκαν οι εξαιρετικοί νόμοι στο Βελιγράδι.

Ήχαν όμως από χρόνια τώρα. Είναι οι άλβανοι κάτω από τον Ζογού Α' πιο ελεύθεροι από τους Κροάτες ή Σλοβένους κάτω από τον τελευταίο αντιπρόσωπο των Καραγιόργεβιτς; Είναι η κυριαρχία του Μάνιου και των ρουμάνων αγροτών, απ' όλο τον θανασμό που βρίσκει σε μερικούς δημοκράτες της Δύσης, καλύτερη από την κυριαρχία του Βρατιάνου και των φιλελευθέρων; Δεν απέδειξε ο Βενιζέλος με την καταδίωξη των επαγγελματιών συν-

δικάτων, ότι επιτρέπει όλα στον εαυτό του; Μεταξύ των σημερινών κυριάρχων της Βαλκανικής υπάρχει μια άλλη λεγόμενη, μια άλλη λεγγύη στην τυραννία και στο σκλάβωμα του λαού.

Θά έπρεπε να άπορει κανείς πώς βόικε τόση προθυμία ο Μουσολίνι στα Βαλκάνια, αν δεν έβλεπε το πώς όλες οι κυβερνήσεις αντιγράφουν με άφοσίωση τις σκέψεις του. Αυτός είναι ο κύριος, ο παδαγωγός, οι άλλοι είναι μόνο οι μαθητές. Παρ' όλη την ανυπέροβλη αντίθεση συμφερόντων, η όποια υπάρχει μεταξύ του ιταλικού και του μεγάλο-σερβικού ιμπεριαλισμού, μιμήθηκε ο Ζίτκοβιτς το σύστημα των μαυροχιτών... Παντού η άπειλη με εξαιρετικά δικαστήρια, παντού άπογορευση της ελευθερίας του τόπου, της σκέψης και της γραφής, παντού συλλήψεις, σκοτωμοί και άγρια καταπίεση των άρχηγών των εργατών.

Η μπουρζουαζία της Ρουμανίας, Βουλγαρίας και Ελλάδος φθονούσε την ιταλική μπουρζουαζία, η όποια ανέκαλύψε ένα τόσο καλό ιππότη και ο Ντοστσε ήταν σε θέση χωρίς πολύ χρήματα να επιβάλλει στα ύπουργία των εξωτερικών του Βουκουρεστίου, της Σόφιας και της 'Αθήνας της συμπαχία του. Η ίσότη των ιδρυμάτων προετοίμασε τους διπλωματικούς συνδιασμούς. Ποιός μπορεί να πει, αν δεν μπει μια μέρα ο ίδιος 'Αλέξανδρος Α' σε μια συμπαχία, της όποιας ο άρχηγός είναι ο Μουσολίνι, ο όποιος θα αναλάβει να άπεκτείνει τον φασισμό πάνω από την υπόλοιπη ήπειρο και να τον υπερασπίσει; Ο κόσμος έχει δει άκομα πιο χαρακτηριστικές στροφές. Δεν χαιρετούσε για με μεγάλη έπιδοκμασία ο τύπος της Ρώμης το πραξικόπημα του Γενάρη.

Η μεγάλη συμπαχία των φασιστικών παραγόντων είναι προορισμένη να παίζει τον ίδιο ρόλο, τον όποιο έπαιξε κάποτε η ιερά συμπαχία του Μέττερνιχ και του 'Αλεξάνδρου Ρωμανόφ του Α' πριν από εκατόν ένα χρόνια. Δεν θα είναι όμως άναμεταξύ τους ένωμένοι και οι λαοί στην λαχτάρα τους για την ελευθερία, οι όποιοι είναι δεμένοι κάτω από τον ζυγό και όποιοι είναι ένωμένοι με την σκλαβιά τους; Δεν θα αντιτάξουν στην Βαλκανική Όμοσπονδία των κυριάρχων και των δικτατόρων, την Όμοσπονδία των καταπιεζόμενων Έργατών και 'Αγροτών; Τα Βαλκάνια θηρκαν στην σκλαβιά στην όποια ζούμε, και την όποια ύποφέρουν, ένα είδος Ένωτητα. Αυτή έτοιμάζει μιαν άλλην, εκείνη την όποια έρχονται το προλεταριάτο της Δύσης στους προλεταριους της Δυτικά-άντατολικής Εδρώπης: την Ένωτητα των 40 εκατομμυρίων ανθρώπων άπελευθερομένων από όλα τα οικονομικά και πολιτικά δεσμά.

Πόλ. Λουί

ΣΤΗ ΘΡΑΚΗ ΚΑΤΩ ΑΠΟ ΤΟΝ ΕΛΛΗΝΙΚΟ ΖΥΓΟ

Απο τότε που η Δυτική Θράκη κατελήφθηκε από τα ελληνικά στρατεύματα, έβγαν εκεί οι τούρκοι και οι βούλγαροι άνακείμενο άνήκουστον καταδιώξων εκ μέρους των ελληνικών άρχών. Συστηματικά ληστεύεται, κακοποιείται και καταπιέζεται αυτός όλος ο εντόπιος πληθυσμός από τους ύπαλλήλους και πράκτορες της ελληνικής κυβέρνησης. Για να σώσουν το κορμί τους είναι άποχρεωμένοι οι τούρκοι και οι βούλγαροι της Δυτικής Θράκης να φύγουν στην Τουρκία και στην Βουλγαρία. Άφομίωση ή εξόντωση: αυτή είναι ή πολιτική, την όποια άκολουθούν με τόση άγριότητα οι Έλληνες κυβερνήτες σ' αυτή την δυστυχισμένη χώρα.

Τον τελευταίο καιρό, άποφάσισε επιτέλους ή από χρόνια τώρα όρισμένη «ουδέτερη έπιτροπή», η όποια είχε το καθήκον να άπασχοληθεί με την κατάσταση των τούρκων στην Δυτική Θράκη, να πάγει στην Άδριανούπολη για να εξετάσει επί τόπου τα άπειράριθμα παράπονα εκ μέρους των τούρκων προσφύγων. Η έπιτροπή άποτελούνταν από τους κυρίους: Χόνστατ, πρόεδρος, Στρον, γενικός γραμματέας, Δζεμάλ Χουσονι, τούρκος αντιπρόσωπος, Φουάτ, τούρκος σύμβουλος και Μαμόπουλος, Έλληνα αντιπρόσωπος. Μ αυτή την έρευνα βγήκαν στο φως της ημερας άνατριχικές άγριότητες, που γίνονταν εκ μέρους του ελληνικών πολιτικών και στρατιωτικών άρχών εις βάρος του εντόπιου τουρκικού πληθυσμού. Οι βούλγαροι της Δυτικής Θράκης καταδιώκονται, ληστεύονται, κακοποιούνται και καταπιέζονται από τους ύπαλλήλους

και τους πράκτορες της ελληνικής κυβέρνησης άκριβώς όπως και ο τούρκοι.

Άημοσιεύοντας εδώ μερικές από τις άπειράριθμες άγριότητες που εξασκούνται ενάντια στους τούρκους της Δυτικής Θράκης, και οι όποιες άποκαλύφθηκαν με την έρευνα της παραπάνω έπιτροπής δίνουμε επίσης και την εικόνα της άνυπόφορης θέσης των βουλγάρων της Δυτικής Θράκης.

Χιλιάδες από τούρκους πρόσφυγες τριγύρσαν το κτίριο, στο όποιο συνεδρίαζε ή έπιτροπή και έτσι πήραν τα μέλη της μια ζωνανή εντόπωση από τις σαραχτικές εικόνες, που προσέφεραν οι άνθρωποι αυτοί: εδώ έκλαιγε ένας νέος του όποιου κόπηκε το δεξιο χέρι, εκεί ένας γέρος του όποιου έβγαλαν τα μάτια, παρακάτω μια μητέρα της όποιας τα παιδιά σφάχτηκαν μπρός στα μάτια της κτλ. κτλ.

Η έπιτροπή φάναζε μερικούς από τις γραμμές των συγκεντρωθέντων προσφύγων και έλαβε υπ' όψη τις όμολογίες τους. Έδώ μερικές από τις πολλές: Μια γυναίκα όναμαζόμενη 'Αϊσε από το χωριό Γεντισέ σκότώθηκε με έναν πέλεκο.

Στις 7 του Γενάρη 1927 σκότώθηκαν στο χωριό Καμερλί (Περιφέρεια Ισκετσέ) άφου πρώτα ληστεύθηκαν, όκτώ τούρκοι, από τους όποιους οι δύο ήταν γυναίκες.

Στις 15 Μαρτίου 1927 σκόπωσαν τον άγρότη Μεχμέτ με ράβδους στο χωριό Δουβέιλι (Περιφέρεια 'Ισκετσέ).

بalkan فدراسیونی

هر اون نش كوده انتشار اندر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم balkan اسانلرنده بارلمقددر

یوغوسلاویا عسکری دیکتاتورلغه قارشى balkan

ملتلى طرفدن نشر ایدیلن بیاننامه دن خلاصه

یوغوسلاویا و balkanده کی مظلوم ملتله

قرال علكساندرک عسکری دیکتاتورلغى حکومتى یوغوسلاویا ده اون سنده نبری دوام ایدن بیوک صریه اداره سنه خاتمه ویردی. مشروطى حکومت سیستمى قرالک چیزمه لری آلتنده آلتدی. قانون اساسى عسکری قلیقى بیاض آل دینلن قومته طرفدن تخریب ایدیلدی. ویدودانا قانون اساسیسی که تکمیل یوغوسلاویا ملتلى صربک تحت اسارته صوقشدى تکمیل حکومت ماکنه سنى بیوک صریه قلیقک آلنه تسلیم ایتمشدى. بو مشروطى حقه بازلق صرب بیاض آل ایچون کافی کلمدی. او balkan نه میریالیزمه ده قوتلى بر استادگاه قازاندریمق، balkan حاکمیتى ده آلنه آلیماق ایست. قانون؛ مظلوم ملتلك حق حیات و سرسبتى تأمین بایده میوردی. بو قانون بیوک صریه فاجیست چته لریک بیاض آل پولیس و ژاندرمه سنک آلتی ایدی. صرب بورژوازی بو آلتلى اون سنه اداره ایتدی. بو اون سنه طرفنده بو قانونله قره داغده، قوصه ده، ماکدونیا ده کی ملتله یاپیلدن جایتلر قالمدی. بیکرجه مظلوم بو قانونله وغدیرلشددر. بوزلرجه کوپلر بو قانونله یاقدرلشددر. آرانؤدرلى، بولغارلى صربلشدیرمک ایچون بو قاتل بیاض آل قومته سنک قانون نامه ارتکاب ایتدیکی فاجعه و جایتلرک حد و حساب یوقدر. انقلابى ملی تشکیلاتى احما ایتمک ایچون آچقندن وخشتر، جایتلر یاپمشدر. بوتون بو فاجیه قارشى ملل مظلومه نك، انقلابى کتله لریک آوازینى صوصدیرایلیک

فاجیزم

بو قره کومک دنیا به ماتم آلیسه سی که یدیرمک ایسته یین جنکیز جیلک بالکر ایتالیا به مسلط اولمش بر فلاکت دکدر. فاجیزم جنکیز سیستمه منده توره یین بکی بر ایستلا جیلک بر تخریب جیلک ایمانیدر که بتون دنیا کنجلینه ملتپرورک ماسکسی آلتنده قاپتالیست و بورژوا صنفلى طرفدن پاره ایله، تخریبجی صنا بطرله القاح ایدلمکده آشیلاناقده در. بو مقصد ایمان حرب عمومیدنصوکرا قانه دویمایان زه نزال طاسلا قارک تضمینات پاره سندن لذت آلان دیکتاتورلک، موسولینلرک بتون دنیانک صلحو سلامتته قارشى ارتکاب ایتدکلى بر سوؤ قصددر.

حرب عمومیدنصوکرا دنیانک صلحو پرو طبقه سی حربک انسانلری ایچون نه بیوک فلاکتلر تولید ایدیه جکی حربک مدهش تخریباتى عالم انسانیه اعلان ایله اوغراشیرکن، حربدن دوغریدن دوغری به ضرر کورن، قاتى دوکن کوپل، عمله فقیر طبقه بر دها بویله بر بلایه اوغراماق ایچون هر طرفده قوتلشمکه باشلامش ایکن دیگر طرفدن بر موسولینى دنیانک قاپتالیستلری بورژوالرینى اتفاهه دعوت ایدیبور. هر طرفه حق و قانون صوصدیریلور. ملتلك مشروعى، مشروطى مجلسلى، پارلامنتولرى ده وریلور. حکومت قوتلری قرون و بیطى سیستمه منده برر توره دی، برر زور بایه تودیع ایدیلور. ایسته قاپتالیستلرک اللری آلتنده حاکم مطلق کسبان بو فاجیست دیکتاتورلری بشریت ایچون اک بیوک دشمندر. بوکا قارشى بتون عالم مدنیتک تمیز ناصیه لری صلحو پرور سیلاری اختلاجى طبقه آل له ویره رک شدتله مجادله به کیرملى در. عموی بشریت کندی دشمنى طانیمه لیدر.

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2457—2469)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:
Libero Battistelli — Dr. Kurt Hiller

P. Louis: La Quinzaine Internationale
P. Davila: La Société des Nations et la question des Minorités
G. Péri: Le problème des Minorités devant la Société des Nations
D. Viakhoff: La Société des Nations et les Minorités nationales
Les Organisations national-révolutionnaires des Balkans et la Société des Nations
N. Balkansky: Le Premier Congrès Antifasciste International et les Minorités Nationales
G. Dimitroff: Le fascisme dans les Balkans
Prof. K. Balla: Le fascisme
Melingos: Fascisme et réaction en Hellade
Ihsani: En Thrace sous joug grec
I. Mateescu: La stabilisation de la misère, de la pauvreté et de l'exploitation en Roumanie
N. Amaru: Le procès de Al. Dobrogeanu-Gherea

Texte allemand (pages 2469—2475)

Gegen die monarchistisch-militärische Diktatur in Jugoslawien
N. Balkansky: Der Erste Internationale Antifaschistische Kongress und die nationalen Minderheiten
G. Dimitroff: Der Faschismus auf dem Balkan
D. Viakhoff: Der Völkerbund und die nationalen Minderheiten
Die nationalrevolutionären Organisationen des Balkans und der Völkerbund

Texte bulgare (pages 2475—2479)

Д. Влахов: Македонија под фашистка власт
Добруджански: Партија на бугарското малцинство от Ромџија

G. Ардов: Протестният шум в Германия против белия терор и фашизма в България
A.: Националния гнет в Ромџија

Texte serbe (pages 2479—2480)

Напредна Европа против фашистичке УМРО и против бугарске војничке владе

Texte croate (pages 2481—2482)

N. Matijević: Razvoj militarističke diktature ka punoj fašizaciji
Kr. Ivačić: Financijalni jadi diktature

Texte roumain (pages 2482—2484)

I. Mateescu: Stabilizarea mizeriei, sărăciei și a exploatarii
N. Amaru: Procesul lui Al. Dobrogeanu-Gherea

Texte albanais (pages 2484—2485)

Rodhja: Marëveshja Anglu-Francezë dhe Diktatura fashiste ne Jugosllavi—I
Miles: Lidhja anglo-franceze dhe Italia—I

Texte grec (pages 2486—2487)

Π. Δουλι: Ο Βαλκανικός φασισμός και οι καταπιεζόμενοι λαοί
Γρησάνι: Στη Θράκη κάτω από τον ελληνικό ζυγό

Texte turc (pages 2487—2488)

پروفیسور کامل بالا: فاجیزم
شار: یوغوسلاویا عسکری دیکتاتورلغه قارشى بیاننامه

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.